

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
LOIS FORESTIÈRES

ET LES
DROITS DU PROPRIÉTAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 9 décembre 1909, à 3 heures

PAR

Émile DELETTRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants : { MM. LEFEBVRE, } *professeurs.*
 { THALLER, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
LOIS FORESTIÈRES

ET LES
DROITS DU PROPRIÉTAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 9 décembre 1909, à 3 heures

PAR

Émile DELETTRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants : { MM. LEFEBVRE, }
 { THALLER, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux.

- Barnabé-Brisson.** — Le Code du Roy Henry III, Roy de France et de Pologne. Paris, 1609.
- Carpentier (A.).** — Codes et lois : Code forestier. Paris, 1908.
- Carpentier (A.) et Frèrejouan du Saint.** — *Répertoire général alphabétique du droit français*, t. 8, 10, 16, 22, 33.
- Dalloz.** — Codes annotés : Code forestier. Paris, 1884. — *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*, t. 25, Forêts. Paris, 1849. — *Jurisprudence générale, recueil périodique et critique*.
- Duvergier.** — Collection des lois et décrets.
- Isambert.** — *Recueil des anciennes lois françaises* depuis l'an 420 jusqu'à 1789.
- Macarel.** — Cours d'administration et de droit administratif, 3^e édition, 1857, t. III.
- Merlin.** — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 1827-1828. Forêts.
- Sirey.** — *Recueil général des lois et des arrêts*.
- Valette.** — *Mélanges*, t. 16. Du projet de loi sur les défrichements par De Metz-Moblat. Nancy, 1851.
- Valserres (Jacques de).** — *Manuel de droit rural et d'économie agricole*. Paris, 1847.
- Weiss (A.).** — *Pandectes françaises*, t. 15, 16, 33, 34.

Ouvrages spéciaux.

- Autriche.** — Les forêts domaniales et d'établissements publics en Autriche. Vienne, 1900.
- Baudrillart.** — *Traité général des eaux et forêts, chasses et pêches*. Paris, 1821.
- Buffaut (Paul).** — Le culte des arbres et les idées des anciens sur le rôle des forêts, 1907.

- Buffault (Pierre).** — Insuffisance de notre législation en matière de conservation et de restauration des forêts, 1902.
- Carayol (A.).** — La législation forestière de l'Algérie. Paris, 1906.
- Championnière.** — *Manuel du Chasseur*, 1844.
- Coin-Delisle et Frédéric.** — Commentaire sur le Code forestier. Paris, 1827.
- Delucenay (Ch.).** — Des restrictions imposées à la propriété foncière dans l'intérêt des voisins. Chalon-sur-Saône, 1902.
- Doin (P.).** — Du reboisement et du gazonnement des terrains des particuliers. Paris, 1899.
- Gallicher-Lavanne (L.).** — Le droit de chasse, ses rapports avec la propriété. Orléans, 1901.
- Gallou.** — Conférence de l'Ordonnance de Louis XIV du mois d'août 1669 sur le fait des eaux et forêts, t. I et II, année 1732.
- Giraudeau Lelièvre et Soudée.** — La chasse suivie de la louveterie, le droit sur le gibier, la responsabilité des chasseurs.
- Guénot (S.).** — Le déboisement des montagnes et les inondations. Bordeaux, 1902.
- Hongrie.** — Loi XIX de 1898 sur la soumission au régime forestier de l'état des forêts communales et autres forêts et surfaces dénudées, etc. Budapest, 1899.
- Kirwan (M. C. de).** — Faut-il interdire la coupe blanche en montagne, 1908.
- Leblond.** — Code de la chasse et de la louveterie, 2 vol., 1893.
- Madelin (J.).** — Les restrictions légales au droit de propriété forestière privée en France, en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Suisse, Paris, 1903.
- Meaume (E.).** — Commentaire du Code forestier, 3 vol. Paris et Nancy, 1844.
- Mélard (A.).** — Insuffisance de la production du bois d'œuvre dans le monde. Paris, 1900, Imprimerie nationale.
- Miane (Maxime).** — La question du reboisement des montagnes. Paris, 1895.
- Michel (E.).** — Histoire de la propriété, Caen, 1894.
- Michel (Augustin).** — La question de la conservation et de la restauration des terrains en montagne. Paris, 1908.
- Michelet.** — Histoire de la Révolution, t. III et V.
- Neyreman (de).** — Question sur la chasse.
- Noyelle (A.).** — Des restrictions apportées au droit de propriété dans l'intérêt privé. Paris, 1902.
- Pecquet.** — Lois forestières de France. Commentaire historique et raisonné. Paris, 1753.

- Péneau (A.).** — Du droit de chasse. Nantes, 1902.
- Petit.** — Traité complet du droit de chasse, 2 vol., 1853.
- Puton (A.).** — Code de la législation forestière. Paris, 1883.
- Regnault (Dr Félix).** — Déboisement et décadence.
- Rousseau (Claude).** — Edicts et Ordonnances des Eauës et Forests. Paris, 1649.
- Rousselier (A.).** — Des restrictions apportées à la propriété privée dans l'intérêt de la défense nationale. Paris, 1904.
- Saleilles (R.).** — De l'abus de droit ; rapport présenté à la première sous-commission de la commission de révision du Code civil. Paris, 1905.
- Schaeffer (M.).** — Du droit de chasse dans ses rapports avec la propriété. Nancy, 1885.
- Sorel.** — Des dommages causés aux champs par le gibier.
- Surell (A.).** — Etude sur les torrents des Hautes-Alpes. Paris, 1870.
- Tétreau.** — Commentaire de la loi du 4 avril 1882 sur la restauration et la conservation des terrains en montagne (1883).
- Vercesco.** — Etude générale sur les restrictions apportées à la propriété foncière. Paris, 1901.
- Viel (A.).** — Des obligations imposées par la loi du 3 mai 1844 au propriétaire ou concessionnaire du droit de chasse pour l'exercice de ce droit. Caen, 1901.

Reuves et Journaux.

- Annuaire de législation étrangère* publié par la Société de législation comparée.
- Journal d'agriculture pratique*, année 1909.
- Journal de Berck*, année 1909.
- Journal officiel.*
- La France judiciaire*, années 1877, 1878, 1879.
- Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, années 1888, 1889.
- Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1887.
- Revue des Deux-Mondes*, années 1859 et 1881.
- Revue des Eaux et Forêts*, années 1869, 1870, 1888, etc.
- Revue du Touring Club de France*, années 1905, 1906, 1907, 1908, 1909.
- Revue générale d'administration*, années 1881 et 1905.
- Revue générale de droit*, année 1883.

L E S

Lois Forestières et les Droits du Propriétaire

INTRODUCTION

« La conservation des forêts est l'un des premiers intérêts des sociétés et, par conséquent, l'un des premiers devoirs des gouvernements. Tous les besoins de la vie se lient à cette conservation ; l'agriculture, l'architecture, presque toutes les industries y cherchent des aliments et des ressources que rien ne pourrait remplacer.

« Nécessaires aux individus, les forêts ne le sont pas moins aux Etats : C'est dans leur sein que le commerce trouve ses moyens de transport et d'échange ; c'est à elles que les gouvernements demandent des éléments de protection, de sûreté et de gloire.

« Ce n'est pas seulement par les richesses qu'offre l'exploitation des forêts sagement combinée qu'il faut juger de leur utilité : leur existence même est un bienfait inappréciable pour les pays qui les possèdent, soit qu'elles protègent et alimentent les sources et les rivières, soit qu'elles soutiennent et raffermissent le sol des

montagnes, soit qu'elles exercent sur l'atmosphère une heureuse et salubre influence.

« La destruction des forêts est souvent devenue, pour les pays qui en furent frappés, une véritable calamité et une cause prochaine de décadence et de ruine. Leur dégradation, leur réduction au-dessous des besoins présents ou à venir est un des malheurs qu'il faut prévenir, une de ces fautes que rien ne saurait excuser et qui ne se réparent que par des siècles de persévérance et de privations (1). »

Aussi des lois sont nécessaires pour protéger les intérêts de la société et pour venir entraver l'exploitation irraisonnée et trop souvent abusive à laquelle bien des propriétaires forestiers se laissent entraîner. Bien qu'on ait pu définir la propriété : « Le droit en vertu duquel une chose se trouve soumise d'une manière absolue et exclusive à la volonté et à l'action d'une personne », et bien que la jurisprudence (Cass., 11 novembre 1896 et 25 octobre 1897) décide que le droit du propriétaire va jusqu'à légitimer les actes qu'il accomplit lorsqu'il n'a aucun intérêt avouable à les faire, il y a cependant des cas où l'intérêt de la société doit primer celui du propriétaire et obliger ce dernier à jouir de ses droits d'une façon un peu moins absolue.

Le législateur de 1791, animé d'un sentiment d'éga-

(1) Rapport de M. le vicomte de Martignac, ministre d'Etat, sur le projet d'un Code forestier : séance de la Chambre des députés du 20 décembre 1826.

lité et de liberté, avait proclamé l'affranchissement de tous les citoyens des chaînes de l'ancien régime et de toutes les entraves qu'il apportait au droit de propriété. « Le territoire de la France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent », disait-il, et plus loin : « Les propriétaires sont libres de varier à leur gré la culture et l'exploitation de leurs terres, de conserver à leur gré leurs récoltes et de disposer de toutes les productions de leurs propriétés dans l'intérieur du royaume et au dehors » (1).

Le Code civil, promulgué par la loi du 30 ventôse de l'an XII (21 mars 1804), a consacré tous ces principes de la Révolution, et l'article 544 nous définit ainsi la propriété : « Le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue. » C'est donc pour le propriétaire le rétablissement de tous les droits, que déjà autrefois il avait eu à Rome ; c'est-à-dire : le *jus utendi* ou droit de se servir de la chose ; le *jus fruendi*, ou droit d'en recueillir les produits, et le *jus abutendi*, c'est-à-dire, d'après les Romains, le droit de consommer la chose, d'en disposer d'une façon définitive soit en la détruisant, soit en l'aliénant. Le propriétaire a entre les mains la plénitude du droit, il est maître souverain sans borne sans contrôle : *Sux quidem quisque rei moderator atque arbiter* (2), « il a ce qu'exprime son titre même, la chose en propre » disait M. Valette.

(1) Code rural du 28 septembre 1791.

(2) Liv. IV, tit. XXXV, Loi 21, *G. mand. vel. con.*

Mais ce caractère théorique de la propriété est la plupart du temps incompatible avec la vie sociale. Le droit égal du voisin autant que l'intérêt supérieur de la collectivité sont des obstacles à la toute puissance du propriétaire.

Le législateur du Code civil l'a très bien compris et s'est empressé d'ajouter à l'article 544 un paragraphe *in fine* qui vient singulièrement en réduire la portée : « pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

Ce sont précisément ces limitations, qu'apportent aux droits du propriétaire les lois et les règlements forestiers, que nous nous proposons d'étudier dans cet ouvrage.

Malgré le grand attrait que présente ce sujet au point de vue économique, à cause de l'utilité de plus en plus grande des forêts, soit comme productrices de bois, soit comme régulatrices de la température, du climat ou du régime des eaux, nous nous contenterons de le traiter au point de vue purement juridique et de constater simplement les conséquences qu'entraînent ces lois et règlements forestiers et les restrictions qu'ils apportent aux droits du propriétaire.

Dans un titre premier, nous étudierons en deux chapitres la réglementation de la propriété forestière sous l'ancien régime et l'évolution qui s'est produite en cette matière depuis l'époque gallo-romaine et la liberté absolue laissée aux propriétaires à ce moment, jusqu'à l'or-

ordonnance de 1669, qui, coordonnant et complétant toutes les ordonnances prises antérieurement à des époques diverses, venait d'une façon définitive fixer les droits et les obligations des propriétaires de bois. Enfin nous terminerons cette première partie par un troisième chapitre, où nous verrons les lois révolutionnaires, proclamant pour tous la liberté absolue, abroger cette ordonnance de 1669, issue du génie de Colbert, et laisser l'exploitation des forêts sans lois ni règles à la merci de propriétaires avides de gains et qui trop souvent se montrèrent de véritables vandales.

Un titre deuxième sera consacré à l'étude : dans un chapitre premier, des restrictions apportées au droit de propriété par le Code de 1827, soit qu'il les ait prises dans les vieilles ordonnances royales, soit que des besoins nouveaux l'aient obligé de les créer de toutes pièces ; et dans un chapitre deuxième, des servitudes imposées aux propriétaires riverains d'une forêt soumise au régime forestier.

Dans un titre troisième, lui-même divisé en trois chapitres, nous étudierons les nouvelles atteintes apportées au droit de propriété postérieurement au Code forestier. Parmi ces restrictions, certaines, comme celles concernant le défrichement, avaient déjà reçu un commencement d'exécution avant même que le Code forestier ne fut voté ; mais ce n'était que d'une façon provisoire et le législateur de 1827, ne voulant pas prendre parti dans une question si grave, laissa ce soin à celui de 1859.

D'autres, au contraire, concernant le droit de chasse et la restauration, ainsi que la conservation des terrains de montagne, sont entièrement l'œuvre des législateurs de 1844, 1860 et 1882. C'est à peine si, antérieurement à ces dates, on peut trouver quelques décrets et arrêts spéciaux se rapportant à ces matières.

Dans un titre quatrième nous examinerons la situation du propriétaire forestier à l'étranger et nous montrerons les atteintes considérables, mais bien nécessaires, apportées à ses droits par les lois de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Italie, de la Suisse, etc.

Et enfin, avant de conclure, nous consacrerons un titre cinquième à l'exploitation abusive des forêts, que pratiquent, depuis quelques années, certains propriétaires, et nous envisagerons le moyen d'entraver ces coupes à *blanc étoc*, que Colbert avait su interdire et que l'étranger, comme il arrive trop souvent en matière législative, gagnant d'avance sur nous, a déjà réglé depuis plusieurs années.

TITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE DANS LE DROIT ANCIEN

CHAPITRE PREMIER

PÉRIODE PRIMITIVE.

Il est certain qu'au début des civilisations, l'homme usa des produits du sol sans ménagement, ne songeant pas plus à son intérêt propre qu'à celui de ses successeurs. En effet, dans le premier âge d'un peuple, alors que les individus, à demi-nomades, se groupent en tribus pastorales, la propriété foncière individuelle ne saurait être connue : la terre ne manque à personne, l'industrie humaine ne peut ajouter de valeur aux forêts, aux pâturages que la nature déroule elle-même devant l'homme. Une fois le canton dont il avait fait choix épuisé, celui-ci se déplace pour en chercher un nouveau. Mais une fois que le développement naturel de la civilisation étend les liens de l'association et

oblige l'homme à une installation sédentaire, alors en un mot qu'il cultive, il doit chercher à protéger la forêt nécessairement limitée, puisqu'il ne se déplace plus, et restreinte, puisqu'il a transformé une partie du sol.

C'est alors, en effet, que paraît dans l'histoire la protection légale du sol forestier.

Les Grecs avaient fait des forêts le séjour des dieux (1), près des villes et près de leurs temples existaient des bois sacrés (2), refuges inviolables (3) où il était interdit de couper le moindre brin. La destruction des bois sacrés était la plus grande punition que l'on pût infliger à un peuple ou aux habitants d'une cité. Alexandre le Grand, voulant satisfaire son courroux contre les descendants d'une ancienne famille de Millet, qui s'était établie dans la Bactriane, fait raser leurs bois sacrés et en fait extirper les racines : il voulait ainsi faire de cette contrée « une vaste solitude et une terre stérile (4) ».

Certaines essences de bois étaient l'objet d'une vénération particulière (5), le chêne était consacré à Jupiter

(1) Paul Buffaut, *Le culte des arbres et les idées des anciens sur le rôle des forêts*, 1907, p. 48.

(2) Pausanias, II, 27.4 ; IV, I, 7 ; IX, 22.5, 25.5.

(3) L'esclave qui avait fui le domicile de son maître, suspendait ses chaînes aux arbres des bois sacrés et restait à jamais affranchi de la servitude, Pausanias, liv. II, chap. III, et Hérodote, II, 113.

(4) Quinte-Curce, VII, 5.

(5) « *Hæc fuere numinum templa, priscoque ritu simplicia rura etiam nunc deo præcellentem arborem dicant Arborum genera numinibus dicata perpetuo servantur ; ut Jovi esculus*

Arbel (Jupiter forestier), le laurier à Apollon, l'olivier à Minerve, le myrte à Vénus, le figuier à Mars, le pin à Neptune. L'imagination des hommes avait peuplé les bois de divinités protectrices. « Les nymphes », disait Homère, « habitent les forêts magnifiques, les sources des fleuves et les prairies au gazon verdoyant (1). » Les Sylvains présidaient à l'heureux développement de la forêt, dont chaque arbre s'identifiait avec une divinité spéciale, appelée Dryade et Amadryade, chargée de veiller à sa conservation (2). Grâce à cette vénération superstitieuse, les Grecs parvenaient à faire conserver par des populations encore grossières les forêts nécessaires à leurs besoins ; et tant qu'elles subsistèrent, jamais l'agriculture n'a souffert, jamais on ne s'est plaint de l'insalubrité du climat.

A Rome (3), le premier signe de l'attention que provoquent les forêts consiste en une mesure d'Ancus Martius, qui aurait réuni le premier, selon Suétone (4),

Apollini laurus, Minervæ olea, Veneri myrtus, Herculi populus. » Pline, *Nat. Hist.*, XII, 2.

(1) Iliade, XX, 8.

(2) Ces mêmes croyances se rencontraient chez les Romains. « *Quin et Sylvanos Faunosque et dearum genera silvis ac sua numina tanquam et cælo attributa credimus* ». Pline, *Nat. Hist.*, XII, 2.

(3) Virgile nous dépeint le Latium comme un pays très boisé : lorsque les galères d'Enée remontent le Tibre, les rives du fleuve sont couvertes de forêts verdoyantes, dont l'image se refléchit dans les eaux tranquilles.

Virgile : *Enéide*, VIII, 95.

(4) Passage de Suétone conservé par Petrus Grinthus, lib. 4, *De honesta disciplina*, cap. 5.

les forêts au domaine public. Et tout au moins jusqu'à la deuxième guerre punique, les forêts restent la propriété exclusive de l'Etat, elles font partie de l'« *Ager publicus* » et elles se distinguent de la masse de ce territoire en ce qu'elles sont, le plus souvent, livrées à l'usage commun sans avoir jamais été concédées comme les terres. Jusqu'à l'avènement d'Auguste, ces lois restent en vigueur et Rome n'abandonne pas son droit souverain de *dominium* sur l'*Ager publicus* et les terres conquises : la ville n'est pas encore propriétaire du sol des forêts. Les inscriptions d'Orellius (1) nous sont d'un précieux secours pour prouver ce fait ; elles relatent en effet un sénatusconsulte conservé intact sur une table d'airain, qui fut découverte en 1506 dans le territoire de Gênes à la dixième pierre miliare de la ville. Ce sénatusconsulte qui date environ de l'an 600 de Rome, en parlant des droits concédés aux Gênois et à d'autres habitants de villes sur des forêts voisines, n'emploie jamais que le mot « *possidere* », marquant ainsi que c'était bien une possession et non une propriété, qu'avaient les cités sur les terres de l'*Ager publicus*, Rome conservant toujours le *dominium*.

Sous l'Empire, l'Etat perd peu à peu son *dominium* général sur l'*ager publicus*, à tel point qu'à l'époque de Justinien il semble que ce droit n'est plus qu'un souvenir ancien. Les forêts deviennent donc la propriété

(1) Orellius, Inscription, n° 3121, t. II, p. 40. Turyci, 1828,

pleine et entière des cités, à moins que l'Etat ou l'Empereur n'en soient restés en possession (1).

La nature de la propriété des villes sur les forêts est de deux sortes à cette époque. Tantôt la ville elle-même est propriétaire et la forêt, qui sert à l'entretien d'établissements affectés à des services publics, est inaliénable et imprescriptible, tantôt ce sont les habitants en commun qui sont propriétaires et la forêt peut être aliénée.

Un texte de Frontin (2) établit, d'une façon formelle, l'inaliénabilité des forêts des villes : *Est alia inscriptio quæ diversa significatione videtur esse, in quo loco inscribitur silva et pascua aut fundus, septicianus, Coloniae Augustæ Concordiæ. Hæc inscriptio videtur ad personam Coloniae ipsius pertinere, neque ullo modo abalienari posse a re publica*. D'après ce texte, on voit que les forêts, dont les villes sont propriétaires, sont toujours inaliénables, parce qu'elles sont l'objet d'un usage public.

Leur inaliénabilité est encore attestée par d'autres textes du Digeste et des Institutes (3). Enfin la preuve de leur imprescriptibilité est inscrite dans Gaius en ces termes : *Usucapionem recipiunt maxime res corporales*

(1) Sont restées la propriété de l'Etat ou de l'Empereur : toutes les forêts situées sur le sommet des montagnes, soit dans les Alpes, soit sur les Balkans, soit sur les hauts sommets africains.

(2) *Die Schriften der Römischen Feldmesser*, t. I, p. 54, Frontin.

(3) L. 34, § 1. Dig. *De Contract. empt.*, lib. XVIII, t. I ; *Id.* I, § 6, Instit. Justin, *De empt. et vendit.*, § 5.

exceptis rebus sacris, sanctis, publicis populi romani, et civitatum, item liberis dominibus.

Si la forêt, au contraire, est la propriété d'un certain nombre de riverains ou même de citoyens, dont les terres sont plus éloignées, et que cette propriété soit commune, elle n'est ni inaliénable, ni imprescriptible ; elle ne rentre, en effet, dans aucune des définitions précédentes et n'est pas affectée à un service public ; les propriétaires communistes peuvent donc l'aliéner d'un commun accord.

Quant à la forêt, en tant que propriété privée, elle continue à être une exception quine se trouve que dans les *latifundia* des riches Romains. Et ceux-ci, pour la plupart, en font défricher par leurs esclaves toutes les parties boisées dans l'espoir d'en tirer plus de profit par une culture agricole intensive.

Au contraire, en Gaule, que la conquête romaine avait trouvée encore couverte de forêts immenses entrecoupées de marais *Continentes sylvas ac paludes* (1), la propriété forestière allait prendre bien vite une grande extension.

Jules César, pour récompenser ses légionnaires, leur distribua, suivant la coutume romaine, une grande partie du sol des vaincus. La plupart de ces soldats devenus propriétaires fonciers se firent laboureurs et défrichèrent de vastes étendues de forêts pour cultiver le fro-

(1) J.-César, *De bello gallico*, lib. 3 ; Cap. 18, et *passim*.

ment et la vigne. M. Rougier de la Bergerie affirme même, dans un ouvrage intitulé : *Forêts de la France*, que les empereurs Tibère et Probus donnèrent l'ordre d'abattre toutes les forêts, mais cette assertion n'est pas confirmée et, dans tous les cas, si cet ordre fut bien donné, il ne reçut pas, heureusement, sa complète exécution.

A cette époque gallo-romaine nous ne trouvons pas de mesures générales prises soit pour la conservation du sol forestier, soit même pour la réglementation de son exploitation : les restrictions aux droits du propriétaire sont alors inconnues. Il y eut certainement moins de terrains boisés à la fin qu'aux premiers temps de la période gallo-romaine ; mais l'intérêt des propriétaires de *latifundia* d'une part et de l'autre l'intérêt de l'agriculture, qui dépassait encore à ce moment l'utilité des forêts, explique suffisamment le silence du législateur.

Il nous faut attendre les invasions des Barbares et leur établissement sur le sol de la Gaule pour voir apparaître les premiers textes législatifs sur les produits de cette propriété. Chez les Burgondes les prolétaires jouissaient de la faculté de prendre du bois pour leurs besoins dans la forêt d'autrui, nous dit la loi Gombette : « *Si quis Burgondio aut Romanus Sylvam non habeat, incidendi ligna ad usus suos de jacentivis et sine fructu arboribus in cujuslibet sylva habeat liberam potestatem.* »

Chez les Ripuaires les produits secondaires des forêts

étaient considérés comme faisant partie du domaine public ; le propriétaire, après avoir marqué tous les arbres, dont il entendait disposer, était censé abandonner le surplus. Quant au bois mort et au mort bois (1), ils étaient tellement dans le domaine public que la loi prononçait une forte amende *solidos sex* contre le propriétaire qui en avait interdit l'usage aux prolétaires (2).

Sous les empereurs Carlovingiens, il n'était pas permis d'établir une garenne ou réserve de chasse (*foresta*) dans ses propres forêts sans permission de l'autorité. Nous en avons la preuve par le Capitulaire de Louis le Débonnaire (3) par lequel ce prince ordonne aux *judices* : *Ut Comitibus denontient ne ullam forestam noviter instituant, et ubi noviter institutas sine nostra jus-*

(1) Charles V, dans son ordonnance de juillet 1376, article 40, nous définit ainsi la différence entre le bois mort et le mort bois : « Item comme toujours ait esté mis différence entre les coustumiers, entendans la signification des paroles de mort bois à bois mort, en prenant bois mort pour celui qui est mort et sec soit en estant ou abattu et en entendant le mort bois de certains bois verd en estant afin que plus n'en soit débattu, l'on déclare qu'ainsi doit-il, estre entendu que dit est, et le mort-bois tel et non autre, comme il est dit et déclaré à la charte aux Normands (1315). » D'après cette charte du 22 juillet 1315 se placent dans la catégorie du mort bois : ronces, épines, saules, marsaux, puisne, seur, aulne, genêt et genièvre.

(2) Canciani, *Barbarorum leges antiquæ*, Venetiis (1789), t. IV. *Lex Burgondiorum*, p. 21, tit. XXVII. *De Indulta generaliter incidendorum lignorum licentia*. . . . « III. Si quis vero quemquam de jacentivis et non fructiferis arboribus lignum usibus suis necessarium præsumere fortasse non permiserit, ac si ei pignora tulerit, restituo in triplum pignoribus, inferat mulctæ nomine et solidos sex. »

(3) Canciani, *op. cit.*, t. IV, Venetiis (1789) ; Et. Pecquet, *Lois forestières de France*, t. I, Préface, p. 3.

sione invenerint, dimittere præcipiant. Lorsqu'une *foresta* avait été constituée même avec le consentement royal, elle pouvait encore être supprimée. C'est ce qu'on appelait *deaforestare* ou *disaforestare*.

Depuis les Capitulaires jusqu'à la fin du xiii^e siècle, nous ne trouvons aucun règlement concernant les forêts. L'anarchie dans laquelle fut plongée la France après le démembrement de l'empire Carlovingien, l'oubli des lois, le désordre et les ténèbres qui en furent la conséquence, ne permettent pas de découvrir d'après quelles règles furent administrées les forêts pendant ces temps presque barbares. Il y a grande apparence qu'on n'en observait aucune, si ce n'est celle qu'il plaisait à chaque seigneur et à chaque propriétaire d'établir pour son propre domaine.

L'histoire de la propriété forestière, pendant cette période et même jusqu'au xvi^e siècle, est tout entière dans les chartes d'affranchissement, qui contiennent des constitutions de droits d'usage au profit des communautés naissantes. On trouve à cette époque de nombreux exemples dans ce genre : en 1126, l'archevêque de Reims, Rainald, fonde le monastère d'Igny et lui fait une donation de terrains, il y ajoute ceux des droits qui lui appartiennent dans la forêt commune : *Contulimus etiam eis..... quidquid juris nostri erat, in communi sylva.* On réglemente ces droits des usagers, on les oblige dans certains cas à demander la délivrance, mais c'est tout et il nous est impossible de

trouver la moindre règle concernant la propriété proprement dite, c'est donc encore pour le propriétaire forestier la liberté absolue sans aucune entrave.

Dans une ordonnance de Charles V de juillet 1376, nous trouvons pour la première fois une atteinte portée aux droits des propriétaires riverains des forêts : « *Item*, pour obvier aux fraudes, défendons qu'aucuns charpentiers ou ouvriers de nefs, de vaisseaux à vins, de charpenterie, de tonneaux à vins, ou d'autres merrain, ouvrans de leur mestier, ne tiennent astelliers d'oresnavant ez termes ne aux rains des forests, si ce n'est ez ventes ordinaires (1). »

On voulait éviter ainsi les rapines que commettaient les riverains, la forêt trop proche les attirait sans cesse, il était si facile d'aller voler le bois nécessaire au travail, au lieu de l'acheter au seigneur, qu'on se laissait tenter. On profitait de la nuit ou du mauvais temps pour abattre quelques arbres, et sûr de ne pouvoir être vu de personne, on les ramenait tranquillement dans son atelier. De cette façon des cantons entiers étaient privés de leurs arbres et de leurs bois d'industrie, et la forêt, dépouillée de tout objet de valeur, encombrée de branchages abandonnés par ces maraudeurs, se transformait peu à peu en un véritable maquis, qu'à leur tour les voisins, propriétaires de troupeaux, ne manquaient pas d'exploiter en y envoyant pâture leurs bes-

(1) Ordonnance portant règlement général des eaux et forêts, juillet 1376. Edition : Claude Rousseau. S^{re} de Bazoches, MDCXLIX.

tiaux. Malgré tout cette règle souffrait quelques exceptions, et « quoique les charrons soient compris dans la même prohibition », nous dit Merlin (1), « cependant comme leur profession est nécessaire à cause de l'agriculture, etc., cette raison fondée sur l'intérêt public, donne lieu aux permissions particulières qu'on leur accorde de s'établir dans la distance prohibée des forêts à charge toutefois de n'employer aucun bois de délit et de pouvoir justifier dans tous les temps de l'achat des bois propres à leur profession. »

En 1518, un nouveau pas fut fait pour protéger les forêts, et dans l'article 30 de son ordonnance de janvier, François I^{er} (2), considérant la ruine et la dépopulation non seulement des forêts royales, mais encore de tous les autres bois et forêts du royaume, au grand détriment de la chose publique et de ses sujets, déclare et ordonne que les princes, prélats, églises, seigneurs, nobles, vassaux et autres, ses sujets pourront, si bon leur semble, user chacun à leur égard, dans leurs bois et forêts, des ordonnances et défenses portées par son ordonnance concernant la confiscation du bétail et les défrichements.

Par l'édit de 1543, les forêts des particuliers, dont la conservation était dès lors reconnue objet d'utilité publique, furent placées sous la juridiction des officiers royaux. Et François I^{er} s'exprime ainsi dans son ordon-

(1) Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, t. VI, p. 763.

(2) Claude Rousseau, *Edicts et ordonnances, Arrests et règlements des Eaux et Forests*. MDCXLIX, p. 133.

nance : « Ordonnons pour la conservation desdits bois et forests de nos dits subjects : Que tous les prélats, princes, nobles et autres, nos subjects ayant forests ou rivières en nostre dit royaume, pourront d'oresnavant poursuyvir tous et chacun leurs droits, causes, raisons et actions tant en demandant qu'en défendant, concernant leurs dites rivières et forests à l'encontre des délinquans, coupables et entrepreneurs sur iceux et les prétendans droicts, tant sur les fonds d'iceux, qu'usage, pasturage, passage ou autre droict ou servitude en iceux et y faire garder les ordonnances par nous cy devant faites sur le faict de nosdites eaux et forests, mesmement celles publiées en nostre cour de parlement à Paris ès années mil cinq cent seize et dix huit, entiere-ment et sans icelles enfreindre : et ce pardevant le maistre particulier de nos eaux et forests..... Et par appel et ressort pardevant ledit grand maistre général réformateur desdites eaux et forests en son dit siège de la table de marbre du palais à Paris » (1).

Le déboisement faisant de rapides progrès, on ne s'en tint pas là. En 1558, Henry II défendit aux détenteurs de biens ecclésiastiques de couper leurs futaies (2). Cette interdiction fut par la suite reproduite et étendue à tous les gens de mainmorte.

Sous Charles IX, on alla plus loin et plusieurs règles furent établies pour la gestion économique et la conser-

(1) Isambert, *Recueil des anciennes lois*, t. XII, p. 844.

(2) Caude Rousseau, *op. cit.*, p. 231.

vation des forêts appartenant aux particuliers. L'ordonnance de Meulan de septembre 1563 (1), confirmée par une ordonnance du même roi, du mois d'août 1573 (2), défendit à tous particuliers de couper les taillis avant l'âge de dix ans. En cas de contravention, les bois coupés avant l'âge étaient confisqués et le propriétaire puni d'amende arbitraire. De plus, et à l'égard des taillis exploités après l'âge de dix ans, on devait laisser un certain nombre de baliveaux par arpent.

L'utilité de ces mesures parut si évidente que peu de temps après Henry III éprouva le besoin de les rappeler et de les confirmer dans ses ordonnances données à Paris aux mois de mai 1587 et avril 1588 (3).

(1) Claude Rousseau, *op. cit.*, p. 253.

(2) *Ibid.*, p. 271.

(3) Baudrillart, *Règlements forestiers*, t. I, p. 20.

CHAPITRE II

ORDONNANCE DE 1669.

Tous ces édits ne reçurent, par suite de la mauvaise organisation de l'administration forestière, qu'une exécution incomplète.

C'était à Louis XIV qu'il était enfin donné de rétablir la propriété forestière en France par un des plus beaux monuments législatifs de son règne : l'Ordonnance du mois d'août 1669 sur les eaux et forêts, qui fut l'œuvre de Colbert. Frappé de cette pensée si souvent reproduite par lui : « la France périra faute de bois », ce grand ministre mit tout en œuvre pour empêcher qu'il en fût ainsi ; avec l'aide de commissaires choisis parmi les hommes les plus compétents et les plus habiles, il prépara pendant huit années cette loi qui a régi la propriété forestière pendant plus de cent cinquante ans.

Cette ordonnance reproduit les défenses portées par les édits précédents (septembre 1563, août 1573, mai 1587 et avril 1588) de faire exploiter les bois des particuliers avant une époque déterminée, d'où l'on concluait avec raison que cette prohibition emportait virtuellement celle de n'opérer aucun défrichement de bois.

« Enjoignons à tous nos sujets, sans exception ni dif-

férence de régler la coupe de leurs bois taillis au moins à dix années, avec réserve de seize baliveaux en chacun arpent, et seront tenus d'en réserver aussi dix de ventes ordinaires de futaye, pour en disposer néanmoins à leur profit après l'âge de 40 ans pour les taillis et de six vingt ans pour la futaye : et qu'au surplus ils observent en l'exploitation ce qui est prescrit pour l'usage de nos bois, aux peines portées par les ordonnances (1). » Les grands maîtres et autres officiers des eaux et forêts devaient faire respecter la présente ordonnance, et pour cela ils avaient le droit de visite et d'inspection dans les bois des particuliers.

Cet article I du titre XXVI de l'ordonnance de 1669 aggrave même, dans une certaine mesure, cette restriction aux droits du propriétaire apportée par les édits déjà cités, puisqu'au lieu de fixer le nombre de baliveaux de réserve à huit par arpent, comme le faisait l'Ordonnance d'août 1573, elle le porte à seize. Quant à l'intervalle de 10 ans à observer entre chaque coupe, cette mesure a été prise en conformité des Ordonnances de septembre 1563, article 4, août 1573, mai 1587, avril 1588, parce que, nous dit Gallou (2), « l'expérience a fait connaître que lorsque les bois taillis sont coupés plus jeunes, ils ne sont propres qu'à faire des bourrées, ou tout au plus des fagots de peu de valeur pour les

(1) Ordonnance de 1669, tit. XXVI, art. I ; Pecquet, MDCCLIII, p. 326.

(2) Gallou, Conférence de l'ordonnance de Louis XIV, tit. 26 (1752).

fours ; au lieu qu'étant coupez à l'âge de dix ans et même au-dessus, ils peuvent fournir non seulement du menu bois pour cet usage, mais encore du bois propre à convertir en charbon et à faire des échalas pour les vignes, des perches pour les treilles, du bois de tour, de charronage et pour menue charpente ».

La rigueur de ce délai de 10 ans fut un peu atténuée par le règlement du 4 mai 1680, qui permit aux propriétaires ayant bois et buissons de couper leurs taillis de châtaigniers et autres sortes de bois blanc à sept ans, « parce que le châtaignier qui ne se débite qu'en cercles ne pourrait plus servir à cet usage si on le coupait plus tard », nous dit encore Gallou (1).

Malgré tout, cette atteinte à leurs droits ne fut pas très bien accueillie par la plupart des propriétaires forestiers, et beaucoup de voix s'élevèrent contre l'Ordonnance de 1669, comme étant une contrainte à la liberté dont chacun doit jouir pour l'administration de son bien. « Mais ces plaintes frivoles n'eurent qu'un temps », nous dit Pecquet, « et cependant on peut dire, qu'en détail et tacitement, l'esprit, qui les a fait naître, a prévalu contre la loi par la négligence qu'on a apportée à la faire observer. Hors quelques cas graves on a laissé chacun administrer ses bois comme il a voulu et comme s'il n'y avait point eu de loi. Cette observation porte principalement sur l'objet des baliveaux, car à l'égard

(1) Gallou, *op. cit.*, p. 336.

de la règle de dix ans au moins pour la coupe, on a senti assez généralement que c'était une loi utile aux propriétaires ; parce que, coupant plus prématurément, on ne donnait pas au taillis le temps de profiter et de devenir un objet. Mais, par rapport aux baliveaux, il y a des particuliers qui ne laissent même pas ceux de l'essence, davantage encore qui ne laissent point de modernes et presque point qui laissent ceux du troisième et du quatrième âge (1). »

L'article III du titre XXVI (2) de l'Ordonnance de 1669 à son tour vient apporter quelques entraves à la liberté de jouissance de certains propriétaires forestiers en confirmant des mesures prises antérieurement pour conserver de gros arbres dans les forêts et former ainsi une réserve au profit des constructions navales.

« Ne pourront ceux qui possèdent bois de haute futaie, assis à dix lieues de la mer et deux des rivières navigables les vendre ou faire exploiter, qu'ils n'en ayent, six mois auparavant donné avis au contrôleur général des finances et au grand maître, à peine de trois mille livres d'amende et de confiscation des bois coupés ou vendus. »

« Cette défense, nous explique Gallou (3), n'est faite que pour la conservation particulière du bois de chêne, comme le plus propre pour la construction des

(1) Pecquet, *Lois forestières de France*, t. II, tit. 26, sect. V.

(2) Pecquet, *Ibid.*, p. 327.

(3) Gallou, *op. cit.*, p. 341.

vaisseaux, navires, châteaux, maisons et autres édifices. Nos rois de tout temps ont tellement eu crainte que cette nature de bois ne manquât dans le royaume, que par déclarations des 22 mai 1539, 1^{er} juin 1548, 24 septembre 1563, 1567, 1577, ils défendirent absolument d'en faire des échalas pour les vignes, et à leurs sujets d'en user, à peine de confiscation des vignes où seraient trouvez lesdits échalas. »

Des mesures identiques, mais s'appliquant à toutes espèces de bois, avaient déjà été prises antérieurement au profit de la marine et de l'armée. Cet article III, somme toute, n'en est que la confirmation avec cette seule différence qu'il ne s'applique, d'après l'affirmation de Gallou, qu'aux bois de chêne et qu'il modifie un peu l'étendue du rayon de prohibition. Les arrêts du conseil de 1647 et 1661 défendent, en effet, à tous seigneurs et particuliers ayant des bois à cinq lieues de la mer ou des rivières navigables (au lieu de dix lieues de la mer et deux des rivières) d'en vendre ou d'en abattre quelques parties sans avoir obtenu au préalable une autorisation par lettres patentes dûment enregistrées et avant que les commissaires et charpentiers de la marine ne se soient transportés sur les lieux et n'aient marqué les arbres nécessaires aux constructions navales.

Plus tard, un autre arrêt du Conseil d'Etat (1) défend à tous ceux qui ont des bois plantés d'ormes dans les

(1) 5 septembre 1683.

provinces de Bourgogne et de Franche-Comté d'en vendre ou d'en faire abattre sans la permission expresse du roi : Ces ormes devaient être réservés pour la construction des affûts et des voitures de l'artillerie.

Les guerres incessantes du règne de Louis XIV d'un côté, la réorganisation de notre marine par Colbert d'un autre, devaient entraîner une consommation considérable de bois, aussi les autorités forestières tinrent-elles davantage la main à la stricte observation de cet article III, et nombreux sont les jugements de tribunaux condamnant des propriétaires qui n'avaient pas su observer ces règlements restrictifs de leur droit de propriété.

Cet article III arriva même à ne plus suffire, et l'on dut étendre le rayon de prohibition : de 10 et 2 lieues, l'ordonnance du 9 novembre 1683 (1) le porta à 15 et 6 lieues.

Devenue bientôt insuffisante à son tour, cette mesure dut être transformée et l'arrêt du 10 mars 1685 (2) ordonne que tout propriétaire, qui voudra faire une coupe supérieure à 25 arpents, sera tenu, quelle que soit la situation de son bois, « d'en donner avis au contrôleur général et au grand maître du département un an avant que d'en faire la vente et exploitation, et que, s'ils n'en voulaient couper que vingt-cinq arpents et au-dessous,

(1) Baudrillart, *Règlements sur les forêts, chasses et pêches*, t. I, p. 102.

(2) Baudrillart, *Ibid.*, t. I p. 104.

il suffirait de leur en donner avis six mois auparavant. »

Cette restriction ne s'applique plus uniquement aux chênes, on l'étend à toutes espèces de bois qui peuvent être utiles pour la construction des navires, tels que sapin, orme, hêtre, peuplier, etc. ; nous en avons la preuve par les arrêts rendus en Conseil d'Etat les 29 mars (1) et 24 novembre (2) 1695.

Enfin l'article IV (3) du présent titre de l'ordonnance de 1669 apporte une nouvelle restriction aux droits de certains propriétaires forestiers : « Les possesseurs de bois joignans nos forêts à titre de propriété ou d'usufruit, seront tenus de déclarer au greffe de la maîtrise le nombre et la qualité qu'ils en voudront vendre chacune année, à peine d'amende arbitraire et de confiscation. »

Cette mesure avait été prise dans le même but que l'ordonnance du roy Henry IV au mois de mars 1597 qui obligeait « tous seigneurs, prélats, gentilshommes, communautéz et particuliers qui faisoient couper des bois joignans et contigus à ceux du Roy de les faire marquer pour pouvoir savoir où lesdits bois avoient été pris, et pour éviter qu'on ne coupât ceux du roy avec ceux des particuliers, comme souvent il étoit arrivé par la négligence des officiers (4). » On alla même jusqu'à in-

(1) Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 130.

(2) Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 131.

(3) Pecquet, *op. cit.*, t. II, p. 327.

(4) Gallou, *op. cit.*, p. 405.

terdire à ces propriétaires d'opérer la vidange de leurs coupes par les forêts du roy dont ils se trouvaient riverains, mais de l'avis même de Pecquet, cet article IV un peu rigoureux fut très mal observé et bien vite à peu près oublié.

En compensation de tous ces sacrifices, l'article V (1) permettait aux propriétaires forestiers d'user des règlements établis pour les forêts royales et « de faire punir les délinquans en leurs bois, garenne, étangs et rivières, même pour la chasse et la pêche, des mêmes peines et réparations ordonnées par ces présentes pour nos eaux et forests ». La compétence du grand maître et des officiers de la maîtrise était étendue à tous les délits commis dans les bois des particuliers.

Telle est, en général, l'idée qu'on peut se former des dispositions principales de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, laquelle, en supposant même que l'expérience ait fait reconnaître quelques inconvénients dans quelques-unes de ses dispositions, ce qui est le partage inévitable de toute législation, justifie cependant, par la sagesse de ses règlements sur tout ce qui concerne la police établie pour la conservation et l'exploitation des bois, le choix de ceux qui, sous les yeux d'un grand ministre, furent employés à un ouvrage aussi important. Aussi cette ordonnance de 1669 devait régler l'or-

(1) Pecquet, *op. cit.*, t. II, p. 328.

ganisation forestière pendant près de 150 ans (1) et subsister d'une façon à peu près intacte jusqu'à la Révolution.

(1) M. le comte Roy dans son rapport fait à la Chambre des pairs sur le projet du Code forestier (séance du 8 mai 1827).

CHAPITRE III

PÉRIODES RÉVOLUTIONNAIRE ET INTERMÉDIAIRE JUSQU'AU CODE FORESTIER.

A la Révolution toute barrière tomba ; la loi des 13-29 septembre 1791 rendit aux particuliers la libre disposition de leurs bois, et pendant dix ans ce fut une véritable fureur de défrichement (1) et de gaspillage chez les propriétaires. Quant à ceux qui n'avaient rien, les paysans, aussitôt la chute de la Bastille, ils se crurent tout permis et entrèrent en maîtres dans les bois d'autrui.

« Deux choses semblaient effrayantes plus qu'aucun danger extérieur : la paralysie croissante des villes et l'agitation des campagnes où toute propriété semblait bouleversée, dans les unes et dans les autres l'anéantissement de l'autorité publique.

« La campagne, cette France dormante, qui remue tous les mille ans, faisait peur, donnait le vertige par son agitation toute nouvelle. Le vieux foyer était brisé, le nouveau à peine fondé.

« Les communaux, ce patrimoine du pauvre, long-

(1) De 1791 à 1803, 500.000 hectares furent défrichés. *Répertoire général du droit français*, t. XVI, p. 2, n° 12.

temps envahi par le riche, étaient enfin rendus au peuple. Lui-même abusait à son tour, ne connaissait plus de limites, tout risquait d'être communal.

« Les animaux dociles font tout comme les hommes : intelligents, imitateurs, ils ont l'air de comprendre parfaitement que tout est changé ; ils vont, ils se confient aux libertés de la nature, ils font tout doucement, eux aussi, leur 1792. La démocratie animale, envahissante, insatiable franchit les clôtures, les fossés. Le bœuf broute gravement la haie seigneuriale. La chèvre, plus hardie, pousse ses reconnaissances au sein des forêts séculaires ; sans pitié, sa dent niveleuse blesse à mort l'arbre féodal.

« Le paysan, pour faire une paire de sabots, choisissant tel sapin, marqué par la marine, qui eût fait un mât de vaisseau, l'attaquait au pied par la flamme, le gâtait, le coupait, l'abattait. Il saccageait, rasait dans la montagne le bois même qui l'hiver eût soutenu les neiges, arrêté l'avalanche, protégé le village (1). »

Aussi, bien vite, il fallut des lois pour venir protéger les droits des propriétaires forestiers et entraver cette dévastation des forêts.

Dès 1789, le roi Louis XVI ne crut pouvoir mieux sauvegarder les bois qu'en les plaçant sous la protection des municipalités (proclamation du 3 novembre 1789) (2). Mais on reconnut bientôt l'insuffisance de

(1) Michelet, *Histoire de la Révolution*, t. III, liv. IX, chap. II.

(2) Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 489.

ces mesures, et l'Assemblée nationale, fut contrainte d'en prendre de plus énergiques.

« L'Assemblée nationale, considérant qu'il importe non seulement à l'État, mais à tous les habitants du royaume de veiller à la conservation et de maintenir le respect dû à toutes les propriétés, et notamment à celles des bois, objet de premier besoin ; avertie par l'administration des eaux et forêts des délits multipliés qui se commettent jour et nuit par des particuliers, et même avec armes et par attroupements, soit dans les forêts royales, soit dans les bois des communautés d'habitants et de tous les particuliers du royaume ; justement effrayée des suites funestes que de tels délits doivent nécessairement entraîner pour la génération actuelle et pour celles à venir, par la disette des bois que des siècles peuvent à peine régénérer, a décrété et décrète :

« Que lesdits forêts et bois sont mis sous la sauvegarde de la nation, de la loi, du roi, des tribunaux, des assemblées administratives, municipalités, communes, et gardes nationales que l'Assemblée déclare expressément conservateurs desdits objets, sans préjudice des titres, droits et usages des communautés et des particuliers, ainsi que des dispositions des ordonnances sur le fait des eaux et forêts.

« Que toutes coupes, dégâts, vols et délits commis dans lesdits bois, forêts, plantations et pépinières seront poursuivis contre les prévenus et punis sur les coupes

bles des peines portées par l'ordonnance des eaux et forêts et autres lois du royaume.

« Défend à toutes personnes le débit, la vente et l'achat en fraude des bois coupés en délits ; enjoint au ministère public de poursuivre les délits et autorise tous lesdits juges et municipalités à faire constituer prisonniers tous ceux qui seront trouvés en flagrant délit tant de jour que de nuit (1). »

La loi des 28 septembre et 6 octobre 1791 (2) à son tour prévoit les délits possibles dans les bois des particuliers et édicte des peines contre les délinquants : amende du double du dédommagement dû au propriétaire et détention de un jour à trois mois suivant la gravité des circonstances en cas de maraudage ou enlèvement de bois fait à dos d'homme. Si le vol dans les bois taillis, futaies et autres plantations d'arbres des particuliers ou communautés avait été exécuté à charge de bête de somme ou de charrette, la détention ne pouvait être de moins de trois jours ni excéder six mois. De plus l'amende était du triple de la valeur du dédommagement dû au propriétaire. Quant aux dégâts commis par des animaux domestiques, l'amende variait avec l'espèce de l'animal : le dédommagement dû au propriétaire était estimé de gré à gré ou à dire d'experts.

Ces lois sévères, dont le but était de faire respecter

(1) Décret du 11 décembre 1789 ; Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 490.

(2) Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 505.

la propriété privée, ne furent guère observées, et les habitants des campagnes, profitant des moments troublés pendant lesquels elles avaient été édictées, purent tout à leur aise continuer leur œuvre de dévastation, surtout après que la loi des 6 et 11 septembre 1790 eut supprimé les maîtrises. Les propriétaires forestiers, eux, depuis la loi du 29 septembre 1791 (1), jouissaient d'une liberté absolue (2), maîtres chez eux, ils étaient libres d'exploiter comme bon leur semblait, de ruiner même leur propriété si tel était leur bon plaisir. Beaucoup profitèrent de cette licence, accordée par l'Assemblée nationale, pour défricher, et des milliers d'hectares de forêts furent ainsi arrachés à cette époque. Quand on put les convertir en terres labourables, ce ne fut encore que demi-mal, malheureusement la plupart de ces terres étaient impropres à toute culture, et privées de leurs futaies, elles devaient se transformer en landes improductives.

Pendant cette période révolutionnaire, nous ne trouvons que deux atteintes apportées à cet absolutisme des droits du propriétaire forestier. La première fut l'œuvre du décret des 4 et 5 octobre 1793 (3), qui révoquant en cette matière le droit illimité de propriété accordé aux particuliers sur leurs bois par la loi du 29 septembre

(1) Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 506.

(2) Exposé des motifs du Code forestier, présenté à la Chambre des députés par M. le vicomte de Martignac, séance du 29 décembre 1826.

(3) Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 522.

1791, autorisait le ministre de la marine à faire faire des visites dans les bois de tous les citoyens sans exception, à y faire marquer les bois qui seraient jugés propres au service de la marine, de quelque espèce qu'ils fussent et à les faire exploiter dans les temps convenables à mesure des besoins de la République. Ce décret dont l'objet était de faire face aux besoins du moment, contribua même à la dévastation des forêts, où il fut appliqué, à cause du peu de soin qu'on apporta à la coupe des bois destinés à la marine.

La deuxième émane du décret du 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794) (1), qui ordonnait une coupe par anticipation dans tous les bois et sur toute l'étendue de la France. Il autorisait même les corps administratifs à faire procéder à cette coupe dans les bois des particuliers, qui auraient refusé ou négligé d'y satisfaire. Ce décret mal interprété fut encore une nouvelle cause de dévastation (2).

Il était temps qu'on vînt arrêter la ruine des forêts, qui, dans quelques années peut-être, auraient complètement disparu (3).

La France, heureusement, était sortie de la tourmente et les consuls allaient profiter de cette période de calme et de paix pour accomplir cette œuvre. Par la loi du

(1) *Mém for.*, t. I, p. 201.

(2) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, chap. 1, n° 74.

(3) Dans le même sens, Mémoires de Baudrillart, Institut, *Recueil bois et forêts*, p. 13 et 14.

16 nivôse an IX (1), ils constituèrent l'administration des eaux et forêts, qui, bien qu'organisée par la loi du 15-29 septembre 1791, n'existait encore que sur le papier. Cette administration s'employa de toutes ses forces à la régénération de la propriété boisée, et les tribunaux s'associant à cette idée conservatrice, se mirent de nouveau à appliquer l'ordonnance de 1669 dans tous les cas qui leur furent possibles.

Enfin pour arrêter définitivement les déboisements, que continuaient quand même certains propriétaires, les consuls firent voter la loi des 9-19 floréal an XI (2) (29 avril 1803).

Fondée sur le principe, que la conservation des bois est d'ordre public en France, cette loi prescrivit des mesures propres à prévenir les funestes effets des défrichements opérés dans les bois des particuliers ; mais elle n'était que transitoire et ne devait durer que pendant 25 années à compter de la promulgation de la loi. Nous aurons occasion d'en reparler et de l'étudier d'une façon plus complète dans notre titre troisième à propos de la loi de 1859, qui, continuatrice de l'œuvre du législateur de l'an XI, vint, mais cette fois d'une façon définitive, régler la question des défrichements en France.

De nouveau donc les forêts étaient protégées, de nouveau les droits du propriétaire étaient réglementés,

(1) Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 544.

(2) Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 636.

mais ce n'était encore que par des lois disparates, les unes ressuscitées de l'ancien droit, les autres au contraire nées depuis 1789. Nous étions retombés dans la même situation qu'à la veille de 1669. Comme à cette époque, tous ces arrêtés, lois et règlements, si différents de temps et d'origine, avaient besoin d'être coordonnés, d'être réunis et de former un seul tout, un monument législatif en matière forestière était devenu nécessaire : au législateur de 1827 était réservé le soin de nous doter d'un Code forestier.

TITRE II

LE CODE FORESTIER ET LES ATTEINTES QU'IL PORTE AU DROIT DE PROPRIÉTÉ

CHAPITRE PREMIER

RESTRICTIONS APPORTÉES AUX DROITS DES PROPRIÉTAIRES FORESTIERS.

Ce Code forestier, tant réclamé de toutes parts et dont l'étude était sans cesse retardée, d'abord par la confection des autres codes, ensuite par les guerres incessantes de l'empire, ne devait voir le jour que sous la Restauration, dont il fut une des plus belles œuvres législatives.

« Dès 1823, des essais furent préparés dans le sein de l'administration forestière par des hommes, en qui on était sûr de trouver la connaissance des besoins et des règles et l'expérience des faits. Des membres du Conseil d'Etat et des agents de la marine furent appelés à concourir avec l'administration à ce travail préparatoire (1). »

(1) Exposé des motifs sur le Code forestier par M. le vicomte de

Le projet, élaboré par cette commission, fut confié à d'autres commissions pour être examiné à nouveau, puis envoyé à toutes les Cours d'appel pour qu'elles donnent leur avis, et, enfin, seulement en 1827, voté par les Chambres, la résolution des Chambres à son tour fut sanctionnée par le roi le 21 mai 1827 et la loi fut promulguée le 31 juillet suivant (1).

Le Code forestier, dans son article 218, abrogeant d'une manière générale « toutes lois, ordonnances, édits et déclarations, arrêts du Conseil, arrêtés et décrets et tous règlements intervenus à quelque époque que ce fût, sur les matières réglées par le présent Code en tout ce qui concerne les forêts (2) ; d'autre part, le législateur, encore imbu des grands principes de 1791, n'osant pas rétablir la réglementation de la propriété privée, telle que l'avait fait Colbert, les propriétaires forestiers peuvent à nouveau, recouvrer une grande partie de leur liberté et abuser même de leurs droits de propriétaires, ce que certains, du reste, ne manqueront pas de faire.

Ayant un Code, réglementant d'une façon homogène la propriété forestière, nous nous trouvons, il est vrai, dans une meilleure situation qu'après 1791, mais malgré tout, ce Code, trop confiant dans la sagesse et la modé-

Martignac, à la séance de la Chambre des députés du 29 décembre 1826. Meaume, *Commentaire du Code forestier*, t. I, p. 3.

(1) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, n° 118.

(2) Code forestier, art. 218.

ration des propriétaires, laisse la porte ouverte à bien des abus (1), que des lois postérieures seront obligées de venir entraver.

Il ne faudrait pas croire cependant que, depuis la promulgation du Code forestier, les propriétaires peuvent exploiter entièrement selon leur bon plaisir, sans parler du défrichement, que l'article 219 n'interdit que d'une façon provisoire, il y a plusieurs cas, que nous allons étudier successivement, où des atteintes assez graves sont apportées à l'absolutisme du droit de propriété.

a) *Bois destinés au service de la marine.*

De tout temps, la nécessité d'avoir pour nos constructions navales des bois de choix et surtout des chênes d'un très grand diamètre, avait obligé nos rois à édicter des règlements assez sévères pour la conservation desdits bois, comme nous l'avons vu dans notre titre premier, à propos des ordonnances de 1539, 1548, 1563, 1567, 1577 et surtout 1669.

L'Assemblée nationale elle-même, pourtant si large en matière de liberté (2), avait été contrainte aussi d'apporter quelques restrictions aux droits illimités des propriétaires forestiers et de permettre aux agents de la

(1) En ce sens : M. J. de Valserres, *Manuel du droit rural*, p. 90 et 91.

(2) Rapport fait à la Chambre des députés par M. Favard de Langlade sur le projet du Code forestier, tit. 9 (séance du 12 mars 1827).

marine de venir marquer et abattre dans les bois des particuliers les arbres nécessaires à la construction des navires, destinés à défendre la patrie attaquée de toutes parts (1).

En 1827, nous nous trouvions à peu près dans la même situation. Notre flotte détruite par les Anglais pendant les guerres de l'Empire, avait besoin d'être reconstituée de toutes pièces et pour cela de grandes quantités de bois étaient nécessaires, le fer n'étant pas encore employé dans ce genre de constructions. Aussi les législateurs de cette époque (2) n'hésitèrent pas à insérer dans le nouveau Code ces mêmes clauses restrictives du droit de propriété.

Le droit de martelage dans les bois des communes et des particuliers fut conservé à la marine et les propriétaires, qui voulaient abattre des arbres, étaient tenus, sous peine d'une amende proportionnelle, d'en faire la déclaration six mois d'avance ; la marine avait, pendant les six mois qui suivaient, le droit de faire marquer pour son service ceux qui paraissaient propres à ses constructions (3). Et l'article 133 du Code forestier ajoutait : « Les arbres, qui auront été marqués pour le service de la marine dans les bois soumis au régime forestier, comme sur toute propriété privée, ne pourront être distraits de leur destination, sous peine d'une

(1) Décret précité des 4 et 5 octobre 1793.

(2) Vicomte de Martignac, Favard de Langlade, comte Roy, etc.

(3) Code forestier, art. 122 et 125.

amende de 45 francs par mètre de tour de chaque arbre, sauf néanmoins les cas prévus par les articles 126 et 128. Les arbres, marqués pour le service de la marine, ne pourront être équarris avant la livraison, ni détériorés par ses agents avec des haches, scies, sondes ou autres instruments, à peine de la même amende. »

L'article 124 stipulait que cette réserve au profit de la marine ne porterait que sur les chênes ayant 15 décimètres de tour à un mètre du sol. Et l'article 135 limitait ce privilège de la marine uniquement aux bois, que le voisinage des rivières, des canaux et des grandes routes permettait d'extraire et de transporter dans les chantiers des constructions navales.

Naturellement une indemnité était due à ces propriétaires, que l'on dépouillait ainsi des plus belles pièces de leurs forêts. D'après l'article 127, ils devaient traiter de gré à gré du prix de leur bois avec la marine, et, en cas de contestation, le prix était réglé par experts nommés contradictoirement ; s'il y avait partage entre eux, un expert supplémentaire était nommé d'office par le président du tribunal de première instance, à la requête de la partie la plus diligente.

Les tribunaux n'eurent guère à s'occuper de cette partie du Code forestier, aussi ne trouve-t on pas de jurisprudence sur ce sujet. Du reste la marine usa très peu de son droit de choix et de martelage sur les bois des particuliers (1), et l'article 124, qui avait fixé la durée

(1) Meaume, *Commentaire du Code forestier*, t. II, p. 365, note 1.

de ce privilège à dix années à partir de la promulgation du Code forestier, n'ayant pas été renouvelé, ce droit de martelage dans les bois des particuliers a cessé de plein droit le 31 juillet 1837 (1). Presqu'en même temps, le département de la marine renonça de lui-même à l'exercice de son droit dans les forêts de l'Etat, et à partir de 1838 (2), il ne demanda plus qu'au commerce l'approvisionnement des bois, qui lui étaient nécessaires.

D'autre part, depuis quelques années, une transformation complète s'est opérée dans les constructions navales et a fait proscrire toutes espèces de bois des navires de guerre, si bien qu'à l'heure actuelle les articles 122 à 135 du Code forestier n'ont plus aucune application.

*b) Bois destinés au service des ponts et chaussées
pour les travaux du Rhin.*

« Le cours du Rhin, inégal, irrégulier, impétueux, menace sans cesse les propriétés voisines du danger de ses débordements. Pour les préserver d'une destruction imminente, on est forcé de contenir le torrent par des obstacles qu'il renverse, qu'il brise et que bientôt il faut renouveler. La possibilité et la crainte des accidents, étant permanentes, il est indispensable que les moyens de salut le soient aussi, et le législateur ne peut se dispenser de mettre à la disposition de l'autorité un remède

(1) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, chap. XIX, sect. 1.

(2) Ordonnance royale du 14 décembre 1838.

qui, pour être efficace, doit être aussi prompt que le mal (1). »

Après avoir ainsi exposé la situation des contrées traversées par le Rhin et le danger d'inondations menaçant sans cesse les grandes plaines d'Alsace, M. le baron Favard de Langlade demandait à l'Assemblée de vouloir bien réglementer d'une façon spéciale l'exploitation des bois dans cette région, et de permettre au service des ponts et chaussées de prendre dans les bois des particuliers les arbres nécessaires à l'endiguage du fleuve (2). Cette proposition acceptée par les Chambres devait faire l'objet des articles 136 à 143.

Une pareille mesure avait déjà été prise avant le Code forestier et, par le décret du 6 novembre 1813 (3), Napoléon décidait que : « Les particuliers propriétaires de bois taillis ou autres, dans les îles, sur les rives et à une distance de 15 kilomètres du cours du Rhin, seront assujettis à faire, trois mois d'avance, une déclaration de leur volonté d'abattre telle ou telle portion de leur bois, afin que l'administration puisse se réserver les quantités de ces bois, que pourraient réclamer les travaux du Rhin. Les propriétaires qui abattraient, sans avoir fait dans les délais voulus la déclaration prescrite, seront

(1) Rapport sur le Code forestier fait à la Chambre par M. le baron Favard de Langlade à la séance du 12 mars 1887. Meaume, *Commentaire du Code forestier*, t. I, p. 44.

(2) Rapport de M. Favard de Langlade à la Chambre, Titre 9. Séance du 12 mars 1827.

(3) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, p. 58, note 1.

traduits devant les tribunaux, pour y être condamnés à une amende fixée à 8 francs par stère et à 20 francs par cent de fagots de bois de toutes essences façonnés dans les coupes exploitées en contravention. »

Les législateurs de 1827 s'inspirèrent beaucoup de ce décret de Napoléon dans leur rédaction de la section II, du titre IX du Code forestier, ils y apportèrent cependant quelques modifications assez importantes. Ainsi, après avoir pris avis des députés du Haut et du Bas-Rhin (1), ils ramenèrent ce rayon de servitude de 15 kilomètres à cinq. L'amende aussi fut modifiée, elle ne fut plus fixée par stères et par cent de fagots, mais par ares de bois abattu : un franc par are en cas d'exploitation sans déclaration préalable, 4 francs au contraire si, après réquisition de l'administration, le propriétaire détournait son bois de la destination pour laquelle il avait été requis. Enfin, comme il s'agissait d'une dérogation au droit de propriété, il était essentiel de limiter cette servitude, autant que le péril pouvait le permettre, et de la combiner avec les divers genres d'intérêts, qu'elle était destinée à protéger. Pour cela, l'article 136 obligeait, d'abord, le préfet de constater l'urgence et ensuite de ne requérir la délivrance dans les bois des particuliers qu'en cas d'insuffisance dans ceux des communes et des établissements publics.

Si l'urgence des travaux exigeait des coupes à des

(1) Rapport de M. de Langlade à la Chambre (séance du 12 mars 1827), tit. 9, *Travaux du Rhin*.

époques où cela nuisait essentiellement à la végétation, l'article 141 décidait qu'outre le prix des bois et oseraies les particuliers seraient indemnisés, de gré à gré, ou à dire d'experts, du tort qui pouvait être résulté pour eux des coupes exécutées hors des saisons convenables (1).

Les tribunaux n'eurent jamais beaucoup à intervenir en cette matière, aussi, comme pour les bois destinés au service de la marine, ne trouvons-nous pas de jurisprudence concernant cette section du titre IX du Code forestier. Enfin, le traité de Francfort ayant éloigné les frontières françaises des rives du Rhin, les articles 136 à 143, quoique non abrogés, n'ont plus aucun sujet d'application.

c) *Bois destinés au service de la guerre.*

Avant la rédaction du Code forestier, d'autres affectations frappaient sur la propriété des bois de particuliers. Ainsi un arrêté du 25 fructidor an XI (2) autorisait l'administration des poudres et salpêtres à faire, dans tous les bois soumis au régime forestier, la recherche du bois de bourdaine (3) propre à la fabrication de la poudre (4).

(1) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, chap. XX, n° 1974.

(2) Baudrillart, *Règlements sur les forêts*, t. I, p. 659.

(3) Nom vulgaire d'un nerprun (*rhamnus frangula*) dont le bois très léger, est employé, lorsqu'il est carbonisé, pour la fabrication de la poudre.

(4) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, chap. XX, n° 1975.

Le même droit était étendu jusque sur les forêts particulières situées dans un rayon de six myriamètres des fabriques de poudre ; le rayon fut même porté à 15 myriamètres par un décret impérial daté d'Alexandrie du 16 floréal an XIII (1). Ces décrets fixaient l'indemnité à payer aux propriétaires à 25 centimes par bottes.

Le Code forestier étant muet sur ce sujet, on s'était demandé si l'administration des poudres et salpêtres avait toujours le droit de rechercher et d'extraire des bois de bourdaine, comme du reste elle le prétendait.

Pour les bois soumis au régime forestier, cet incident fut réglé par la circulaire du directeur général des forêts du 24 septembre 1833 ; quant aux bois des particuliers, on décida que, les dispositions, sur lesquelles cette servitude était fondée, se trouvaient abrogées par l'article 218 du Code forestier, puisqu'elles n'avaient pas été rappelées dans cette loi (2).

d) *Essartement.*

Une servitude fort importante grève encore les bois traversés par les grandes routes, c'est celle qui oblige les propriétaires à essarter.

Cette protection des chemins contre l'invasion des broussailles a préoccupé de tout temps le législateur,

(1) Duvergier, *Collection des lois et décrets*, t. XV, p. 242.

(2) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, chap. XII, sect. 1, art. 1, n° 656, extrait du recueil des règlements forestiers.

et, dans l'ordonnance de 1669, titre 28, art. 3 (1), nous trouvons déjà : « Ordonnons, que dans six mois du jour de la publication des présentes, tous bois, épines et broussailles, qui se trouveront dans l'espace de 60 pieds (20 mètres) ès grands chemins servant au passage des coches et carrosses publics tant de nos forêts que de celles des ecclésiastiques, communautés, seigneurs et particuliers, seront essartés et coupés, en sorte que le chemin soit libre et plus sûr ; le tout à nos frais ès forêts de notre domaine et aux frais des ecclésiastiques, communautés et particuliers dans les bois de leur dépendance. »

Le but de ces mesures d'intérêt public est facile à saisir : « Le bon et facile entretien des routes, la sûreté des voyageurs exigent en général que les bords latéraux de ces routes soient dégagés des masses de bois, qui quelquefois les garnissent, et au travers desquelles elles ont souvent été tracées et ouvertes. Ces masses de bois, soit anciennes, soit nouvelles, maintiennent l'humidité sur les routes et les détériorent ; elles tendent donc à rendre les communications plus difficiles et moins promptes ; elles offrent aussi des abris et des asiles aux malfaiteurs et diminuent la sécurité des routes (2). »

Aussi les autorités ont toujours tenu la main à l'observation de cette règle et, bien que la loi de 1791 ait

(1) Baudrillart, *Règlements sur les forêts, chasse et pêche*, t. I, p. 84.

(2) Macarel, t. III, p. 293.

abrogé toutes les ordonnances du régime antérieur et que le Code forestier soit muet sur ce sujet, on n'a jamais cessé de l'appliquer.

Du reste, l'article 218 ne déclare abrogés que les ordonnances, édits et règlements intervenus sur les matières réglées par le Code forestier, or celui-ci ne parlant nulle part de l'essartement, on doit toujours considérer comme en pleine vigueur cette partie de l'ordonnance de 1669 (1). C'est aussi ce qu'on s'est empressé de faire, et pour éviter toute équivoque, le Conseil d'Etat, par un avis du 31 décembre 1849, a fixé d'une façon définitive à 60 pieds l'ouverture d'essartement.

e) *Travaux publics.*

Enfin l'article 145 vient, à son tour, apporter une grave atteinte aux droits des propriétaires forestiers en décidant qu' « il n'est point dérogé au droit conféré à l'administration des ponts et chaussées, d'indiquer les lieux où doivent être faites les extractions de matériaux pour les travaux publics ; néanmoins les entrepreneurs seront tenus envers l'Etat, les communes et établissements publics, comme envers les particuliers, de payer toutes les indemnités de droit, et d'observer toutes les formes prescrites par les lois et règlements en cette matière ». Les lois qui ont ainsi investi l'administration

(1) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, chap. XII sect. 1, art. 7 ; Macarel, t. III, p. 303 ; Foucart, 2^e édition, t. II, p. 334 ; Cotelle, 2^e édition, t. III, p. 274.

des ponts et chaussées et des mines, ou les adjudicataires des travaux dirigés par cette administration sont : 1° un arrêt du conseil du roi du 4 septembre 1755 (1), confirmatif des arrêtés précédents des 3 octobre 1667, 3 décembre 1672 et 22 juin 1706, aux termes desquels les entrepreneurs de travaux publics peuvent prendre la pierre, le grès, le sable et autres matériaux, pour l'exécution des ouvrages, dans tous les lieux indiqués par les devis ; 2° la loi du 16 septembre 1807 (2) ; 3° celle du 21 avril 1810 (3).

Malgré tout, quelqu'étendu que soit le droit de l'administration des ponts et chaussées et des entrepreneurs de travaux publics qui lui sont substitués, relativement à l'extraction des matériaux, l'exercice de ce droit s'arrête cependant devant les propriétés forestières, qui sont fermées de murs, ou autres clôtures équivalentes, suivant l'usage du pays (4). S'il y a contestation, si le propriétaire, préalablement averti, fait clore son héritage, pour s'opposer à l'extraction et à l'enlèvement des matériaux, le conseil de préfecture est seul compétent pour trancher le litige (5).

Ce qui rend encore plus exorbitante cette atteinte au

(1) Baudrillart, *Règlements sur les forêts, chasses et pêches*, t. I, p. 387.

(2) Duvergier, *Collection des lois et décrets*, t. XVI, p. 493.

(3) *Ibid.*, t. XVII, p. 90.

(4) Ordonnance du Conseil d'Etat : 27 juin 1834. Affaire : Latour-Maubourg.

(5) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, chap. XII, sect. 4, art. 1, n° 667.

droit de propriété, c'est la médiocrité de l'indemnité. En effet, cette indemnité due au propriétaire pour la fouille de son terrain ou l'extraction des matériaux dans un but d'utilité publique, ne comprend que la réparation du dommage causé par l'occupation temporaire de ce terrain (1). Quant aux matériaux extraits, il n'y a lieu de faire entrer leur valeur dans l'estimation de l'indemnité, que dans le cas où l'on s'emparerait d'une carrière en exploitation. Le conseil de préfecture du département des Landes, frappé de cette iniquité, avait accordé au propriétaire d'une carrière, qui n'était pas en exploitation lors de l'occupation temporaire, une indemnité à raison de la valeur des matériaux extraits, et en raison des dommages résultant de l'extraction ; mais cet arrêté fut annulé par un décret du Conseil d'Etat du 6 septembre 1813 comme contraire à la loi du 16 septembre 1807 (2).

Il ne reste donc au propriétaire que la faculté de surveiller l'emploi desdits matériaux et d'empêcher qu'on ne les détourne de leur destination première, c'est-à-dire des travaux dont l'utilité publique est reconnue (3).

f) *Droits d'usage dans les bois des particuliers.*

Avant de terminer ce chapitre, nous devons dire quelques mots sur les droits d'usage, qui peuvent exister dans les bois des particuliers.

(1) Meaume, *Commentaire du Code forestier*, t. II, p. 412.

(2) *Ibid.*, note 2.

(3) Dans le même sens, Meaume, *op. cit.*, t. II, p. 414, n° 993.

La grande gêne que ces droits pouvaient amener dans la jouissance de la propriété et surtout les dégâts, que l'exercice du droit de pacage pouvait causer, émurent le législateur de 1827, et dans l'article 120 il rendit applicable aux bois des particuliers les articles 64, 66 § 1, 70, 72, 73, 75, 76, 78 § 1 et 2, 79, 80, 83 et 85, qu'il avait édictés pour les bois soumis au régime forestier.

Dorénavant les particuliers, eux aussi, pourront racheter les servitudes de pâturage, panage et glandée, qui grèvent leurs immeubles, limiter à trois mois la durée de la glandée et du panage, exiger qu'un pâtre accompagne toujours les bestiaux dans leurs bois, que le bétail soit marqué d'une marque spéciale et qu'aucune chèvre ni mouton ne soient amenés sur leur domaine. Enfin ils peuvent obliger les usagers à avoir un cantonnement.

CHAPITRE II

SERVITUDES IMPOSÉES AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS D'UNE FORÊT.

Les lois forestières ne restreignent pas seulement les droits des propriétaires de bois, mais, dans certains cas, pour assurer l'efficacité de la protection des forêts, le législateur a dû édicter des règlements restrictifs atteignant aussi les propriétés riveraines. Ce sont justement ces prohibitions que nous nous proposons de passer en revue et d'étudier dans ce chapitre.

a) *Interdiction d'allumer du feu à proximité des forêts.*

Les incendies sont fréquents en forêt, aussi de tout temps les législateurs se sont préoccupés des mesures à prendre pour les éviter. Déjà l'ordonnance de 1669 portait : « Faisons aussi défenses à toutes personnes de porter et d'allumer du feu, en quelques saisons que ce soit, dans nos forêts, landes et bruyères et celles des communautés et particuliers, à peine de punition corporelle et d'amende arbitraire, outre la réparation des dommages, que l'incendie pourrait avoir causés (1). »

(1) Ordonnance de 1669, tit. 27, n° 32, Baudrillart, *Règlements sur les forêts*, t. I, p. 83.

Une disposition analogue se retrouve dans la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791 (1) : « Toute personne qui aura allumé du feu dans les champs plus près que 50 toises (100 mètres) des maisons, bois, bruyères, etc., sera condamné à une amende égale à la valeur de douze journées de travail, et payera, en outre, le dommage que le feu aura occasionné. »

Le Code forestier, à son tour, ne devait pas se désintéresser de la protection des forêts contre l'incendie et, dans son article 148, il se montra même plus rigoureux que les lois et ordonnances abrogées par lui. « Il est défendu de porter ou d'allumer du feu dans l'intérieur et à la distance de 200 mètres des bois et forêts, sous peine d'une amende de 20 à 100 francs, sans préjudice, en cas d'incendie, des peines portées par le Code pénal et de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu », nous dit cet article.

Ainsi, on ne se contente plus, comme dans l'ordonnance de 1669, de punir celui qui a porté ou allumé du feu à l'intérieur des forêts ; mais, bien plus, renchérissant sur la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, le législateur de 1827 recule à 200 mètres au lieu de 100 le rayon de prohibition.

Cet article 148 a pour objet, non pas de réparer un préjudice causé, mais de prévenir le dommage, que pourraient occasionner des feux allumés à une certaine

(1) Baudrillart, *Règlements sur les forêts, chasses et pêches*, t. I, p. 500.

distance des forêts. Il y a une grande différence entre cette disposition et celle de l'article 458 du Code pénal. En effet, le délit défini par ce dernier article n'existe qu'autant qu'il y a eu incendie, c'est-à-dire un dommage réel occasionné par des feux allumés, portés ou laissés sans précautions suffisantes, à moins de 100 mètres des forêts. Au contraire, le délit spécifié par l'article 148 du Code forestier existe par cela seul que du feu aura été allumé à moins de 200 mètres d'une forêt, quel qu'en soit le propriétaire, alors même qu'aucun dommage n'en serait résulté, la disposition de l'article 148 est toute préventive (1). Toutefois cet article 148 est applicable seulement dans le cas où le feu a été allumé par un non propriétaire forestier à la distance prohibée d'une forêt, car chaque propriétaire est libre d'allumer du feu (2), comme bon lui semble, dans sa forêt, pourvu que ce soit au-delà de la distance de 200 mètres d'une forêt appartenant à autrui. Et un propriétaire, poursuivi pour avoir allumé du feu à distance prohibée, devrait être renvoyé des poursuites s'il établissait que tous les bois situés à moins de 200 mètres de l'endroit où ce feu a été allumé étaient sa propriété (3).

Cette atteinte à la plénitude du droit des proprié-
tai-

(1) Meaume, *op. cit.*, t. II, p. 458. Jurisprudence conforme, *vide* : Caen, 11 août 1887.

(2) Décision dir. gén. for., 19 septembre 1829.

(3) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, p. 281, n° 766.

res riverains de forêts, malgré sa grande utilité, leur portait, dans certains cas, un préjudice funeste, qui pouvait même entraîner leur ruine principalement dans les contrées où se pratiquait l'écobuage (1), que la Cour de cassation, par arrêt du 30 juin 1827, avait comprise dans la défense d'allumer des feux dans le voisinage des forêts. Aussi de toutes parts s'élevaient des protestations et, peu de temps après la promulgation du Code forestier, le préfet du département du Doubs adressa au ministre des finances une réclamation de plusieurs maires des communes de ce département à l'occasion de l'article 148 de ce Code.

La réclamation des maires faisait connaître que la majeure partie des terres étaient en pâturage ; que lorsque ces terres se couvraient de mousse et de mauvaises plantes, on les soumettait à l'opération de l'écobuage, pour les en débarrasser et en obtenir de bonnes récoltes. Ils ajoutaient que, si ce genre de culture était interdit, la ruine du pays serait certaine. En conséquence ils demandaient la permission d'écobuer les terres à 10 mètres de distance des forêts, sauf la responsabilité des dommages qui pourraient être causés, responsabilité à laquelle nul ne craindrait de se soumettre, attendu qu'il était sans exemple que cet usage en eût jamais causé.

(1) On appelle écobuage, le fait de brûler par petites quantités et en tas les mauvaises herbes, la mousse, les feuilles sèches, etc., et à répandre les cendres sur le sol, qu'elles fertilisent.

Le préfet, en appuyant la réclamation des maires, rappelait que la défense de porter du feu, ou d'en allumer à proximité des forêts avait été également prononcée par l'ordonnance de 1669, mais que l'administration des forêts avait toujours permis de brûler les terres près des dites forêts sans qu'il en fût résulté aucun abus (1).

Malgré la jurisprudence qui lui était toute favorable, l'administration pensa que, si l'usage contraire à une disposition de loi ne devait pas être respecté, au moins fallait-il ne remettre en vigueur cette disposition qu'après en avoir reconnu la nécessité et avoir fait faire les avertissements nécessaires. En conséquence, l'administration considérant que, jusqu'à ce jour, la disposition de l'article 148 du Code forestier n'avait point été appliquée à l'écobuage des terres et qu'il n'y avait aucun motif de le faire en ce moment, proposa au ministre des finances d'autoriser les communes du département du Doubs, qui étaient dans l'usage d'écobuer leurs terres, près des forêts, à continuer cet usage.

Cette proposition fut adoptée par le ministre le 29 mai 1830 (2). D'autres départements envoyant sans cesse des pétitions pour obtenir la même faveur, le ministre des finances mit fin à toutes ces réclamations par l'arrêté du 14 juillet 1844, qui étendit à toute la France

(1) Meaume, *Commentaire du Code forestier*, t. II, p. 464.

(2) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXV, p. 282, n° 769, *in fine*.

la faculté d'écobuer les terrains à moins de 200 mètres des forêts sous certaines conditions (1).

b) *Régime spécial à la région des Maures et de l'Estérel.*

Ces mesures édictées par le Code forestier pour prévenir des incendies étaient bien insuffisantes dans certains cas, surtout pour deux régions en France qui sont particulièrement exposées à des incendies de forêts fréquents et redoutables : les Maures et l'Estérel, dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes et les Landes de Gascogne, dans les départements de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne.

Mais c'est dans les forêts des Maures et de l'Estérel, d'une superficie de 111.334 hectares que se rencontraient les incendies les plus fréquents, à raison des conditions spéciales de terrain, de végétation et de climat. Dans une période de vingt années, de 1848 à 1868, 25.000 hectares avaient été ravagés par le feu, ce qui avait causé une perte de plus de cinq millions de francs.

Les efforts tentés pour remédier à cette situation désastreuse étaient en partie réduits à l'impuissance par le fait que sur ce massif de plus de 100.000 hectares, l'Etat n'avait d'action que sur les 7.951 hectares de forêts domaniales et sur les 21.402 hectares de forêts communales. Les trois quarts des propriétés boisées appartenaient aux particuliers, soit 81.978 hectares (2).

(1) Circ. adm. forest., 5 août 1841.

(2) Madelin, inspecteur des forêts, *Des restrictions au droit de propriété forestière*, chap. II, p. 15.

Une loi du 6 juillet 1870 a, pour la première fois, édicté des mesures de précautions spéciales à son égard ; votée pour une durée de 20 ans, elle a été successivement prorogée par les lois des 8 août 1890 et 3 août 1892, puis définitivement remplacée par la loi du 19 août 1893 (1),

La première de ces lois s'en rapportait aux préfets ; la liberté pour le propriétaire était le principe, l'interdiction était l'exception. Les choses furent renversées en 1893 : la règle fut l'interdiction, susceptible seulement d'être levée dans certains cas : « Pendant les mois de juin, juillet, août et septembre, l'emploi du feu est interdit aux propriétaires et aux tiers, même pour les exploitations forestières et agricoles usitées sous les dénominations d'écobuages, taillards, issards et petit feu, dans l'intérieur, et à moins de 200 mètres de tous bois, forêts ou landes peuplées de morts bois. Toutefois, les préfets pourront, le conservateur des forêts entendu, autoriser, pendant tout ou partie de la période ci-dessus indiquée, sous réserve des dispositions d'ordre à prescrire par leurs arrêtés, les charbonnières, fours à charbon et feux d'atelier, mais sans préjudice, en cas d'incendie, des dommages-intérêts dus aux parties lésées (2). »

Une deuxième obligation est imposée aux propriétaires particuliers, qui, dans les huit mois restants de l'année, ont à faire du charbon, ou des feux d'atelier,

(1) *Pand. franç.*, t. XXXIII, p. 766.

(2) Loi du 19 août 1893, art. 2.

ou des écobuages par fourneaux, ou des incinérations de broussailles par tas, ce qui est de pratique courante dans toute exploitation : cette obligation consiste dans l'ouverture, à leurs limites, d'une tranchée de protection, maintenue en parfait état de débroussaillage et mesurant de 20 à 50 mètres (art. 4). Cette tranchée, qui a tous les caractères de la mitoyenneté, peut d'ailleurs être exigée par le propriétaire riverain : elle est alors établie par moitié sur son terrain.

Enfin, une restriction grave est encore apportée à l'exercice du droit de propriété par l'article 9, qui décide que tout propriétaire d'un terrain en nature de bois, forêt ou lande peuplée de morts bois, qui ne serait pas entièrement débroussaillé, pourra être contraint par le propriétaire d'un terrain limitrophe de même nature à l'ouverture et à l'entretien, pour sa part, sur la limite des deux fonds contigus, d'une tranchée débarassée de toutes broussailles, de tous bois d'essences résineuses et maintenue en état de débroussaillage.

En résumé, les restrictions imposées aux propriétaires particuliers dans la région des Maures et de l'Estérel sont de deux sortes : 1° limitation de toute exploitation comportant l'emploi du feu ; 2° création de tranchées garde-feu.

c) *Elagage des arbres de lisière.*

Les arbres plantés sur la lisière des forêts, peuvent porter tort aux propriétés voisines, absolument comme

s'ils se trouvaient sur une propriété ordinaire. La question se posait, dès lors, de savoir si l'on devait appliquer les dispositions du Code civil, sur les distances à observer pour les plantations : le Code forestier l'a résolue dans l'article 150. « Les propriétaires riverains des bois et forêts ne peuvent se prévaloir de l'article 672 du Code civil pour l'élagage des lisières desdits bois et forêts, si ces arbres ont plus de 30 ans.

« Tout élagage, qui serait exécuté sans l'autorisation des propriétaires de bois et forêts donnera lieu à l'application des peines portées par l'article 196. »

Conformément à cet article, les auteurs et la jurisprudence sont unanimes pour décider que le propriétaire de la forêt, dont les arbres de lisière, placés en avant de la ligne indiquée par l'article 671 du Code civil, existent depuis plus de trente ans, a prescrit à son profit le droit de conserver ces arbres (1). Le même accord est loin d'exister relativement à la question de savoir si ces arbres, ou ceux qui, plantés à la distance légale, étendraient cependant leurs branches sur le champ voisin, peuvent être soumis à l'élagage conformément à l'article 672 du Code civil.

Les uns (2) prétendent que la prescription ne peut jamais, dans ce cas, être acquise au propriétaire de la forêt, et que, par conséquent, quel que soit l'âge des

(1) Meaume, *Commentaire du Code forestier*, t. II, p. 491, n° 1046.

(2) Proudhon, Pardessus, Vazeille, Curasson, Aubry et Rau, etc.,

arbres et de leurs branches, le riverain pourra toujours contraindre à les élaguer.

Les autres (1) soutiennent au contraire que la prescription a pu courir et que, dès lors, le propriétaire de la forêt a le droit de conserver les branches qui s'avancent depuis plus de trente ans sur le terrain du voisin.

Cette discussion a à peu près perdu tout intérêt depuis quelque temps, et l'on est maintenant d'accord pour reconnaître qu'à l'époque actuelle il y a lieu d'appliquer à cette matière la loi du 20 août 1881, qui modifie profondément les articles 671, 672 et 673 du Code civil et solutionne bien des points sur lesquels les législateurs étaient en désaccord. Ainsi désormais, appliquant en matière forestière l'article 673 nouveau du Code civil, on décide que le droit de couper les racines ou de faire couper les branches est imprescriptible et que le propriétaire riverain d'une forêt en peut toujours exiger l'exécution même après trente ans, quelle que fût la distance observée lors de la plantation (2).

d) *Défense d'édifier, à proximité des forêts soumises au régime forestier des fours à chaux ou à plâtre, briqueteries, maisons sur perches, loges, baraques ou hangars, maisons ou fermes, ateliers à façonner le bois, chantiers ou magasins servant au commerce de bois, etc.*

Les prohibitions que nous venons de voir précédem-

(1) Dupin, Troplong, etc.

(2) *Pandectes françaises*, t. XXXIII, tit. VI, chap. I, sect. II, n° 3171.

ment sont communes à toutes espèces de bois, les dispositions des articles 151 à 158 au contraire sont spéciales aux bois soumis au régime forestier ; elles instituent au profit de ces propriétés, et à la charge des terrains riverains, de véritables servitudes légales dans le sens de l'article 649 du Code civil.

L'article 151, qui commence la série de ces dispositions spéciales, est emprunté à l'article 12, titre XXVII, de l'Ordonnance de 1669 et décide qu' « aucun four à chaux ou à plâtre, soit temporaire, soit permanent », qu' « aucune briqueterie et tuilerie ne pourront être établis dans l'intérieur et à moins d'un kilomètre des forêts, sans l'autorisation du gouvernement, à peine d'une amende de 100 à 500 francs et de démolition des établissements ».

L'objet de cette prohibition n'est pas seulement de préserver les forêts du danger, dont elles seraient menacées par l'établissement des fours à chaux ou à plâtre, briqueteries ou tuileries. L'article 148 du Code forestier avait déjà prévu ce péril et cherché à le prévenir, au moins en ce qui concerne les feux allumés en dehors des constructions. L'article 151 a surtout pour but d'empêcher les propriétaires d'établissements à feu de commettre des soustractions frauduleuses de bois, dont les produits iraient se consumer dans leurs établissements sans qu'il soit possible de procéder à la constatation des délits (1).

(1) Jurisprudence en ce sens. *Vide* : Grenoble, 2 juillet 1835.

Mais c'est uniquement dans l'intérêt des bois soumis au régime forestier qu'il est défendu d'établir, à moins d'un kilomètre de leurs bords, des fours, des briqueteries et tuileries, sans autorisation du gouvernement ; nulle distance n'est prescrite à l'égard des bois et forêts appartenant à des particuliers et le refus d'autorisation ne saurait, en ce cas, être valablement fondé sur les dispositions prohibitives de l'article 151 du Code forestier (1).

On a été longtemps incertain sur le sens qu'on doit attribuer à ces mots « four temporaire » et « four permanent » qui se lisent dans l'article 151. On s'est demandé si la prohibition d'établir des fours à chaux temporaires s'étend aux fours à chaux qui sont creusés en terre pour une seule cuite et sans aucune construction en maçonnerie et qui sont ordinairement désignés sous le nom de fours volants. Suivant M. Curasson, la prohibition de l'article 151 n'atteindrait que les fours permanents et non ces fours volants. Cette opinion, quoique repoussée par un arrêt de la Cour de cassation en date du 1^{er} mai 1830 (2), a été adoptée par l'administration forestière elle-même, qui a provoqué une décision du ministre des finances, analogue à celle qui est relative à l'écobuage (3).

L'article 152 du Code forestier dispose qu'il ne pourra

(1) En ce sens : Conseil d'Etat, 28 février 1838, affaire Leray.

(2) Maume, *Commentaire du Code forestier*, t. II, p. 507, note 3.

(3) *Ibid.*, p. 507 et 508.

être établi, sans l'autorisation du gouvernement, sous quelque prétexte que ce soit, aucune maison sur perches, loge, baraque ou hangar, dans l'enceinte et à moins d'un kilomètre des bois et forêts, sous peine de 50 francs d'amende et de démolition dans le mois à dater du jour du jugement qui l'aura prononcée.

Avant le Code forestier, l'Ordonnance de 1669 ne défendait les constructions légères, dont il est question dans notre article, qu'autant qu'elles avaient été élevées par les gens que l'Ordonnance appelait : « vagabonds » et « inutiles ». Le Code forestier a diminué le rayon prohibitif, mais il a généralisé la défense (1). C'est encore dans le but de prévenir les délits, dont les constructions auraient pu faciliter l'accomplissement, que ces prescriptions ont été édictées. Aussi les tribunaux se sont généralement montrés sévères dans l'interprétation de cet article et ont étendu son application à un grand nombre de cas (2)

(1) L'article 17, tit. XXVII de l'ordonnance de 1669 ordonnait en effet de « démolir toutes maisons bâties sur perches dans l'enceinte, aux reins et à demi-lieue des forêts par des vagabonds et inutiles » et leur défendait « d'en construire à l'avenir à moins de deux lieues des dites forêts. »

(2) Cass., 24 avril 1868, S. 69.1.48 ; Cass., 26 août 1853, *Recueil périodique de Dalloz*, 53.1.338 ; Grenoble, 25 juin 1868, *Rép. for.*, t. IV, n° 660 ; Trib. corr. Epinal, 20 juillet 1878, *Rép. for.*, p. 8, n° 64 ; Cass., 13 décembre 1834, *Bull. Cass. crim.*, n° 401 ; Cass., 13 novembre 1828, *Bull. Cass. crim.*, n° 304 ; Cass., 21 septembre 1850, *Bull. Cass. crim.*, n° 327 ; Cass., 20 juin 1851, *Dalloz, Recueil périodique*, 51.5.278 ; Cass. 9 septembre 1847, *Dalloz, Recueil périodique*, 47.4.407.

Une autre prohibition était écrite dans l'article 153 du Code forestier relativement à la construction d'établissements plus importants que ceux dont il est question dans les articles précédents.

Cet article, en effet, interdisait la construction de maisons ou de fermes sans l'autorisation du gouvernement à moins de 500 mètres des bois et forêts soumis au régime forestier, sous peine de démolition. Cette législation présentait de graves restrictions aux droits des propriétaires et donnait lieu à diverses difficultés.

De toutes parts s'élevaient des protestations et sans cesse on demandait l'abrogation de cette disposition prohibitive du Code forestier. Le rapport de M. Bienvenu-Martin sur la loi du 21 juin 1898 constatait que c'était celle qui avait motivé le plus de réclamations et il ajoutait : « Il est vrai que, d'après l'article 156, cette prohibition ne s'applique pas aux maisons ou fermes qui doivent faire partie des villes, villages ou hameaux formant une population agglomérée, et que le gouvernement a toujours le droit d'accorder l'autorisation de bâtir. Mais il est souvent trop difficile de fixer avec précision jusqu'où s'étendent les limites d'une agglomération, et cette incertitude peut donner lieu à un certain nombre de difficultés, beaucoup de villages, de villes même, se trouvant placés au milieu ou autour des forêts domaniales ou communales. D'autre part, les autorisations accordées par le gouvernement, outre qu'elles nécessitent des formalités et entraî-

nent des délais, ont un caractère de précarité qui en atténue singulièrement le bénéfice. Les autorisations, dit l'exposé des motifs du projet de loi, ne sont données qu'à la condition que l'impétrant s'engage à démolir ce qu'il aura construit, si une décision du ministre, acte de pure administration contre lequel aucun recours n'est possible, déclare que l'intérêt de la forêt l'exige ; on comprend que ceux qui veulent édifier des maisons ou fermes un peu importantes hésitent à souscrire un tel engagement. Cette servitude est d'autant moins justifiée, qu'elle concerne des constructions dont l'importance relative est une garantie, et ne permet pas de voir des délinquants présumés dans ceux qui les entreprennent. C'est surtout dans les environs de Paris, où existent des forêts domaniales fort étendues, que l'application de l'article 153 apporte une fâcheuse entrave au développement des communes riveraines et suscite les doléances des propriétaires, qui ne peuvent librement construire sur leurs terrains. »

C'est en s'inspirant de ces idées, que le gouvernement proposa aux Chambres la suppression de ces prohibitions et l'abrogation pure et simple de l'article 153 a été prononcée par la loi du 21 juin 1898.

Malgré la gêne qu'il peut apporter dans l'exercice du droit de propriété, l'article 154 ne fut pas abrogé par la loi de 1898, comme on le réclamait, les prohibitions qu'il édicte restent donc entières. D'après cet article, aucun chantier destiné au commerce des bois, ni aucun

atelier propre à les façonner ne peut exister à moins de 500 mètres des bois soumis au régime forestier, sans une autorisation spéciale du gouvernement.

Ces sortes d'autorisations sont entièrement personnelles ; ce n'est pas un droit attaché à l'immeuble, mais à la personne. La loi ne dit pas tout propriétaire, elle se sert des expressions tout individu. Dès lors, si le permissionnaire vient à quitter l'immeuble, l'individu qui le remplace doit se munir d'une nouvelle autorisation (1). Avant le Code forestier, cette prohibition existait déjà, l'article 23, titre 27 de l'Ordonnance de 1669 interdisait « aux cercliers, tourneurs, sabotiers et autres de pareille condition, de tenir ateliers dans la distance de demie-lieue des forêts, à peine de confiscation de leurs marchandises et 100 livres d'amende » (2). Cette défense avait été renouvelée par l'avis du Conseil d'Etat du 25 vendémiaire an XIV, en ce qui concernait les loges ou baraques dans lesquelles sont le plus ordinairement établis les ateliers à façonner le bois.

De tout temps les tribunaux se montrèrent assez stricts dans l'application de cet article édicté dans un but essentiellement conservateur des forêts (3). Malgré tout, la prohibition de l'article 154 ne vise que les

(1) Meaume, *Commentaire du Code forestier*, t. II, p. 537. Dans le même sens : Coin-Delisle et Frédérich, t. II, p. 96.

(2) Baudrillart, *Règlements forestiers*, t. I, p. 81.

(3) Cass., 17 août 1822, *Bull. Cass. crim.*, n° 112 ; Cass., 9 avril 1813 ; Cass., 1^{er} juillet 1825, *Dalloz, Rec. pér.*, 25.1.417 ; Cass. 22 juin 1826, *Bull. Cass. crim.*, n° 121 ; Cass., 4 mars 1848, *D. P.* 48.5.208.

chantiers ou ateliers fermés, établis à l'intérieur des maisons : elle n'atteint pas des établissements de ce genre, qui seraient installés en plein air, dans des terrains non clos. L'article 155 apporte une restriction à peu près semblable à l'exercice du droit de propriété, mais toutefois en aggravant la peine et en augmentant encore le rayon de prohibition.

« Aucune usine à scier le bois ne pourra être établie dans l'enceinte et à moins de deux kilomètres de distance des bois et forêts, qu'avec l'autorisation du gouvernement, sous peine d'une amende de 100 à 500 francs et de la démolition dans le mois à dater du jugement qui l'aura ordonnée », nous dit cet article inspiré d'un arrêt du Conseil du 28 janvier 1750 (1), qui prononçait une amende de 3.000 livres, la démolition et la confiscation des matériaux d'une usine établie à proximité d'une forêt.

Pendant longtemps on s'était demandé comment devait être mesuré ce rayon prohibitif, mais maintenant la jurisprudence a bien établi que la distance de 2000 mètres doit être mesurée à vol d'oiseau et non en suivant les sinuosités des chemins qui relient l'usine à la forêt (2).

Enfin les articles 157 et 158 édictent deux dernières mesures de protection pour les forêts : l'un autorise les

(1) Baudrillart, *Règlements forestiers*, t. I, p. 337.

(2) Besançon, arrêt du 18 juin 1838, affaire Girault et Cass., 23 juin 1848, S. 48.1.744.

visites des agents dans les usines, hangars et autres établissements, autorisés en vertu des articles 151, 152, 154 et 155, sans être obligés de se faire assister d'un officier public ; l'autre édicte la marque des bois reçus dans les scieries.

Cette atteinte au droit de propriété, quoique exorbitante, était rendue nécessaire par la facilité avec laquelle les soustractions de bois pouvaient être opérées par les propriétaires ou exploitants de ces établissements. De plus, comme il est facile aux délinquants de dénaturer les bois enlevés frauduleusement, de les couper ou de les rendre méconnaissables, surtout dans une scierie, il était indispensable de permettre aux gardes, témoins du recel, de pouvoir suivre immédiatement le délinquant jusque dans son établissement et d'y perquisitionner même si cela était nécessaire.

Toutefois, suivant MM. Coin-Delisle et Frédéricich, quelle que soit l'étendue du droit conféré aux gardes forestiers par l'article 157 du Code, ce droit ne peut aller jusqu'à les autoriser à s'introduire pendant la nuit dans les établissements autorisés.

Quant à l'article 158, tout le monde est d'accord pour admettre que la prohibition édictée par ce texte, atteint non seulement les bois appartenant aux possesseurs des usines, mais aussi ceux que des tiers y feraient conduire pour les débiter.

TITRE III

LOIS POSTÉRIEURES AU CODE FORESTIER PORTANT DE NOUVELLES ATTEINTES AU DROIT DE PROPRIÉTÉ

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DE CHASSE ET LES RESTRICTIONS QUE SA RÉGLEMENTATION ENTRAÎNE VIS-A-VIS DES DROITS DU PROPRIÉTAIRE FORESTIER (Arr., 19 pluviôse an V ; ord., 20 août 1814 ; l. 3 mai 1844 et 5 avril 1884).

Sous l'ancien régime, le droit de chasse appartenait exclusivement au souverain et aux seigneurs sans aucun égard pour le droit de propriété. C'était un droit honorifique, nous dit Pothier, « réservé pour le plaisir du roi et de la noblesse, à qui les rois ont bien voulu le permettre pour en prendre le plaisir (1) ». Accorder le droit de chasse à tous, ce serait « mettre les armes à la main des roturiers, auxquels le port d'armes est prohibé, et

(1) Arrêt du Conseil du roi des 30 septembre-3 octobre 1722 ; Baudrillart, t. I, , 226.

leur permettre indirectement un exercice qui, de tout temps, leur a été défendu comme contraire à la bonne police de l'Etat », nous dit encore l'arrêt du Conseil du roi du 30 septembre 1722.

La chasse était alors permise en tout temps, sans égards aux récoltes sur pied et aux moissons. D'après Michelet, « le laboureur semait, la semence levée, le lièvre, le lapin de garenne venaient lever dîme et censive ; s'il réchappait quelques maigres épis, le manant voyait, chapeau bas, se promener le cerf féodal. Un matin, pour chasser le cerf, à grand renfort de cors et de cris, fondaient sur la contrée une tempête de chasseurs, de chevaux et de chiens : la terre était rasée (1) ».

La Révolution de 1789 devait restituer au droit de chasse son véritable caractère d'attribut du droit de propriété, et depuis, il n'a pas cessé d'être considéré comme tel. En vain, Robespierre voulut-il protester contre ces principes (2) : « Je m'élève, disait-il, contre le principe qui restreint le droit de chasse aux propriétaires seulement ; je soutiens que la chasse n'est point une faculté qui dérive de la propriété. Aussitôt après la dépouille de la superficie de la terre, la chasse doit être libre à tout citoyen indistinctement. Dans tous les cas, les bêtes fauves appartiennent au premier occupant. Je réclame donc la liberté illimitée de la chasse, en pre-

(1) Michelet, *Histoire de France*, t. V, p. 78.

(2) Paroles prononcées à l'Assemblée nationale, séance du mardi 20 avril 1790 au soir. *Moniteur universel* du 22 avril.

nant toutefois les mesures pour la conservation des récoltes et pour la sûreté publique. »

Le droit de chasse était rendu sans réserve au propriétaire terrien ; mais les faits regrettables qui se sont passés en 1789 ont prouvé qu'une trop grande liberté laissée à l'exercice de la chasse conduit trop souvent à des abus, des violences et des désordres. Aussi des motifs d'intérêt public ont-ils fait soumettre cet exercice à des conditions devant lesquelles le propriétaire du droit de chasse est obligé de s'incliner.

Le Code civil ne parle de la chasse que pour dire, dans l'article 715, qu'il ne s'en occupera pas, que la faculté de chasser est réglée par des lois spéciales.

Ces lois, à l'époque où le Code a été rédigé, se réduisaient au décret du 4 août 1789 et à celui du 30 avril 1790 (1).

Le premier, dans l'examen des droits féodaux qu'il avait pour objet de détruire, rencontrait nécessairement le droit exclusif de chasse réservé aux seigneurs et gentilshommes et particulièrement détesté à cause des mesures oppressives qui en avaient été la suite. Il en prononçait l'abolition et déclarait en même temps que « tout propriétaire a le droit de détruire et de faire détruire, seulement sur ses possessions, toutes espèces de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourront être faites relativement à la sécurité publique ». Les

(1) Baudrillart, *Règlements sur les forêts, chasses et pêches*, t. I, p. 491.

mesures de police, annoncées par ce décret et devenues urgentes par les graves désordres, qui avaient suivi sa promulgation, ne tardèrent pas à être édictées : le décret du 30 avril 1790 contenait à cet effet une série de dispositions réglementaires et pénales, qui bien que provisoires et fort incomplètes devaient subsister pendant de longues années avec très peu de modifications. Mais le peu de sévérité de ces règlements et même leurs omissions laissaient l'oisiveté et le braconnage se livrer à tant d'excès que, non seulement l'agriculture et la jouissance des propriétés mais encore la sûreté des personnes se trouvèrent compromises (1).

Le législateur de 1844, mieux inspiré, a compris toute l'étendue de son devoir et fait tous ses efforts pour combler les lacunes de la législation antérieure. « Messieurs, disait le rapporteur du projet de loi devant la Chambre des pairs, les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent sous les modifications établies par les lois. Tel est le principe en vertu duquel le gouvernement peut et doit régler l'exercice du droit de chasse. La loi qui a pour but ce règlement touche à trois grands intérêts : la sécurité publique et la conservation des récoltes et du gibier. Il est évident que les intérêts généraux dominent en cette matière les intérêts privés et commandent des interdictions et des entraves applicables aux propriétaires eux-mêmes.

(1) B. Courdin, Du droit de chasse, *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, t. XXXVII, p. 141.

« Les lois de 1789 et 1790, conçues dans un esprit de réaction, d'ailleurs légitime, contre les législations antérieures, qui avaient confisqué le droit de chasse, n'ont eu en vue que de faire rentrer ce droit dans la propriété, dont il est en effet une dépendance et un démembrement. A ce point de vue presque exclusif, elles n'ont pas assez compris qu'il ne suffisait pas de restituer le droit, qu'il fallait, pour l'intérêt public, en organiser la police, pour le droit lui-même, en assurer la jouissance (1). »

Préserver le gibier d'une destruction complète imminente, protéger la propriété et l'agriculture, qui n'ont pas de plus grands fléaux que les abus dont le législateur a voulu tarir la source, assurer en même temps la sécurité publique, et accessoirement, ajoutons-le, favoriser l'intérêt du Trésor et des communes, telles sont les raisons d'utilité publique qui dominent les dispositions de la loi du 3 mai 1844 et ont dicté à ses auteurs les obligations et les graves restrictions du droit de propriété aujourd'hui imposées particulièrement aux propriétaires forestiers et à l'étude desquelles nous arrivons maintenant.

a) *Obligation du permis de chasse.*

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 3 mai 1844, nul ne peut chasser « s'il ne lui a pas été délivré un

(1) Rapport de M. Franck-Carré à la Chambre des pairs, addition à la séance du 16 mai 1843. *Moniteur* du 5 juillet 1843.

permis de chasse par l'autorité compétente ». Et l'article 11 sanctionne cette disposition en punissant d'une amende de 16 à 100 francs le fait de chasse sans permis, quand bien même le chasseur serait sur sa propriété.

« Pour être fidèle à la pensée de la loi, nous dit la circulaire ministérielle du 9 mai 1844, il faut entendre le mot chasse dans le sens le plus général, et l'appliquer sans distinction à la recherche, à la poursuite de tout animal sauvage ou de tout oiseau. C'est ainsi, au surplus, que ce mot a été entendu par la Cour de cassation, même sous l'empire de la législation de 1790 et de 1812. Il en résulte que, quel que soit l'animal sauvage ou l'oiseau que l'on chasse, et s'il s'agit d'oiseaux de passage, quels que soient le moyen et le procédé de chasse dont on soit autorisé à se servir, un permis de chasse est nécessaire (1). »

Tout chasseur, même propriétaire, doit donc être muni d'un permis (2) quel que soit le genre de chasse auquel il se livre ; quel que soit le gibier qu'il veuille rechercher ; quel que soit aussi le procédé qu'il emploie pour l'appréhender (3), soit vivant, soit mort ; quel que soit le lieu qu'il choisisse pour ses exploits : sa propriété ou bien celle d'autrui. Cette obligation du permis

(1) Circulaire du ministre de la justice du 9 mai 1844.

(2) Trib. corr. Gray, 23 décembre 1881, *Gaz. Trib.*, 30 décembre 1881.

(3) Douai, 31 mai 1853, *Jurispr. Douai*, 1853 et Cass., 24 septembre 1847 ; Dalloz, *Recueil périodique*, 47.4.70.

s'étend à la chasse à tir aussi bien qu'à celle à courre (1), au piège, aux bourses et filets, à la chasse au gibier indigène aussi bien qu'à celle du gibier de passage (2).

C'est là, il faut le reconnaître, une atteinte portée au droit de propriété. Mais, si en principe la propriété est absolue, le législateur n'en a pas moins le droit d'en régler l'exercice, de l'organiser ; or la réglementation du droit de chasse, accessoire du droit de propriété, est indispensable, car la liberté illimitée de la chasse ne manquerait pas de devenir l'occasion et la source des désordres les plus graves. Le braconnage, tout le monde le sait, donne naissance à un grand nombre de délits et de crimes. Ces grands intérêts justifient pleinement la nécessité du permis, pour se livrer à la chasse sur son terrain. Mais, convient-il d'aller plus loin dans la limitation du droit de propriété en matière de chasse ?

Un très grand nombre de chasseurs le pensent. Ils se plaignent de ce que le gibier devient plus rare de jour en jour et de ce que la chasse, surtout en plaine, est devenue presque impossible, à cause du morcellement des propriétés et du grand nombre des chasseurs. Ils ne demandent rien moins, en conséquence, que de dépouiller de leur droit de chasse les propriétaires ne possédant pas de terrains atteignant en un seul bloc un

(1) Orléans, 12 mai 1846, *Gaz. Trib.*, 12 juin 1846 ; Cass., 18 juin 1846, *Gaz. Trib.*, 19 juillet 1846 ; Trib. Bordeaux, 7 février 1848, *Le Droit*, 10 fév. 1848.

(2) Cass., 18 avril 1845, *Journ. de droit crim.*, 1845, p. 150.

minimum d'hectares, qu'une loi devrait fixer, et d'en faire profiter la commune dont ils dépendent.

Sans aucun doute le gibier deviendrait moins rare et les chasseurs moins nombreux auraient des espaces moins limités pour se livrer à leur plaisir. Il ne nous semble pas, néanmoins, que ce soit là des raisons suffisantes pour attribuer aux communes le droit de chasse, car la mesure que l'on propose aboutirait, en réalité, à une expropriation sans indemnité du droit de chasse, accessoire du droit de propriété ayant, dans certains pays, une certaine importance.

Or, d'une part, il n'y a lieu de prononcer l'expropriation d'un droit quelconque, que quand l'intérêt général l'exige impérieusement et, d'autre part, l'intérêt public ne commande pas le sacrifice du droit de chasse au profit des communes.

b) Autres obligations auxquelles le chasseur est obligé de se soumettre même sur sa propriété.

La police, ou réglementation de la chasse, n'enjoint pas seulement au propriétaire, qui veut se livrer sur son domaine au plaisir de la chasse, de prendre un permis, elle l'oblige encore à respecter les époques d'ouverture et de fermeture fixées par les préfets, ainsi que les arrêtés réglementaires pris par les maires (1).

De plus, l'article 9 de la loi du 3 mai 1844 ne recon-

(1) Cass., 6 février 1858 et 2 juillet 1858, *Bull. Cass. crim.*, n° 45.

naît à celui qui est porteur d'un permis, sans aucune distinction de personne, que le droit de chasser de jour, et l'article 12 punit, comme délit, la chasse de nuit. Cette prescription a le double but de sauvegarder le gibier et de prévenir des accidents ou même des crimes que pourrait facilement entraîner le maniement des armes à feu pendant la nuit, aussi sont-ils applicables à tous, même aux propriétaires chassant dans leurs propres bois.

De même sont applicables à tous, les arrêtés préfectoraux interdisant la chasse en temps de neige ; en effet, le but de cette prohibition étant de protéger le gibier, il n'y a aucune raison d'affranchir de cette défense certains propriétaires (1).

Cependant ces conditions imposées par la loi à l'exercice du droit de chasse, comportent une exception qui nous est fournie par l'article II de la loi de 1844. « Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenant à une habitation et entourée d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins », nous dit cet article, qui souleva d'assez vives oppositions au moment de la loi. Mais cette dérogation au droit commun ne constitue nullement, comme on l'a prétendu, un privilège au profit du propriétaire de l'enclos ; elle n'est que la garantie de sa

(1) Caen, 17 février 1879.

liberté et les travaux préparatoires de la loi nous montrent qu'elle n'a pas d'autre source que le respect pour le domicile des citoyens et le foyer de la famille.

« Cela est si vrai, trouvons-nous dans ces travaux préparatoires, que, s'il n'y pas d'habitation, mais seulement une usine, par exemple une scierie ou une étable, un tel bâtiment, étranger à l'habitation de l'homme, ne donne pas la faculté réservée par notre article. »

La clôture, dit le texte, doit être « continue », en principe donc une clôture coupée de brèches ne répond pas aux exigences de la loi (1) ; malgré tout dans bien des cas les tribunaux ont montré une certaine indulgence sur ce point (2).

Le propriétaire des terrains visés peut, dit encore la loi, « chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse », il n'a donc pas besoin, pas plus que ses invités ou ses locataires de chasse, d'être muni d'un permis, mais il reste naturellement soumis aux règlements de police concernant les armes à feu. Il lui est loisible de chasser en tout temps et, suivant l'opinion générale (3), de nuit comme de jour ; cependant certains auteurs, entre autres M. Petit (4), soutiennent que

(1) Toulouse, 18 janvier 1850 ; Caen, 5 janvier 1876, 7 mars 1877 ; Cass., 16 novembre 1883.

(2) Paris, 6 novembre 1828 ; Bourges, 2 novembre 1844.

(3) Championnière, *Manuel du chasseur*, 1844, p. 24 ; Giraudeau, Lelièvre et Soudée, *La chasse suivie de la louveterie, le droit sur le gibier, la responsabilité des chasseurs*, n° 833 ; Leblond, *Code de la chasse et de la louveterie*, 2 vol., 1878, n° 47 ; De Neyremand, *Question sur la chasse*, p. 145.

(4) Petit, *Traité complet du droit de chasse*, 2 vol., 1853, t. II, p. 121.

l'immunité attachée à la possession des héritages enclos ne saurait prévaloir contre le principe général que la chasse est défendue la nuit.

Le propriétaire d'un terrain clos peut-il chasser à l'aide d'engins prohibés ? Une première opinion (1) lui accorde le droit d'user d'engins prohibés, dont la seule détention est délictueuse : il est, dit-on, chez lui, son terrain clos est la continuation de son domicile et nul ne peut y pénétrer pour savoir ce qu'il y fait. Mais ce système par trop libéral n'est généralement pas admis (2) : la simple détention de ces engins constituant un délit, l'usage doit en être interdit aussi bien aux propriétaires d'enclos qu'aux autres citoyens. Est-il permis d'employer dans un enclos un de ces moyens de chasse que la loi interdit sans toutefois les classer dans la catégorie des engins prohibés ; de se servir, par exemple, d'appelants ou de chanterelles ? On reconnaît en général que non.

L'interprétation restrictive sur ces deux derniers points est des plus raisonnable ; le propriétaire d'un terrain clos jouit d'avantages assez considérables pour qu'il soit inutile de l'autoriser à détruire, au moyen de procédés dévastateurs, le gibier de toute une région.

(1) Besançon, 18 janvier 1845 ; Metz, 5 mars 1845 ; Dijon, 4 avril 1866.

(2) Bordeaux, 7 janvier 1885 ; Trib. corr. Coulommiers, 19 mai 1885 ; Trib. corr. Compiègne, 18 mai 1886 ; Trib. corr. Saint-Etienne, 20 janvier 1891 ; Paris, 7 mars 1894 ; Cass., 12 janvier 1894.

c) *Responsabilité du propriétaire du droit de chasse
pour dégâts causés par le gibier.*

De tout temps, des contestations ayant pour cause les dégâts causés par le gibier ont existé entre les possesseurs de champs et les propriétaires de bois. Le progrès de l'agriculture et le développement de la passion de la chasse ont amené une certaine progression dans le nombre de ces sortes de contestations. Le cultivateur, qui n'obtient les produits de sa terre que par un dur labeur, est jaloux de ses récoltes, et le chasseur, qui souvent après une longue journée de fatigue rentre chez lui le carnier léger, est peu disposé à payer des indemnités pour un gibier dont il s'empare si difficilement. De là naît une sorte d'antagonisme qui se traduit par des procès où l'amour-propre tient souvent plus de place que le véritable intérêt.

Il faut observer d'abord, comme le dit M. Sorel (1), « que la présence du gibier dans un bois constitue pour le voisinage une espèce de servitude (2) dont les inconvénients doivent être supportés, dans de certaines limites, sans donner ouverture à une action en dommages-intérêts ». Il ne faut pas oublier non plus, qu'accueillir

(1) Sorel, *Des dommages causés aux champs par le gibier*.

(2) Trib. de Senlis, 18 août 1870 ; Trib. de Rambouillet, 5 mars et 12 juin 1875 ; Justice de paix de Chevreuse, 24 mars 1877 ; Justice de paix de Dourdan, 5 mai 1877 ; Justice de paix de Sceaux, 17 août 1877 ; Trib. de Senlis, 13 décembre 1882 ; Trib. de Beauvais, 26 décembre 1882 ; Trib. de Château-Thierry, 10 février 1888.

trop facilement des demandes souvent exagérées ou vaines, serait arriver fatalement à l'anéantissement du droit de chasse lui-même. La jurisprudence l'a compris, elle s'est émue des demandes vexatoires intentées en notre matière. C'est pour cela qu'elle a permis que, dans certains cas, le demandeur téméraire pût être condamné lui même à des dommages-intérêts, alors qu'il en réclame, ou tout au moins à payer une partie des dépens si sa demande est exagérée (1).

La loi de 1844 étant muette sur ce sujet, la jurisprudence fait ici l'application de l'article 1382 du Code civil, c'est dire qu'elle exige de la part du propriétaire une faute, pour que sa responsabilité soit engagée. Le propriétaire n'est pas responsable de plein droit, les arrêts sont unanimes à le déclarer, mais toutefois, en cette matière, la jurisprudence a fait montre d'une grande sévérité.

Parmi les nombreux faits engageant la responsabilité du propriétaire, l'un des plus fréquents consiste à faire garder le bois de façon que le gibier puisse se multiplier en toute sécurité, pour le plaisir de la chasse (2).

(1) Trib. de Rambouillet, 12 juin 1875 ; Justice de paix de Marine, 29 août 1877 et sur appel, Trib. de Pontoise, 12 mars 1878 ; Trib. de Coulommiers, 19 mars 1881, et sur appel, Paris, 20 juillet 1888 ; Trib. de Beauvais, 24 mars 1884.

(2) Cass., 31 décembre 1844, S. 45.1.360 ; Cass., 10 juin 1863, S. 63.1.462 ; Cass., 22 avril 1873, S. 73.1.321 ; Cass., 7 février 1876, S. 76.1.112 ; Cass., 5 juillet 1876, S. 76.1.377 ; Cass., 31 juillet 1876, S. 77.1.176 ; Cass., 21 avril 1879, S. 79.1.218 ; Cass., 7 novembre 1881, S. 83.1.218 ; Cass., 14 février 1882, S. 83.1.84 ; Cass., 7 mai

Peu importe que la garde du bois soit plus ou moins rigoureuse, ce simple fait de faire garder le bois suffit pour entraîner la responsabilité du propriétaire s'il y a dommage.

Il semble bien cependant que le propriétaire, qui fait garder sa chasse, agisse dans les limites de son droit. C'est vrai tant que l'exercice de ce droit n'entraîne pas pour le voisin un préjudice, car alors il y a exercice abusif de ce droit (1). C'est en vertu de cette même idée que le propriétaire d'un bois ne peut dégager sa responsabilité en alléguant que s'il a le droit de chasser, il n'en a pas l'« obligation » (2).

Une autre hypothèse, voisine de la précédente, c'est celle où le propriétaire, sans rien faire pour attirer ou retenir le gibier, sans faire garder la chasse, défend aux propriétaires voisins de procéder eux-mêmes à la destruction du gibier, alors que lui-même ne prend aucune mesure propre à enrayer la multiplication excessive de ces animaux (3).

Le propriétaire ne fait rien pour retenir le gibier, il laisse le champ libre aux voisins pour sa destruction ; sa responsabilité va-t-elle être couverte ? Ne va-t-on pas

1884, S. 87.1.15 ; Cass., 10 juillet 1889, S. 90.1.62 ; Cass., 12 mai 1897, S. 97.1.320.

(1) Cass., 5 juillet 1876, S. 76.1.377.

(2) Cass., 7 janvier 1891, S. 91.1.64.

(3) Cass., 19 mars 1883, S. 83.1.205 ; Cass., 20 novembre 1883, S. 89.1.56 ; Cass., 9 avril 1884, S. 84.1.384 ; Cass., 3 juin 1885, S. 86.1.64.

exiger de lui davantage, des actes personnels ? Si, et l'arrêt de la Cour de cassation du 7 janvier 1891 le dit en termes exprès.

D'après cet arrêt, le propriétaire ne doit pas seulement s'abstenir d'attirer le gibier sur ses terres et ne pas en favoriser la multiplication, il doit de plus employer tous les moyens nécessaires pour empêcher la multiplication excessive de ces animaux, qui seraient pour le voisin une source de dommages. Cette solution a été reproduite par un certain nombre de décisions judiciaires (1).

Il faut aller plus loin. Le propriétaire n'a pas laissé croître le gibier librement, il a même pris certaines mesures de destruction, mais ces mesures ne sont pas suffisantes, ou elles sont tardives : sa responsabilité n'est pas encore à l'abri (2).

Que doit donc faire le propriétaire pour s'exonérer de toute responsabilité ? Il doit, dit la jurisprudence, prendre toutes les mesures nécessaires, faire tout ce qui dépend de lui pour empêcher la multiplication exces-

(1) Cass., 2 janvier 1839, S. 39.1.26 ; Cass., 24 juillet 1860, S. 60.1.716 ; Cass., 3 décembre 1890, S. 91.1.63.

(2) Cass., 17 février 1864, S. 64.1.109 ; Cass., 22 juin 1870, S. 70.1.388 ; Cass., 6 janvier 1874, S. 74.1.160 ; Cass., 18 février 1874, S. 74.1.216 ; Chaumont, 23 mai 1879, S. 81.1.469 ; Cass., 9 février 1880, S. 80.1.454 ; Cass., 17 avril 1880, S. 81.1.247 ; Cass., 16 mai 1881, S. 82.1.117 ; Cass., 5 juillet 1882, S. 83.1.85 ; Cass., 24 avril 1883, S. 83.1.473 ; Cass., 21 octobre 1889, S. 91.1.163 ; Cass., 8 juillet 1890, S. 91.1.8 ; Cass., 16 février 1891, S. 91.1.384 ; Cass., 21 octobre 1891, S. 96.1.12 ; Cass., 28 octobre 1891, S. 92.1.498 ; Cass. belge, 11 juillet 1895, S. 96.4.34.

sive du gibier, faire de fréquentes battues, défoncer les terriers, donner toute latitude aux voisins pour accomplir tous ces actes.

En un mot, on ne doit pouvoir lui reprocher aucune faute.

d) *Destruction des animaux nuisibles, compétence des préfets et des maires.*

Enfin il nous reste à parler d'un pouvoir exorbitant, mais dicté par l'intérêt public, qui permet aux préfets et aux maires d'ordonner la destruction des bêtes fauves existant en surabondance dans les propriétés privées et d'organiser même des battues, si les propriétaires refusent ou négligent d'en opérer la destruction.

Les règles concernant les pouvoirs des préfets, en matière de destruction des animaux nuisibles, sont écrites dans l'arrêté du Directoire exécutif du 19 pluviôse an V. Cet arrêté décide qu'« il sera fait dans les forêts nationales et dans les campagnes, tous les trois mois, et plus souvent s'il est nécessaire, des chasses et battues générales ou particulières aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles » (art. 2). Et l'article 3 ajoute que les battues seront ordonnées par les administrations centrales des départements, de concert avec les agents forestiers.

Par campagnes on entend toutes les propriétés ouvertes, par conséquent les battues et chasses collectives peuvent s'effectuer sur les terres et dans les bois

non clos des particuliers (1), sans qu'il soit besoin d'obtenir le consentement des propriétaires (2) ni même de les prévenir (3).

L'ordonnance du 20 août 1814, organisant la louverie, donne aux préfets un pouvoir analogue, et l'article 41 de cette ordonnance décide que : « Quand les lieutenants de la louverie et les conservateurs des forêts jugeront qu'il sera utile de faire des battues, ils en feront la demande au préfet, qui pourra lui-même provoquer cette mesure. Ces chasses seront alors ordonnées par le préfet, commandées et dirigées par les lieutenants de louverie qui, de concert avec lui et le conservateur, fixeront le jour, détermineront les lieux et le nombre d'hommes : le préfet en prévendra le ministre de l'Intérieur et le grand veneur.

Aux termes de cet arrêté de pluviôse an V et de cette ordonnance de 1814, ce droit d'ordonner des battues ou de les autoriser, à la demande des propriétaires, est absolument personnel au préfet, et dans aucun cas il ne pourrait déléguer ses pouvoirs ni au sous-préfet, ni au maire. Des battues qui auraient lieu sur la simple autorisation du sous-préfet devraient être considérées

(1) Bourges, 30 mai 1839, Dalloz, *Jurisprud. gén.*, Chasse, 509, 512; Orléans, 11 mai 1840, *id.*, 512; Poitiers, 29 mai 1843, *id.*, 513; Cir. minist. int., 22 juillet 1851.

(2) Circ. minist. int., 22 juillet 1851, *Repert. de législ. et jurispr. for.*, t. IV, n° 608.

(3) Nancy, 11 août 1863, Dalloz, *Recueil périodique*, 64.1.321.

comme de véritables délits de chasse et poursuivies comme tels (1).

Les battues peuvent être ordonnées soit d'office, soit sur la demande des agents forestiers, soit même à la requête de simples particuliers. Mais le préfet doit, préalablement, se concerter avec les agents forestiers, ou tout au moins les prévenir, ainsi que les officiers de l'ouvèterie (2). Ainsi il a été jugé que l'arrêté rendu par un préfet, pour autoriser des battues dans une forêt particulière pour la destruction des cerfs, biches et sangliers, est entaché d'excès de pouvoir, lorsque ce préfet l'a rendu sans s'être conformé aux prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté du 25 pluviôse an V exigeant qu'il se consulte avec les agents forestiers (3).

Cette loi exige en outre que ces battues aient lieu sous la surveillance des agents forestiers, qui doivent régler, de concert avec les administrations municipales les jours où elles se feront et le nombre d'hommes qui y prendront part.

Cette nécessité de la surveillance d'un agent forestier a pour objet la protection du droit des tiers, propriétaires, possesseurs, fermiers ou adjudicataires du droit de chasse et l'intérêt général de la conservation du gibier.

(1) Circulaire précitée, 22 juillet 1851.

(2) Arrêté du 19 pluviôse an V, art. 3 et 4.

(3) Conseil d'Etat, 12 mai 1882, *Lebon*, p. 448 ; Conseil d'Etat, 23 novembre 1833, *Lebon*, p. 831.

Quant aux maires, ils tiennent leurs pouvoirs, en matière de destruction d'animaux nuisibles, de la loi du 5 avril 1884, qui décide dans son article 90 que : « Le maire est chargé, sous le contrôle du conseil municipal et la surveillance de l'administration supérieure :

« De prendre, de concert avec les propriétaires ou les détenteurs du droit de chasse dans les buissons, bois et forêts, toutes les mesures nécessaires à la destruction des animaux nuisibles désignés dans l'arrêté du préfet pris en vertu de l'article 9 de la loi du 3 mai 1844.

« De faire, pendant le temps de neige, à défaut des détenteurs du droit de chasse, à ce dûment invités, détourner les loups et sangliers réunis sur le territoire.

« De requérir, à l'effet de les détruire, les habitants avec armes et chiens propres à la chasse de ces animaux.

« De surveiller et d'assurer l'exécution des mesures ci-dessus et d'en dresser procès verbal (1). »

Ces mesures sont, d'une part, subordonnées à l'avis du conseil municipal et au contrôle de l'administration supérieure ; et, d'autre part, elles ne peuvent être prises qu'avec l'assentiment des détenteurs du droit de chasse. Mais il suffit d'un simple avis adressé au détenteur de la chasse, pour l'inviter à prendre les mesures nécessaires : il est inutile de lui notifier un arrêté de mise en demeure (2).

(1) *Code forestier* Dalloz, loi du 5 avril 1884, p. 917.

(2) Cass., 12 juin 1886. Dalloz, *Recueil périodique*, 87.1.45, Wallon, professeur à la Faculté de Toulouse, *Revue critique de législation et*

Toutefois le pouvoir du maire est exclusivement limité aux buissons, bois et forêts qui sont situés sur sa commune ; partout ailleurs, le préfet seul est compétent, notamment lorsque les opérations doivent s'effectuer sur plusieurs communes (1).

S'il s'agit de détruire des loups ou sangliers en temps de neige, la loi exige encore qu'un avis soit donné aux intéressés ; mais, sauf pour les battues dans les forêts de l'Etat, l'administration forestière n'a pas à intervenir ici. Enfin, pour ce qui est des moyens de destruction à employer, le maire a une liberté complète : il peut prescrire ou autoriser les pièges, le poison, la destruction des terriers, etc. (2).

de jurisprudence, année 1887, p. 148. Aff. de Thy contre Michel, maire de la commune de Lacour d'Arcenay.

(1) Trib. Compiègne, 29 juillet 1885, Dalloz, *Recueil périodique*, 87.3.39.

(2) Cass , 12 juin 1886, Dalloz, *Recueil périodique*, 87.1.45 ; Circulaire ministérielle, 4 décembre 1884.

CHAPITRE II

DU DÉFRICHEMENT

[L., 9 floréal an XI ; 21 mai, 21 juillet 1827 et
18 juin 1859.]

La loi du 9 floréal an XI (1), comme nous l'avons vu dans notre titre premier, était venue mettre un terme à l'exagération des défrichements.

Cette loi, dont la durée ne devait pas dépasser vingt-cinq ans, donnait au gouvernement le droit de s'opposer au défrichement dans les six mois de la déclaration faite par le propriétaire, sans qu'il fût besoin d'indiquer le motif de cette opposition. Exceptionnellement, pouvaient être défrichés, sans déclaration, les bois non clos d'une étendue moindre de deux hectares, lorsqu'ils n'étaient pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne, et les parcs ou jardins, clos de murs, de haies ou de fossés, attenants à l'habitation principale. Et la loi ajoutait : « En cas de contravention à ces dispositions, le propriétaire sera condamné par le tribunal compétent, sur la réquisition du conservateur de l'arrondissement et à la diligence du commissaire du gouvernement : 1° à remettre une égale quantité de terrain

(1) Baudrillart, *Règlements sur les forêts, chasses et pêches*, t. I, p. 636.

en nature de bois ; 2° à une amende qui ne pourra être au-dessous du cinquantième et au-dessus du vingtième de la valeur du bois arraché. Faute par le propriétaire d'effectuer la plantation ou le semis dans le délai qui lui sera fixé, après le jugement, par le conservateur, il y sera pourvu à ses frais par l'administration forestière (1). »

C'était là une entrave assez grave apportée à l'exercice du droit de propriété ; néanmoins les demandes en défrichement demeurèrent nombreuses et le gouvernement les prit souvent en considération, bien qu'il enjoignît quelquefois à ses agents de les examiner avec sévérité (2).

Quand le Code forestier fut voté, cette loi du 19 floréal an XI allait bientôt arriver à expiration ; l'année suivante, en effet, tombait le délai de 25 ans. Quel parti devait prendre le législateur de 1827 ? Allait-il, comme en 1803, interdire les défrichements ? Au contraire, reprenant le grand principe de liberté de 1791, allait-il proclamer le droit absolu pour chaque propriétaire de disposer de sa propriété comme bon lui semblait ?

Telle était la question qu'il fallait résoudre et qui a fait l'objet d'un long examen et de fréquentes discussions.

Les avis n'ayant pu être départagés, un moyen terme devait être pris, et il fut décidé que le droit d'opposition,

(1) Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 636.

(2) Jacques de Valserre, *Manuel de droit rural*, p. 117.

confié par la loi de l'an XI au ministre des finances, serait prorogé pour 20 années encore.

« Rien n'est plus respectable, Messieurs, que le droit de propriété, disait M. de Martignac (1), et ce droit de sa nature n'admet guère de limites ; il comprend, nous le savons, la faculté d'user et d'abuser. Cette faculté, inhérente à la propriété et qui la constitue, est, dans notre corps social, un principe dévié qu'il faut se garder de méconnaître et de blesser.

« Ce sont là vos principes, Messieurs, et ce sont aussi les nôtres : toutefois, cette grande règle doit fléchir elle-même, vous le savez, devant la considération, plus grande encore, du besoin social et de la conservation commune. C'est à ce prix que la société garantit à ses membres leur sûreté et leur propriété. C'est un sacrifice que l'intérêt de chacun doit faire à l'intérêt de tous et qui profite ainsi à ceux mêmes à qui il est imposé.

« L'élévation du prix des bois, la ressource facile et assurée, qu'offre au propriétaire l'exploitation d'un terrain complanté, mise en comparaison avec les avantages éloignés et éventuels que peut offrir sa conservation : l'espoir de compenser et au delà ces avantages par une autre nature de culture ; toutes ces causes, qui ne peuvent être méconnues, expliquent assez la disposition que doivent avoir un grand nombre de proprié-

(1) De Martignac, Exposé des motifs du Code forestier, à la Chambre des députés, séance du 29 décembre 1826 ; Meaume, *Commentaire du Code forestier*, t. I, p. 12.

taires, à faire des défrichements. Au surplus nous n'en sommes pas sur ce point réduits à des conjectures, et cette disposition n'est que trop bien prouvée par l'empressement avec lequel on a profité de la liberté accordée par la loi de 1791 et par l'innombrable quantité de demandes en autorisation formées depuis la prohibition.

« Rétablir aujourd'hui la liberté absolue, ce serait s'exposer à des dangers réels, contre lesquels vous seriez contraints bientôt de réclamer une barrière. Il a donc fallu adopter, quoiqu'à regret, un système plus sévère.

« Toutefois, Messieurs, nous nous sommes bien gardés d'introduire dans la loi la prohibition comme un principe, comme une règle permanente : nous l'avons, au contraire, considérée comme une exception et comme une exception limitée et temporaire. Le titre relatif au bois des particuliers ne contient aucune disposition de ce genre ; à la fin de la loi seulement, un titre transitoire proroge pendant vingt années la prohibition du défrichement sans autorisation (1). »

La seule différence, qui existait entre les deux textes, consistait essentiellement dans la désignation des bois, qui pouvaient être défrichés sans déclaration ; l'article 223 du Code forestier ajoutait à la nomenclature de l'an XI les jeunes bois pendant les vingt premières années de leur semis ou plantation, et il portait de 2 à 4

(1) Code forestier, titre XV, art. 219 à 225.

hectares la contenance des bois non clos, situés ailleurs qu'en montagne.

L'interdiction contenue dans l'article 219, simple reproduction de la disposition transitoire de la loi du 11 floréal an XI, était une mesure d'ordre public en vertu de laquelle l'intérêt des propriétaires de forêts cédait devant l'intérêt général, qui exigeait la conservation d'une quantité de bois suffisante pour la consommation locale et l'alimentation des sources. Quelles étaient donc les opérations que la loi visait sous le nom générique de défrichement ? C'était la transformation d'une forêt en prés ou terres arables que la loi voulait atteindre, et non les opérations de sylviculture, d'amélioration ou même de simple embellissement.

« Jamais l'administration n'a considéré comme un défrichement soumis à l'autorisation ce qui est fait soit pour l'amélioration ou l'embellissement de la propriété, soit pour son exploitation régulière ou pour changer le mode d'exploitation établi ; ce que la loi a pour but d'empêcher, c'est uniquement le défrichement dont il résulterait une diminution du sol forestier ; c'est donc pour celui-là seul que l'autorisation est nécessaire (1). »

On ne pouvait également appliquer l'interdiction de défricher qu'aux bois susceptibles d'aménagement et d'exploitation réguliers. C'était ainsi que le Code forestier lui-même exceptait de l'interdiction les bois

(1) Séance du 19 mai 1827, *Moniteur* du 20.

d'une étendue moindre de quatre hectares, car au-dessous de cette limite il ne pouvait y avoir d'exploitation régulière. C'était aussi pour la même raison qu'on exceptait ce qu'on appelle les bois prés, c'est-à-dire les terrains sur lesquels poussent ça et là quelques bouquets d'arbres ; ces bois pouvaient être coupés sans autorisation. De même encore le fait pour un propriétaire d'avoir débarrassé certaines parties de sa forêt de pins morts, bois morts, ronces et lavandes ne constituait pas un défrichement dans le sens légal de l'article 249 du Code forestier (1).

Ainsi donc le propriétaire, qui voulait défricher, devait, quoique en théorie ce droit lui appartint, demander l'autorisation aux autorités compétentes. Quelle devait être la forme de cette demande d'autorisation ? L'article 249 nous disait : « Elle sera faite sous forme de déclaration à la sous-préfecture au moins 6 mois d'avance ; pendant ce délai l'administration peut faire opposition et signifier cette opposition au déclarant. Dans les six mois, il sera statué sur l'opposition par le préfet, sauf recours au ministre des finances » Ainsi deux cas pouvaient se présenter : ou bien après la déclaration et dans les six mois, l'administration forestière n'avait point fait opposition, et alors le propriétaire pouvait commencer ses défrichements sans autre formalité : l'autorisation était dite alors tacite ; ou

(1) Cass. crim., rej., 23 février 1839, aff. Brunet-Lasalle, D. P. 39.1.145.

bien dans les six mois l'administration forestière avait fait signifier son opposition au déclarant, à partir de cette signification courait un nouveau délai de six mois, pendant lesquels il devait être statué sur cette opposition par le préfet ou le ministre ; s'il n'avait pas été statué dans ce délai de six mois, le propriétaire pouvait, sans tomber sous le coup de la loi, opérer les travaux de défrichement.

L'opposition formée par l'administration forestière, l'arrêté du préfet statuant sur cette opposition et la décision ministérielle devaient être notifiés au déclarant soit par huissier, soit par des agents forestiers (1), auxquels l'article 173 confère le droit de faire des actes de cette nature.

Quid en cas de nouvelle demande ? Il arrivait souvent, en effet, qu'un propriétaire, après un premier refus, renouvelait sa demande et que l'administration se dispensait d'y répondre. Le propriétaire pouvait-il interpréter ce silence comme une autorisation tacite de défricher ? La Cour de cassation a toujours répondu par la négative (2). Tout ce que pouvait faire le propriétaire, c'était de s'adresser directement au ministre qui seul, pouvait revenir sur sa décision 3-4).

(1) D'après l'instruction ministérielle du 7 mars 1834, les brigadiers et gardes reçoivent pour frais de notification et signification des actes une rétribution de 30 centimes pour chaque notification.

(2) Cass. crim. rej., 30 août 1834, aff. Rostaing, D. P. 35.1.74.

(3) Cass. crim., 7 avril 1848, aff. Jung, D. P. 48.1.199.

(4) Un décret du Gouvernement provisoire des 2-6 mai 1848 a mo-

Il était cependant certains cas où le propriétaire, qui voulait faire un défrichement, pouvait y procéder sans autorisation préalable. L'ancien article 223 du Code forestier exceptait : 1° Les défrichements s'appliquant aux jeunes bois pendant les vingt premières années de leurs semis ou plantations ; cette disposition, qui se trouvait déjà dans la loi du 9 floréal an XI, avait pour but de permettre au propriétaire, dont les plantations n'avaient pas réussi, de rendre son terrain à son ancien état de culture. Naturellement, notre article ne pouvait pas s'appliquer si les bois avaient été replantés en vertu d'un jugement ou d'une condamnation, car dans ce cas l'interdiction de défricher était absolue.

Notre exception devait encore être limitée aux terrains qui, avant d'être transformés en bois, étaient affectés à une autre culture. En conséquence il a été jugé que l'article 223 « n'était pas applicable à un terrain autrefois en nature de bois et replanté depuis moins de vingt ans, après être resté à l'état de terrain vain et vague par suite d'un premier défrichement » (1).

2° Étaient encore exceptés de la prohibition de défricher : les parcs ou jardins clos attenants aux habitations.

difié ces dispositions en ce sens que l'autorisation expresse ou tacite du gouvernement n'a plus seulement pour effet de concilier l'intérêt public avec l'intérêt privé ; ce décret contient, en outre, une mesure fiscale suivant laquelle le propriétaire qui obtient une autorisation de défricher doit payer à l'Etat une taxe égale au quart de la plus-value que le terrain acquiert. D. P. 48.4.87.

(1) Cass. crim., 18 mai 1848, aff. Mouchelet, D. P. 48.5.207.

Nous avons en cette matière toute une série de décisions judiciaires pouvant nous servir à combler la lacune du Code forestier, qui laissait sans définition les mots « parcs » et « habitations ». Jugé que « pour qu'un bois clos constitue un parc et puisse, par suite, être défriché sans autorisation, il faut qu'il ne puisse être considéré que comme l'accessoire d'une habitation principale » (1); que « la qualification de parc ne saurait résulter du seul fait qu'une forêt serait entourée de fossés ; qu'il faut, en outre, qu'il soit établi que dans la réalité la forêt est destinée à l'agrément du propriétaire combiné avec ses intérêts » (2) ; qu' « un parc entouré de murs est une clôture suffisante bien que les murs soient dégradés dans certaines parties et que même il existe une brèche d'une assez grande étendue, si cette brèche est défendue par un fossé » (3).

Quant au mot « habitation », il fallait entendre par là « non un simple bâtiment ni habité, ni habitable, mais une maison de maître d'une importance telle qu'elle démontre l'intention qu'a eue le propriétaire de vouloir réellement établir son habitation en ce lieu, et qu'on puisse la considérer comme le chef-lieu du domaine » (4).

3° Enfin la loi de 1827 exceptait : « les bois non clos situés en plaine et d'une étendue inférieure à quatre hec-

(1) Cass. crim., rej., 11 mai 1836, aff. Baron Pajot, D.P. 36.1.332.

(2) Nancy, 22 novembre 1834, aff. de Videlage, D. P. 35.2.128.

(3) Metz, 24 avril 1844, aff. de Chevigny.

(4) Nancy, arrêt précité.

tares ; lorsqu'ils ne feront pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de quatres hectares, ou qu'ils ne seront pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne. »

L'intention du législateur avait été d'interdire le défrichement des grandes masses, et c'était pour ce motif qu'un bois, même d'une étendue moindre de quatre hectares, ne pouvait être défriché s'il faisait partie d'une forêt plus considérable. Il en était de même si ce bois, non clos, était situé sur le sommet ou la pente d'une montagne. La jurisprudence n'était pas d'accord sur le sens à donner au mot montagne : tantôt elle le prenait au sens grammatical, tantôt elle entendait sous ce mot tout terrain situé en pente.

La loi de 1827 punissait le propriétaire, qui défrichait sans autorisation, d'une amende de 500 francs au moins et de 1.500 francs au plus par hectare de bois défriché ; en outre il devait rétablir les lieux en bois dans un délai fixé par le jugement, délai qui ne pouvait excéder 3 ans (art. 220). Faute par lui d'avoir effectué cette plantation dans le délai prescrit, il y était pourvu à ses frais par les soins de l'administration. Le terrain que le propriétaire était obligé de reboiser était celui même qui avait été défriché et non un autre terrain d'une égale quantité (1).

Ajoutons que les propriétaires étaient directement responsables des défrichements opérés dans les bois

(1) Cass. crim., rej., 22 juin 1826, aff. Coste-Daillant, D. P. 26.1. 395.

par les ouvriers qu'ils employaient ; « le propriétaire ne peut être affranchi de la responsabilité pénale qui pèse sur lui, qu'en fournissant la preuve que le défrichement a été le résultat d'un cas fortuit ou d'un délit commis par des tiers à son insu, contre son gré, ou à son préjudice », disait un arrêt de cassation (1).

Ce titre XV du Code forestier, nous l'avons dit, avait un caractère purement temporaire et transitoire, il ne devait avoir d'effet que pendant 20 ans à partir de la promulgation de la loi de 1827. « Tout permet d'espérer qu'à l'expiration du terme fixé par les articles transitoires, disait M. de Martignac (2), la liberté pourra être rendu tout entière à la propriété, avec les seules précautions qu'exigera toujours la situation des montagnes et des terrains penchants et ardu. Un meilleur mode d'exploitation, indiqué par l'expérience nationale et étrangère ; l'établissement de canaux et de grandes routes appelant chaque jour à une distribution plus égale les produits de nos forêts ; l'exemple des pays étrangers éclairant nos propriétaires sur le parti qu'on peut tirer des bois attendus ; toutes ces causes réunies nous assurent qu'au bout de 20 ans le titre temporaire pourra, sans danger, se détacher du corps de la loi.

« Dans vingt ans, Messieurs, que ne doit-on pas es-

(1) Cass. crim., 6 août 1846, D.P. 46.4.308.

(2) M. de Martignac, exposé des motifs sur le Code forestier, à la Chambre des députés, séance du 29 décembre 1826 ; Meaume, t. I, p. 13.

pérer de bon, d'utile et d'heureux dans un pays favorisé par la Providence. »

Ces espérances, hélas ! devaient rester vaines et les demandes d'autorisation de défricher, loin de diminuer, devinrent au contraire de plus en plus nombreuses, si bien qu'en 1846 le gouvernement se voyait de nouveau dans l'obligation d'étudier les moyens pratiques de protéger les forêts, avant que ce délai de 20 ans, fixé par la loi de 1827, ne fût expiré.

Dans ce but le ministre des finances, M. Lacave-Laplagne, présenta à la Chambre des pairs (Séance du 12 février 1846) un projet de loi ; ce projet, et d'autres qui le suivirent, devaient échouer par suite de dissentiements profonds, entre le gouvernement, la Chambre des pairs et la Chambre des députés. Malgré tout il était impossible de laisser les forêts à l'abandon, des mesures devaient être prises contre les défrichements abusifs ; encore une fois on usa d'un moyen d'attente et les dispositions transitoires du Code forestier furent successivement prorogées sans changement par les lois des 22 juillet 1847, 22 juillet 1850, 23 juillet 1851, 7 juin 1853 et 21 juillet 1856.

Mais tous ces règlements temporaires ne pouvaient suffire, ils n'offraient pas assez de garantie, et de toutes parts on réclamait une loi définitive. Du reste l'opinion publique avait fini par s'émouvoir et les journaux et les revues étaient remplis d'articles demandant au gouvernement de sauver les forêts en entravant les défri-

chements. « Accorder la faculté de défricher, disait M. de Metz-Noblat dans un article inspiré par un projet de loi rapporté devant la Chambre par M. Beugnot (1), ce serait singulièrement ajouter à la somme incalculable des misères qui attendent nos descendants ; ce serait condamner à mourir des générations entières, ce serait commettre un véritable assassinat. Le meurtrier, sans doute, ne tremperait pas ses mains dans le sang : les gens qu'il tuerait ne sont pas encore nés ; si l'imprévoyance, si l'irréflexion, si le mépris des avertissements sont des excuses, on pourrait l'absoudre au tribunal de la conscience ; mais l'avenir, moins indulgent, ne lui pardonnerait pas d'avoir creusé l'abîme dans lequel viendraient périr, du plus effroyable supplice, des multitudes gelées et affamées.

« Non, ce n'est pas seulement parce qu'elles maintiennent les terres sur les montagnes, parce qu'elles alimentent les sources, parce qu'elles préviennent la formation des torrents, que les forêts doivent être défendues avec un soin jaloux contre la destruction. C'est aussi parce que le bois est un objet de première nécessité, et que nous devons fidèlement transmettre à nos arrière-neveux un dépôt sacré, de la conservation duquel dépend leur existence. Quoi qu'en dise la commission, l'intérêt général, dans le présent et dans l'avenir, com-

(1) De Metz-Noblat, Du projet de loi sur les défrichements, *L'Espérance de Nancy*, numéros des 2, 3, 4 et 5 avril 1851.

mande impérieusement de refuser aux particuliers la faculté de défricher. »

Cette campagne menée contre le défrichement devait aboutir à la loi du 18 juin 1859, qui nous régit encore à l'heure actuelle. Cette loi a pour point de départ un projet relatif au défrichement des bois des particuliers, qui avait été présenté par le gouvernement au Corps législatif vers la fin de 1856 ; ce projet fut suivi de nombreux amendements et devint la loi de 1859 qui, enlevant au titre XV du Code forestier son caractère temporaire et transitoire, le remplaça par des dispositions nouvelles et définitives.

Les innovations apportées par la loi de 1859 ont eu pour but de régler d'une manière plus libérale et plus favorable au droit des particuliers, que ne l'avait fait le Code de 1827, les restrictions qu'il est nécessaire d'imposer dans l'intérêt public à l'exercice du droit de propriété sur les forêts particulières.

Malgré tout, quoique modifiant dans un sens moins rigoureux les dispositions transitoires du titre XV du Code forestier, elle impose une restriction encore assez grave à la propriété privée des bois.

En raison de cette loi, les particuliers ne peuvent user du droit d'arracher ou défricher leurs bois situés sur le sommet ou la pente des montagnes, qu'après en avoir fait la déclaration à la sous-préfecture, au moins quatre mois d'avance, durant lesquels l'administration peut signifier au propriétaire son opposition au défrichement.

Le préfet en conseil de préfecture donne son avis sur cette opposition. L'avis est notifié à l'agent forestier du département, ainsi qu'au propriétaire des bois, et transmis au ministre des finances, qui prononce administrativement, la section des finances du Conseil d'Etat préalablement entendue. Si dans les six mois qui suivront la signification de l'opposition, la décision du ministre n'est pas rendue et signifiée au propriétaire du bois, le défrichement peut être effectué.

Comme sous l'empire du Code forestier, l'autorisation est donc toujours nécessaire pour défricher ; mais il est permis aux propriétaires, à leurs risques et périls, de se dispenser de la déclaration s'ils estiment que le défrichement de leurs bois n'est pas susceptible d'opposition de la part de l'administration, sauf le risque qu'ils courent d'être poursuivis en cas d'erreur de leur part (1).

Toutefois, reproduisant avec quelques différences l'article 223 du Code de 1827, la loi de 1859 excepte de la procédure générale, qui doit précéder tout défrichement, certaines catégories de bois pour lesquelles le propriétaire conserve la liberté absolue de disposition qui résulte du droit commun. Aux termes de l'article 224 nouveau du Code forestier, « sont exceptés des dispositions de l'article 219 : 1° les jeunes bois pendant les vingt premières années après leur semis ou planta-

(1) Circ. administ. forestière, 4 décembre 1866, § 1.

tion ; 2° les parcs ou jardins clos ou attenant aux habitations ; 3° les bois non clos d'une étendue au-dessous de dix hectares, lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de dix hectares ou qu'ils ne sont pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne. »

Comme nous l'avons vu précédemment, à propos du Code de 1827, l'exception à la défense de défricher, admise par l'article 224 pour les jeunes bois, doit être limitée aux terrains qui, avant d'être transformés en bois, étaient affectés à une autre culture ; elle ne saurait s'étendre à un sol qui n'a été défriché que temporairement et dont la destination n'a pas été changée dans l'intervalle entre un dépeuplement et la replantation (1).

De même en ce qui concerne les semis, l'exception s'applique seulement aux bois semés de la main de l'homme, et non à ceux provenant de semis naturels (2).

La seconde exception comprend les parcs ou jardins clos, ou attenant aux habitations. Le mot « parc » n'a pas plus été défini par la loi de 1859 que par celle de 1827, il doit donc encore être entendu ici dans son sens usuel : il désigne, par conséquent, un terrain boisé de pur agrément et non de rapport (3).

(1) Cass., 18 mai 1848, arrêt précité, Mouchelet, S. 49.1.297.

(2) Cass., 14 mai 1859, Plumel, D. P. 64.5.194.

(3) Arrêt précité, Nancy, 22 novembre 1834, S. 35.2.58.

La seule différence qui existe entre ce nouveau texte et l'ancien, consiste en la substitution de la disjonctive « ou » à la conjonctive « et ». Par suite de cette nouvelle rédaction, il n'est pas sans difficulté de savoir si l'immunité, que prévoit l'article 224, est subordonnée à la double condition que les parcs et jardins soient tout à la fois clos et attenant aux habitations. La jurisprudence l'a cru cependant et a décidé que malgré la lettre du nouvel article 224, cette double condition devrait encore être exigée pour exempter un parc ou un jardin des formalités de l'article 219 (1).

Du reste cette interprétation était très rationnelle, car il ressort des travaux préparatoires de cet article que le gouvernement a entendu présenter et que la commission du Corps législatif a entendu adopter, sans aucune modification, le deuxième paragraphe de l'ancien article 223 (2). Et si le législateur de 1859 avait voulu déroger à la pratique antérieure, dérivant tant de l'article 5 de la loi du 9 floréal an XI que de l'ancien article 223 du Code forestier, et consacrée par une jurisprudence constante, les comptes rendus des travaux parlementaires feraient mention d'une innovation aussi importante. Or ils sont muets à cet égard. Dès lors, la substitution de la disjonctive « ou » à la conjonctive « et » ne peut être que le résultat d'une erreur matérielle.

(1) Riom, 11 juin 1883, D. P. 84, et Cass., 6 novembre 1885, S. 86.1.44.

(2) Exposé des motifs, D. P. 59.4.97, note 15.

La troisième exception vise les bois de moins de 10 hectares (au lieu de 4 hectares dans l'ancien texte) et non situés au sommet ou sur la pente d'une montagne. Le fait que le bois défriché avait moins de dix hectares sera souvent facile à établir par un simple mesurage ; il convient, toutefois, d'observer que ce sera au particulier poursuivi à faire la preuve que le bois ne dépassait pas la dimension voulue (1).

La solution ne sera pas difficile lorsqu'il s'agira d'un terrain d'un seul tenant, entièrement en nature de bois. Mais il n'en sera plus de même, si, par exemple, il y a plusieurs parcelles voisines, séparées par un obstacle plus ou moins sérieux et dont l'ensemble excède les dix hectares. Ainsi on peut admettre qu'il y a solution de continuité entre deux bois séparés par des terres labourables sur une distance de 30 mètres (2).

Déjà avant la loi de 1859, il avait été jugé, sous l'empire de l'ancien article 223, que les chemins publics ou privés qui traversent un massif de bois n'ont pas pour effet d'isoler de ce massif les diverses portions qu'ils séparent et dont la réunion constitue un ensemble de 4 hectares (aujourd'hui 10 hectares) et au-dessus (3). De même deux parcelles séparées seulement par un ruisseau doivent être considérées comme contiguës au sens

(1) Riom, arrêt précité 11 juin 1883, D. P. 84, 2^e partie.

(2) Déc. min. finances, 14 août 1863, et Circ. adm. for., 4 décembre 1866, n^o 43.

(3) Cass., 28 août 1847, Taillefer, S. 47.1.867

de l'article 223 (actuellement 224) du Code forestier ; si donc par leur réunion ces parcelles dépassent la contenance légale, le libre défrichement de l'une d'elles est impossible (1). De même encore il a été jugé qu'un fossé, qui n'est destiné qu'à protéger le bois contre l'envahissement des bestiaux, fait nécessairement partie de ce bois. En conséquence, l'existence d'un fossé entre deux bois appartenant à des propriétaires différents, ne détruit pas la contiguïté existant entre ces bois et n'autorise nullement à en défricher les parties qui, séparées par ce fossé, seraient d'une étendue inférieure à 4 hectares (actuellement 10 hectares) (2).

Une seconde condition imposée par la loi pour le libre défrichement des bois non clos, consiste en ce qu'ils ne doivent pas être situés en montagne sur le sommet ou sur les pentes. Ainsi doit être considéré comme situé sur le sommet de la pente d'une montagne, et, en conséquence, ne peut être défriché sans autorisation préalable, le bois situé sur une élévation, en forme d'éperon, dont le point culminant est de 510 mètres au-dessus du niveau de la mer et de 125 mètres au-dessus de la vallée, et dont la pente est en moyenne de 45 0/0 (3).

Mais la grande innovation apportée par la loi de 1859, c'est que, désormais, l'administration ne peut faire op-

(1) Cass., 6 août 1846, Frette, S. 46.1.843 ; de même Circ. adm. for., 4 décembre 1866, § 3. Nouvelle série, n° 43.

(2) Dijon, 27 juin 1832, *Répertoire alphabétique du Dalloz*, n° 2040.

(3) Cass., 13 décembre 1884, *Répertoire de la législation forestière*, t. XI, p. 289.

position que pour causes déterminées; il faut que les bois dont on demande le défrichement soit reconnu nécessaire : 1° au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes ; 2° à la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières ou torrents ; 3° à l'existence des sources et cours d'eau ; 4° à la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ; 5° à la défense du territoire dans la partie de la zone frontière ; 6° à la salubrité publique. Cette dernière cause peut paraître un peu large, mais en introduisant, malgré certaines résistances, la salubrité publique comme cause d'opposition au défrichement le législateur n'a pas entendu rendre à l'administration le pouvoir discrétionnaire qui lui était retiré d'autre part. Les termes mêmes dont s'est servi le rapporteur, M. Lélut (1), tracent aux agents chargés de l'application, les limites dans lesquelles ils peuvent invoquer la salubrité publique pour l'opposition au défrichement.

« La sixième et dernière condition d'opposition au défrichement est la salubrité publique », disait M. Lélut. « Cette condition, la commission de 1857 l'avait admise avant nous ; ce n'avait pas été, il est vrai, sans une certaine hésitation, et dans sa manière d'envisager la salubrité, cette condition d'opposition perdait beaucoup de son importance.

(1) Rapport par M. Lélut à la séance du 26 avril 1859, *Moniteur* du 31 mai, et Duvergier, *Collection des lois*, t. LIX, p. 386.

« Nous transcrivons ici, ajoutait M. Lélut, ce que le rapport de la commission de 1857 disait de cette condition. Si donc après avoir beaucoup débattu, nous avons inscrit la salubrité publique parmi les conditions d'après lesquelles peut être refusée ou accordée l'autorisation de défrichement, ce n'est pas que nous ayons eu l'intention de ranger sous ce titre général la plupart de ces conditions plus ou moins problématiques que nous venons de rappeler, et qu'en particulier, nous affirmions que les forêts sont un des éléments nécessaires de la salubrité générale d'une contrée. C'est purement et simplement parce que nous avons cru devoir admettre qu'il est des cas particuliers où l'existence d'une forêt, par exemple entre un marais pestilentiel ou au moins infect et une localité déterminée, peut importer à la salubrité ou à la santé de cette dernière. » L'administration ne peut donc s'opposer au défrichement au nom de la salubrité publique que dans des hypothèses très rares et très limitées. La loi s'en remet à elle pour en juger, ainsi qu'à la prudence de la section de l'agriculture du Conseil d'Etat.

Il en est de même pour le motif d'opposition qui concerne l'existence des sources et cours d'eau. Ce n'est pas le régime général des cours d'eau d'un bassin qui doit être envisagé, quand est examinée la répercussion possible d'un défrichement, mais bien l'effet local sur tel ou tel cours d'eau, sur telle et telle source dans le voisinage prochain du bois à arracher.

C'est dans ce sens que les instructions ont été données aux agents chargés des constatations : « S'il s'agit de l'existence des sources et cours d'eau, le rédacteur d'un procès-verbal (de reconnaissance sur le terrain) fait connaître la situation, l'importance et l'utilité des sources et des cours d'eau de la contrée, ainsi que l'influence que le défrichement projeté pourrait exercer sur leur régime (1). »

Enfin, d'après le paragraphe 5 de l'article 220 de la loi de 1859, il peut être fait opposition au défrichement du bois dont la conservation a été reconnue nécessaire « à la défense du territoire dans la partie de la zone frontière qui sera déterminée par un règlement d'administration publique ».

Un décret du 22 novembre 1859 reprenant en partie les dispositions d'un précédent décret du 16 août 1853, avait déterminé la partie de la zone frontière dans laquelle il peut être formé opposition au défrichement des bois des particuliers, dont la conservation est reconnue nécessaire à la défense du territoire. Mais un nouveau décret du 31 juillet 1861 a abrogé cette disposition et déterminé, par un nouvel état descriptif, les parties de la zone frontière soumises à cette servitude.

Celui-ci à son tour a été modifié par celui du 3 mars 1874 (2). Un décret nouveau relatif à la zone frontière

(1) Circulaire du 4 décembre 1866.

(2) Ce décret a été rendu nécessaire par les modifications apportées d'une part à la délimitation de la frontière elle-même et, d'autre

est intervenu le 8 septembre 1878 ; mais en tant qu'il s'occupe des défrichements, il ne vise que les bois soumis au régime forestier. C'est donc la délimitation de 1861, modifiée par celle de 1874, qui règle les cas où l'administration est admise à s'opposer au défrichement.

L'instruction de ces affaires continue à être confiée, conformément au décret du 16 août 1853, à la commission mixte des travaux publics (1) composée de conseillers d'Etat, dont l'un est président, de deux inspecteurs généraux du service militaire, d'un inspecteur général de l'artillerie, de deux inspecteurs généraux des autres armes, de deux inspecteurs des ponts et chaussées, d'un officier général de la marine et d'un inspecteur général des travaux de la marine.

Quant aux contraventions qui viendraient à être commises, elles sont réprimées par le conseil de préfecture, qui est compétent pour ordonner, comme en matière de servitudes militaires, la démolition des travaux, le rétablissement des lieux en leur état primitif et condamner le contrevenant à une amende.

A ces causes d'opposition au défrichement, quelques députés avaient proposé d'en joindre deux autres par des amendements proposés à la commission : la première visait les besoins de la consommation et l'insuffisance

part, au système des défenses fortifiées, à la suite des événements de 1870-1871.

(1) Décret du 31 juillet 1861, art. 3 ; Circ. adm. for., 4 décembre 1866, § 70, Nouv. série, n° 43.

de la production à un point de vue général ; la seconde, les besoins de l'approvisionnement de la marine et de l'industrie ; mais ces propositions furent repoussées ; on ne considéra pas que l'intérêt public fût assez engagé pour justifier une restriction permanente au droit de propriété.

CHAPITRE III

LE REBOISEMENT

[Lois des 28 juillet et 7 août 1860, 8 juin 1864
et 4 avril 1882.]

Quand la loi sur les défrichements fut enfin définitivement votée en 1859, le mal était déjà trop considérable pour que ses effets fussent suffisants. Interdire de convertir le sol boisé en terres labourables était, il est vrai, un sérieux appoint pour la conservation de nos forêts ; malgré tout une autre réforme, portant des atteintes encore plus profondes au droit de propriété, était devenue absolument urgente surtout dans les terrains de montagnes.

Des régions entières, en effet, avaient été complètement déboisées et privées de leurs futaies et de leurs taillis par la cupidité de certains propriétaires, leur sol en général, loin de devenir cultivable, s'était desséché et converti en véritables déserts improductifs. Bien plus, dans les terrains à pentes assez rapides, des torrents étaient nés, entraînant dans leur course les pâturages, les terres végétales, les détritux minéraux et produisant de véritables inondations, qui étaient, pour le pays, des catastrophes souvent irréparables.

Nul n'ignore, en effet, que le maintien des terres

sur les montagnes et les pentes, et que la nécessité de défendrer le sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières et torrents, sont intimement liés à la conservation des bois et forêts. La destruction des bois sur les montagnes, et même quelquefois en plaine, est une cause d'inondations rapides et violentes, qui entraînent avec elles une partie du sol ; et souvent la prospérité d'une vallée a disparu avec les bois et forêts qui la protégeaient.

« Il résulte des longues et minutieuses recherches de l'école de Nancy, recherches continuées pendant des années, avec le plus grand soin, par M. Mathieu, un des savants professeurs de l'école, de M. Ganet, directeur du domaine forestier des Barres, de MM. Fautras et Rousseau, sous-inspecteurs des forêts, que le couvert des arbres retient au minimum 15 0/0 des pluies annuelles. Du reste, tout dans la forêt retient les eaux, aussi bien les feuilles, les branches, les racines et l'humus que les parties sous-jacentes, sans compter celle qui est absorbée et évaporée par l'arbre lui-même. L'eau est emmagasinée pour l'usage des sources qui assurent la régularité des cours d'eau. Les forêts remplissent en quelque sorte, dans un bassin, le même rôle que l'estomac qui reçoit les aliments pour en répartir lentement la substance à toutes les parties du corps. C'est ce qui a permis à M. Grosse d'affirmer qu'il ne se forme pas de courants à la partie superficielle des forêts. Un bassin déboisé est dans l'état du corps humain affligé de dysen-

terie, dont la régularité de toutes les fonctions est compromise.

« Rien de plus démonstratif que l'observation du régime de cours d'eau différents.

« Ainsi, si l'on compare l'allure de cours d'eau contigus, recevant sensiblement la même quantité d'eau, dont les vallées sont boisées dans des proportions différentes, en tenant compte, bien entendu, de l'inclinaison de leurs pentes respectives, on voit tout de suite ressortir l'importance des forêts. C'est ainsi que la Tet et la Tech, dont les vallées comptent 24 0/0 de terrains boisés, de 23 à 30 0/0 de vacants et des pentes de 20 millimètres ont des crues horaires de 35 à 50 centimètres par heure, tandis que l'Agly, rivière voisine, qui ne compte que 4 0/0 de forêts, mais 50 0/0 de vacants, avec une pente moindre de 13 millimètres, a, au contraire, des crues de 50 centimètres à 1 mètre par heure.

« En résumé, quand, après une inondation, on remonte les vallées pyrénéennes, on constate qu'en montagne, l'état de conservation ou de dégradation des lieux est toujours sensiblement le même suivant le facies du sol. Sur les surfaces boisées les terrains ne sont pas entamés, on les trouve intégralement en place ; sur les surfaces gazonnées et sur les landes, on constate parfois des accidents, mais d'ordinaire ils sont de peu d'étendue. Mais sur les surfaces unies, où une fatale imprévoyance a détruit toute végétation, on voit que les torrents se sont emparés de ces terrains sans

défense, les ont fouillés impitoyablement, lançant en aval les entrailles palpitantes de la montagne et, occasionnant les désastres » dont nous avons déjà présenté le tableau.

« Ainsi se trouvent confirmées les propositions de Surell (1) : 1° La présence d'une forêt sur un sol montagneux empêche la formation des torrents ; 2° le déboisement d'une forêt livre le sol aux torrents ; 3° le développement des forêts provoque l'extinction des torrents, et, par suite, le transport des matériaux. » Et cette autre de M. Grosse, conservateur des forêts : « Il n'arrive jamais que dans un orage, quelle qu'en soit l'intensité, le couvert d'une forêt et la couche d'humus s'imbibent d'eau au point d'en être saturés, et qu'il se forme des courants sur un sol bien boisé (2). »

Ce ne sont pas seulement les pays de montagnes, mais aussi les pays de plaines, qui sont intéressés au bon état des forêts et pâturages en montagne. Les vallées inférieures sont les premières à en bénéficier. C'est ce qu'avait bien compris M. Sibille lorsque, le 5 février 1906, il vint demander à la Chambre, au nom des pays de plaines, qu'on reboise plus rapidement les montagnes. Il soutenait qu'il faut les reboiser malgré la résistance des populations de montagnes.

(1) Alexandre Surell, *Etude sur les torrents des Hautes-Alpes*.

(2) S. Guénot, Le déboisement des montagnes et les inondations, *Bulletin du premier Congrès du Sud-Ouest navigable*, tenu à Bordeaux en juin 1902, p. 128, 129, 131 et 133.

Du reste, de tout temps on s'est rendu compte de cette action bienfaisante des forêts.

Déjà les Romains savaient que les forêts arrêtent les torrents et sont très utiles en montagne, comme l'indique ce passage de Pline :

Plerumque vero damnosi torrentes corrivantur detracti collibus sylva continere ac digerere consueta (1).

Dès les siècles derniers, des administrateurs éclairés avaient appelé l'attention du gouvernement sur les conséquences désastreuses du déboisement exagéré. En 1797, un ingénieur nommé Fabre avait publié un ouvrage intitulé : *Essai sur la théorie des torrents et des rivières*, où il donnait la description complète du régime de ces cours d'eau, mais sans indiquer aucun moyen pour en atténuer les ravages. Plus tard, M. Ladoucette, préfet des Hautes-Alpes, avait publié un *Essai sur la topographie des Hautes-Alpes*. Sous la Restauration, un autre préfet, M. Dugied, avait adressé au ministre un mémoire sur le « *Boisement des Basses-Alpes* », dans lequel il insistait sur la nécessité d'empêcher les communes de dégrader le sol des montagnes par l'abus de la dépaissance.

Les troupeaux de petit bétail (chèvres et moutons) surtout avaient contribué beaucoup à la dévastation des montagnes. Arrachant de leurs dents les gazons, écrasant sous leurs sabots les jeunes pousses, déracinant

(1) Pline, *Histoire naturelle*, Liv. XXI, c. 30.

les semis, ils ne laissaient derrière eux que ruine et désolation. « La chèvre surtout, nous dit Michelet, la bête de celui qui ne possède rien, bête aventureuse qui vit sur le commun, fut l'instrument de cette invasion démagogique, la terreur du désert (1). »

Malgré cette constatation générale de la grande utilité des forêts, malgré les réclamations incessantes des forestiers, des préfets et des conseils généraux des départements intéressés, on se contentait d'interdire les défrichements, mais on ne faisait absolument rien pour favoriser le reboisement et arrêter ainsi la marche dévastatrice des torrents.

En 1841 parut l' « *Etude sur les torrents des Hautes-Alpes* » (2), de M. Surell ; publiée peu de temps après les désastreuses inondations de 1840, elle fut une véritable révélation en ce qu'elle montrait, d'une manière saisissante, que c'est dans la reconstitution des forêts seulement qu'il faut chercher le salut.

« Lorsqu'on examine, nous disait cet auteur, les terrains au milieu desquels sont jetés les torrents d'origine récente, on s'aperçoit qu'ils sont toujours dépouillés d'arbres et de toute espèce de végétation touffue. Lorsqu'on examine d'autre part les revers dont les flancs ont été récemment déboisés, on les voit rongés par une infinité de torrents qui n'ont pu évidemment se former que dans ces derniers temps. Voilà un double fait bien

(1) Michelet, *Histoire de France*, t. II, p. 54.

(2) Alexandre Surell, *op. cit.*

remarquable, partout où il y a des torrents récents, il n'y a plus de forêts, et partout où l'on a déboisé le sol, des torrents se sont formés ; en sorte que les mêmes yeux qui ont vu tomber les forêts sur le penchant d'une montagne y ont vu incontinent apparaître une multitude de torrents. »

Cet ouvrage fit une grande impression sur l'opinion publique et décida le gouvernement à préparer un projet sur le reboisement ; malheureusement ce projet échoua, de loi ainsi qu'un autre qui le suivit en 1848, présenté par M. Dufournel.

Le mal cependant augmentait de jour en jour, si bien que M. de Bouville, préfet des Basses-Alpes, avait pu dire dans un rapport adressé au ministre le 17 mars 1853 : « Si des mesures promptes et énergiques ne sont pas prises, il est presque permis de préciser le moment où les Alpes françaises ne seront plus qu'un désert. La période de 1851 à 1856 amènera une nouvelle diminution dans le chiffre de la population.

En 1862, le ministre constatera une nouvelle réduction continue et progressive dans le chiffre des hectares consacrés à la culture, chaque année aggravera le mal, et dans un demi-siècle la France comptera des ruines de plus et un département de moins (1).

(1) Ces prédictions se sont réalisées à la lettre. Le chiffre de la population, qui, pour les deux départements des Basses-Alpes et des Hautes-Alpes était en 1851 de 285.108 habitants est tombée en 1856 à 279.226 ; en 1862 à 271.468 ; en 1866 à 265.117 ; en 1872, à 258.230 ; en 1876 à 255.260. Par une progression continue qui prouve

Ce n'est qu'en 1856, à l'occasion des inondations qui marquèrent cette époque, que M. de Forcade la Roquette, directeur général des forêts, prépara un projet de loi sur le reboisement des montagnes, projet qui, plus heureux que les précédents, fut voté par le Corps législatif et le Sénat. Ce projet est devenu la loi du 28 juillet 1860, qui a été complétée par la loi du 8 juin 1864.

Cette loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement, institua un régime particulièrement rigoureux. Elle n'était pas spéciale aux montagnes, de plus elle ne visait que le boisement et non pas le gazonnement ; enfin elle ne concernait que les terrains déjà dégradés et ne s'occupait pas de prévenir de nouvelles dégradations. Quoiqu'il en soit, elle avait fait passer la question du domaine de la théorie dans celui de la pratique. Elle n'était, à proprement parler, qu'une loi d'essai, qui portait l'empreinte évidente de la préoccupation de l'administration de ne pas froisser les intérêts des populations des montagnes, et de mettre à l'exercice du pâturage le moins de restrictions possibles.

En voici les principales dispositions :

Les travaux de reboisement étaient facultatifs ou obligatoires. Les travaux facultatifs devaient être exé-

une diminution constante des moyens d'existence, la population de ces deux départements s'est réduite en 25 années de 30.000 habitants. C'est-à-dire du neuvième environ du chiffre primitif (J. Clavé, *Le reboisement des Alpes*, *Revue des Deux-Mondes*, année 1881).

cutés par les propriétaires, et l'État s'engageait à leur accorder des subventions consistant, soit en secours en nature, soit en primes en argent. Les secours en nature se composaient de graines ou de plants ; ces subventions étaient accordées en raison de l'utilité des travaux au point de vue de l'intérêt général (art. 2). Les primes en argent ne devaient être délivrées qu'après l'exécution complète des travaux (art. 3). Le reboisement ne devait être obligatoire qu'au cas où l'intérêt public l'exigeait (art. 4). Alors un décret rendu en Conseil d'Etat devait déclarer l'utilité publique des travaux et fixer en même temps le périmètre à reboiser (art. 5).

De plus, la loi voulait que ce décret fût précédé de certaines formalités destinées à éclairer sur l'utilité et l'étendue des travaux. C'étaient : une enquête d'un mois dans chaque commune intéressée, une délibération des conseils municipaux, auxquels étaient adjoints, pour l'occasion, les plus forts imposés, l'avis d'une commission administrative spéciale présidée par le préfet ou son délégué, enfin des avis émanant du conseil d'arrondissement et du conseil général. Pendant toute cette durée de l'enquête, le procès-verbal de reconnaissance, le plan des lieux, l'avant-projet préparé par l'administration forestière et un ingénieur étaient déposés à la mairie (art. 5).

Le décret était publié et affiché dans les communes, l'extrait en était notifié par le préfet aux intéressés en

même temps que le délai donné pour l'exécution des travaux et les offres de subventions de l'administration (art. 6).

Si les particuliers se refusaient à reboiser dans les conditions et dans les délais prescrits, ils étaient expropriés dans les formes résultant de la loi du 3 mai 1841. Cependant le propriétaire conservait pendant cinq ans la faculté d'obtenir sa réintégration dans ses anciens droits, à la condition de rembourser l'indemnité d'expropriation et le prix en capital et intérêts des travaux effectués. Ce délai n'était pas imposé pour les terrains des communes et des établissements publics ; à leur égard il n'était d'ailleurs pas procédé à une expropriation véritable, mais plutôt à une privation de jouissance sans indemnité, qui durait jusqu'au remboursement complet des avances (art. 8). Ce paiement du prix des travaux pouvait être remplacé par l'abandon de la moitié du terrain reboisé pour les particuliers comme pour les communes et pour les établissements publics (art. 7 et 9). Enfin l'article 11 prescrivait que la surveillance des terrains reboisés avec subvention de l'Etat, serait confiée à l'administration des forêts, et que les délits constatés seraient assimilés à ceux commis dans les bois soumis au régime forestier. Tels devaient être les délits provenant de la pâture des troupeaux sur ces terrains reboisés : les particuliers ne pouvaient pas y conduire leur bétail sans une autorisation spéciale de

l'administration jusqu'au jour où celle-ci avait déclaré les bois défensables.

L'article 13 de cette loi prescrivait la confection d'un décret réglementaire pour fixer les détails de son exécution. Ce décret ne fut pas fait aussitôt après la promulgation de la loi ; celle-ci d'ailleurs était incomplète, elle n'envisageait comme mode de restauration des terrains en montagnes que le reboisement. Or, ce mode très coûteux n'est pas applicable partout, parfois même il est inutile ; souvent il sera préférable d'y suppléer par le gazonnement, c'est ce que le législateur de 1864 a compris.

La loi du 8 juin 1864 permettait de combiner les travaux de reboisement et de gazonnement (art. 1) ; elle étendait au gazonnement les dispositions de la loi de 1860 applicables seulement au reboisement (art. 2). Le propriétaire exproprié conservait la faculté de rentrer dans ses droits moyennant l'abandon du quart seulement de son bien (art. 5). L'article 6 renvoyait pour les détails d'exécution à un décret réglementaire. Ce décret fut rendu le 10 novembre 1864 ; il réglementait à la fois l'exécution de la loi du 8 juin 1864 et celle de la loi du 28 juillet 1860 pour laquelle aucun décret n'était encore intervenu. Ce décret contenait de nombreux détails d'exécution qui ne peuvent intéresser qu'au point de vue de la pratique.

Cette législation ne donna que des résultats insignifiants ; ce fut plutôt une expérience de restauration,

qu'une véritable entreprise de reboisement et de gazonnement, qui eut lieu dans nos montagnes pendant les années qui suivirent ces deux lois. Les crédits alloués (un million par an) étaient absolument insuffisants ; aussi, tandis que la loi de 1860 prévoyait le reboisement de 1.200.000 hectares, on n'avait reboisé en 1870 que 37.609 hectares (1) ; en continuant cette progression, il aurait fallu près de trois cents ans pour restaurer nos montagnes.

Ces deux lois de 1860 et 1864 étaient injustes en ce sens qu'elles faisaient supporter aux seules régions montagneuses les charges d'opérations, qui, en somme profitaient aux vallées inférieures, mises par le reboisement à l'abri des inondations. Aussi soulevèrent-elles un vif mouvement de réprobation parmi les populations qu'elles obligeaient au reboisement. « On vit les habitants de certains villages forcer les ouvriers de l'administration des forêts à désertier les périmètres. A Barèges, les paysans mirent le feu aux pépinières et aux semis sur quatorze endroits différents » (2). Il était donc équitable que la masse des intéressés, c'est-à-dire le budget de l'Etat, supportât les dépenses ; c'est là ce que s'est proposé de faire le législateur de 1882.

Les moyens qu'adopte la loi de 1882 pour atteindre

(1) Rapport de M. Maigne à la Chambre des députés, 22 décembre 1876.

(2) Maxime Miane, *La question du reboisement des montagnes* (Paris, 1895), p. 58.

le but proposé sont de deux sortes : 1^o la restauration des terrains en montagne par le reboisement, le gazonnement ou par des œuvres d'art exécutées soit par l'Etat, soit par les propriétaires ; 2^o la conservation des terrains en montagne par la mise en défens et la réglementation des pâturages communaux.

I. — *Restauration des terrains en montagne.*

La loi de 1882 prévoit, pour la restauration des terrains de montagne, des travaux obligatoires et des travaux facultatifs.

Ces travaux de restauration des montagnes sont des travaux d'utilité publique ; or, d'après les principes généraux de notre droit administratif (1), pour les grands travaux cette déclaration d'utilité publique ne peut émaner que d'une loi. C'était revenir au droit commun dont s'étaient écartées les lois de 1860 et 1864 (2), et cette réforme doit être pleinement approuvée.

Sans doute le législateur manque de la compétence technique nécessaire pour juger de l'utilité des travaux à effectuer ; mais il ne statuera qu'après avoir été éclairé par les hommes de l'art, et son intervention donne aux intéressés plus de garanties qu'une simple décision du gouvernement ou de l'administration (3).

(1) Lois des 28 juillet, 3 août 1870.

(2) L'utilité publique était déclarée par un simple décret.

(3) En sens contraire : Tassy, *Commentaire de la loi du 4 avril 1882*.

Le législateur de 1882 alla même encore plus loin, il décida que la loi fixerait les périmètres sur lesquels les travaux seraient exécutés ; c'était le moyen d'empêcher leur extension indéfinie.

La loi déclarative d'utilité publique est précédée de formalités qui sont énumérées dans l'article 2. C'est d'abord une enquête dans chaque commune intéressée ; elle est ouverte par un arrêté préfectoral à la suite des études faites par l'administration forestière, et dure 30 jours : pendant cette période, les intéressés peuvent prendre connaissance à la mairie du procès-verbal de reconnaissance indiquant l'état des lieux, d'un avant-projet des travaux à faire et du plan des lieux.

On joint à ces pièces un extrait du plan parcellaire portant l'indication de la section de chaque parcelle et le numéro de la matrice cadastrale. Les observations sont reçues par un commissaire enquêteur pendant trois jours, après l'expiration du délai fixé. Le commissaire enquêteur, après avoir clos et signé le registre des réclamations, le transmet au préfet avec son avis motivé et avec les pièces qui ont servi à l'enquête (1).

La seconde formalité exigée par l'article 2 de la loi du 4 avril 1882, est une délibération du conseil municipal de chaque commune intéressée. Dans l'arrêté où il prononce l'ouverture de l'enquête, le préfet convoque le conseil municipal, et dans la huitaine qui suit la clô-

(1) Décret réglementaire du 11 juillet 1882, art. 2 et 3.

ture de l'enquête, le conseil municipal donne son avis et le procès-verbal en est envoyé au préfet. Le conseil municipal désigne aussi deux délégués, pour représenter la commune, dans la commission spéciale chargée d'examiner l'utilité des travaux. Ces délégués sont pris en dehors des propriétaires des parcelles du périmètre (1).

Cette intervention du conseil municipal est destinée à la défense des intérêts locaux.

L'article 2 de la loi de 1882 prescrit en troisième lieu l'avis de la commission spéciale. Cette commission se compose du préfet, président, d'un conseiller général, d'un conseiller d'arrondissement, d'un ingénieur des ponts et chaussées ou des mines, d'un agent de l'administration des forêts et des délégués des communes. L'ingénieur et l'agent de l'administration des forêts sont désignés par le préfet, absolument libre de son choix ; le conseiller général et le conseiller d'arrondissement sont choisis par leurs collègues, ou par la commission départementale dans l'intervalle des sessions. Ceux des cantons intéressés ne sont pas éligibles.

Enfin les délégués municipaux siègent seulement lorsque la commission délibère sur des travaux intéressant leur commune (2).

La commission délibère sur l'utilité des travaux et sur leur exécution, elle donne un avis qui est rédigé sous la forme de procès-verbal.

(1) *Ibid.*, art. 4.

(2) Décret réglementaire précité, art. 4, 5, 6.

Le législateur réclame encore l'avis du conseil général et celui du conseil d'arrondissement. Cet avis leur est demandé dans les sessions ordinaires et en cas d'urgence dans une session extraordinaire sur convocation du préfet.

Ces formalités remplies, le préfet n'a plus qu'à adresser au ministre de l'agriculture, avec son avis motivé, toutes les pièces relatives à l'instruction dans chaque commune (1). Le ministre prépare alors le projet de loi sur la déclaration d'utilité publique des travaux de restauration, et le dépose sur le bureau des Chambres qui sont appelées à le voter d'après les règles ordinaires.

Lorsque la loi est votée, elle est portée à la connaissance des intéressés. Cette publicité est organisée par l'article 3 de la loi du 4 avril 1882 et par l'article 8 du décret réglementaire. La loi est publiée et affichée dans les communes intéressées et un duplicata du plan du périmètre est déposé à la mairie.

Le préfet notifie en même temps aux intéressés un extrait du projet et du plan contenant les indications relatives à leurs terrains. Cette notification est faite au domicile élu des particuliers par les préposés forestiers ou par les huissiers. Pour faciliter cette notification, les plans et les extraits nécessaires sont transmis immédiatement au préfet par l'administration des forêts (2).

(1) Décret réglementaire précité, art. 7.

(2) Décret réglementaire précité, art. 8.

Les travaux obligatoires sont exécutés par l'Etat et exceptionnellement par les propriétaires ; la loi de 1882 ne fait pas de différence entre les communes, les établissements publics et les particuliers.

D'après l'article 4-1°, dans le périmètre fixé par la loi, les travaux de restauration sont exécutés par les soins de l'administration des forêts et aux frais de l'Etat.

L'Etat ne peut effectuer les travaux que sur des terrains acquis par lui, soit à l'amiable, soit par expropriation (art. 4-1°).

L'acquisition des terrains sous l'une ou l'autre forme est soumise aux règles prescrites par la loi du 3 mai 1841, tout au moins pour la partie de la procédure qui suit la déclaration d'utilité publique ; ceci résulte de l'article 13 du décret réglementaire du 11 juin 1882, car l'article 4-1° n'est pas explicite sur ce point.

L'article 4-2° apporte à la règle générale une exception : les propriétaires, qui le désirent, peuvent conserver la propriété de leurs terrains, s'ils parviennent à s'entendre avec l'Etat avant le jugement d'expropriation. Dans ce cas, il y a un véritable contrat entre l'Etat et les propriétaires du terrain ; les propriétaires deviennent pour ainsi dire des entrepreneurs de travaux publics avec lesquels l'Etat traite. Ces propriétaires, qui se sont ainsi mis d'accord avec l'Etat, conservent la propriété de leurs terrains et sont exemptés de l'impôt foncier pendant trente ans. Mais ils se sont engagés à exécuter les travaux aux clauses et conditions acceptées et

sous la surveillance de l'administration ; si ces clauses et conditions ne sont pas observées, si l'administration constate soit l'inexécution dans le délai fixé, soit la mauvaise exécution ou le mauvais entretien des travaux, le contrat entre le propriétaire et l'Etat est annulé, et une décision ministérielle ordonne qu'il soit procédé à l'expropriation dans les formes ordinaires sans nouvelle déclaration d'utilité publique. Cependant le ministre reste libre d'accorder des prorogations de délai, soit pour l'exécution de travaux en retard, soit pour la réparation d'ouvrages défectueux.

Quant aux travaux facultatifs, le législateur voulant, autant que possible, inviter les propriétaires à concourir à l'œuvre de restauration des montagnes, accorde aux particuliers, en raison des œuvres d'amélioration entreprises par eux, même en dehors des périmètres établis par la loi, des subventions consistant soit en délivrance de graines ou de plantes, soit en argent, soit en travaux. Pour avoir part à ces subventions, les particuliers doivent adresser leur demande sur timbre au conservateur des eaux et forêts ; celui-ci instruit ces demandes et les transmet au ministre de l'agriculture, qui seul a le droit d'accorder des subventions. S'il les accorde, l'administration peut imposer, et impose en fait, aux propriétaires, telles conditions qui lui plaisent. C'est ainsi que les subventions en argent ne sont payées qu'après l'exécution des travaux, au vu d'un procès-verbal de réception dressé par l'agent forestier local et

sur l'avis du conservateur. De même en cas de subventions en graines et plantes, il en est fait une estimation avant la délivrance, de sorte qu'en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution, l'Etat peut en répéter le montant.

II. — *Conservation des terrains en montagne.*

Enfin, la loi de 1882 ne s'est pas seulement préoccupée de réparer les dégâts causés par les torrents à l'aide du reboisement, elle a songé aussi à restaurer les pentes en y faisant reparaître le gazon et à les protéger par la mise en défens des terrains toutes les fois que l'état de dégradation du sol ne paraît pas suffisant pour nécessiter les travaux de restauration (art. 7).

Cette mise en défens est prononcée par un décret rendu en Conseil d'Etat (art. 7, *in fine*). Ce décret est précédé de certaines formalités ; entr'autres, il est dressé un procès-verbal de reconnaissance et un plan des lieux (1). Le décret détermine la nature, la situation et les limites des terrains à mettre en défens, il fixe la durée de cette interdiction qui ne peut excéder dix ans (loi de 1882, art. 8). Si cette période de dix ans ne peut suffire, il y a lieu de procéder à une acquisition amiable ou à une expropriation avant son expiration ; si le délai fixé est inférieur à 10 ans, il suffit pour le prolonger, dans cette limite, d'une décision de l'administration notifiée au propriétaire avant la fin de la dernière année (2).

(1) Décret réglementaire précité, art. 17 et 18.

(2) Loi de 1882, art. 8, *in fine*, décret de 1882, art. 22.

Cette mise en défens cause au propriétaire une privation de jouissance, aussi a-t-il droit à une indemnité; celle-ci en principe est établie à l'amiable et fixée définitivement par le ministre de l'agriculture. En cas de désaccord, elle est déterminée, après expertise contradictoire, par le conseil de préfecture à l'expiration du délai fixé par le décret.

Cette indemnité court à partir du jour initial de la mise en défens et est payée par année (1). Elle n'est d'ailleurs susceptible ni d'augmentation, ni de diminution, sous prétexte que l'Etat a effectué sur les terrains interdits des travaux accessoires pour parvenir plus rapidement à la consolidation des terrains, pourvu que ces travaux n'en changent pas la nature (2).

Pour ce qui est de la réglementation des pâturages, cette mesure prévue par la loi de 1882 ne s'applique qu'aux pâturages communaux ; elle ne porte donc aucune atteinte aux droits des particuliers. Du reste les pâturages possédés par des particuliers sur les montagnes sont de peu d'étendue et ils sont d'ailleurs les premiers intéressés à leur conservation. L'administration garde contre eux, comme moyen d'action, la mise en défens.

L'exécution du reboisement et du gazonnement par l'Etat, prévus et réglementés par la loi du 4 avril 1882, présente donc des avantages réels ; par suite chaque

(1) Loi de 1882, art. 8 et décret de 1882, art. 24.

(2) Loi de 1882, art. 10.

fois que ces travaux sont nécessités par l'utilité publique, si l'initiative privée refuse de les entreprendre, l'administration ne doit pas hésiter à les ordonner et à se servir pour les mener à bonne fin des restrictions que la loi lui permet d'apporter à la propriété privée, dans le but de satisfaire l'intérêt général. L'administration d'ailleurs propose ordinairement aux propriétaires d'exécuter eux-mêmes les travaux à effectuer sur leurs terrains ; il fait appel à leur bonne volonté, mais il se réserve, en vertu de l'utilité publique de l'entreprise, un droit de direction et de surveillance, et, en revanche, leur promet son concours.

En résumé, sauf certains cas tout à fait spéciaux, ou à cause de la difficulté des travaux, l'Etat tient à en conserver l'exécution ; ce n'est que sur le refus des propriétaires qu'il se met lui-même à l'œuvre.

Néanmoins cette loi prête à la critique, parce qu'elle est absolument muette sur la question des voies et moyens. La loi du 28 juillet 1860 n'était qu'une loi d'essai ; on lui avait affecté un crédit de 10 millions à dépenser en dix ans.

La loi du 8 juin 1864 sur le gazonnement n'était également qu'une loi d'essai ; on la dota encore d'un crédit de 5 millions.

Pour les canaux, les chemins de fer, pour toutes les entreprises à longue échéance, mais impérieusement réclamées par l'intérêt général du pays, des précautions ont été prises, afin qu'elles ne fussent pas arrêtées par

des embarras financiers. Il est certainement fort étrange que l'on ait cru devoir s'en dispenser dans une loi sur la restauration des montagnes. Cette négligence est d'autant plus fâcheuse, que les dépenses à faire ne sont pas de celles auxquelles il serait possible de pourvoir par des expédients.

APPENDICE. — *Fixation des dunes.*

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans dire quelques mots des dunes : Ces masses de sable que l'Océan et la mer du Nord rejettent sur les côtes, et qui, parvenues à une certaine hauteur, sont poussées par le vent dans l'intérieur des terres. Elles menacent d'envahir par leur mobilité les champs et les villages et il faut de toute nécessité les arrêter.

C'est en France que le législateur s'est, pour la première fois, préoccupé de l'envahissement des dunes.

A la suite des études faites à la fin du xviii^e siècle, sous la direction de l'Académie de Bordeaux et sur la demande de l'ingénieur Brémontier, Louis XVI songea à prendre des dispositions en vue de la fixation des dunes de Gascogne ; mais la Révolution survint et ne lui donna pas le temps de poursuivre ce projet.

Pendant les troubles des premières années de la période révolutionnaire, il ne fut plus question de la plantation des dunes.

Après de nouvelles réclamations de Brémontier, le gouvernement se décida à intervenir directement par

l'arrêté du 13 messidor an IX. Cet arrêté chargeait l'administration des ponts et chaussées d'effectuer les travaux avec le concours de l'administration des forêts, qui devait fournir les plants nécessaires au boisement. Cet arrêté ne prenait aucune mesure pour l'ensemencement des dunes appartenant aux particuliers ; il est vrai de dire que la plus grande partie des dunes de Gascogne appartenait à l'Etat comme relais de la mer et que personne n'en revendiquait la propriété.

Les essais tentés réussirent fort bien. En présence des résultats obtenus, le gouvernement, convaincu de l'utilité des semis, édicta le décret du 14 décembre 1810, dont la portée est générale ; néanmoins il n'était pas applicable aux dunes de Gascogne, qui restaient soumises à la réglementation antérieure. La légalité du décret du 14 décembre 1810 est encore reconnue aujourd'hui et c'est la seule disposition qui régit la matière de la plantation des dunes, au moins d'une manière générale (1). Néanmoins le décret du 29 avril 1862 substitua, pour la direction des travaux, l'administration des forêts à celle des ponts et chaussées.

(1) Ce décret de 1810 n'a été inséré au *Bulletin des lois* que le 27 novembre 1847. Mais dès avant cette promulgation, la connaissance générale de ses dispositions et son exécution à l'égard de toutes les personnes intéressées à la plantation des dunes valait comme promulgation tacite. On ne pouvait donc arguer du défaut de promulgation pour mettre obstacle à son application : Cass., Chambres réunies, 1^{er} juillet 1836 ; Diguant, Bourdin et autres, S. 37.1. 215 ; Macarel, *Cours d'administration et de droit administratif*, 1857, 3^e édit., t. III, p. 67.

Le décret de 1810 prévoit le cas où les dunes à ensemercer seraient la propriété des particuliers, et régle les rapports de ceux-ci avec l'Etat. Lorsque les dunes seront la propriété des particuliers, les plans dressés par les ingénieurs des ponts et chaussées (aujourd'hui par l'administration des forêts) conformément aux articles 2, 3 et 4 du décret, seront affichés et publiés, disait-il (art. 5). Cette publication devait avoir lieu dans les formes prescrites par la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation ; depuis celle-ci a été abrogée et remplacée par la loi du 3 mai 1841. On doit donc se conformer maintenant aux dispositions de cette dernière (art. 5 et suivants). La faculté est d'ailleurs laissée aux particuliers d'exécuter par eux-mêmes et sous le contrôle de l'Etat, les travaux nécessaires ; dans ces conditions ils ne sont pas troublés dans la jouissance de leur bien, si ce n'est par les restrictions apportées par l'article 6 du décret de 1810, d'après lequel aucune coupe de plantes conservatrices des dunes, ne peut s'opérer sans l'autorisation de l'administration.

Si les propriétaires se refusent à exécuter par eux-mêmes les travaux, l'administration peut être autorisée à pourvoir à la plantation à ses frais (art. 5). Dans ce cas le législateur se montre sévère pour le propriétaire, car s'il ne le prive pas de sa propriété, il lui enlève momentanément la jouissance de son bien. Lorsqu'en effet l'Etat effectue la plantation des dunes, il garde la jouissance des terrainsensemencés et conserve pour lui la

totalité du produit des fruits et des coupes jusqu'à l'entier recouvrement de ses dépenses, y compris l'intérêt des avances calculé à 5 0/0. Alors seulement les propriétaires rentrent en possession de leur bien, ils n'ont pour les dédommager de la privation de jouissance que la plus-value acquise par leurs terrains à la suite des travaux qui y ont été exécutés. De plus, ils sont obligés d'entretenir convenablement les plantations, afin que les dunes ne reviennent pas à leur ancien état de mobilité et de stérilité (art. 5 *in fine*), dans ce but ils doivent se soumettre aux dispositions de l'article 6 du décret. Leur intérêt personnel y est engagé.

On a prétendu parfois que les dispositions du décret de 1810 avaient été implicitement abrogées par les lois assurant la propriété privée contre toute autre occupation que celle résultant de l'expropriation pour cause d'utilité publique (1). Nous ne le croyons pas. En effet, le décret du 14 décembre 1810 est purement réglementaire ; or, il n'a jamais été interdit au pouvoir public de statuer, par voie de règlements, sur des propriétés privées dangereuses au point de vue de l'intérêt général. Il en résulte que l'Etat peut continuer à ensemençer les dunes des particuliers sans les exproprier et en se conformant aux seules dispositions du décret de 1810. Les propriétaires ne sont d'ailleurs privés que d'une jouissance purement nominale, puisque, tant que les dunes ne sont pas ensemençées, elles ne produisent rien.

(1) *Journal de Berck*, numéro du dimanche 7 février 1909.

L'article 9 du décret du 14 décembre 1810 n'entendait rien innover relativement aux dunes du golfe de Gascogne. Ces dunes restèrent donc soumises aux dispositions antérieures jusqu'à l'ordonnance du 5 février 1817 qui leur est relative. Conformément à celle-ci, les travaux de plantation, commencés par Brémontier, devaient être repris ; quant aux dispositions antérieures qui les régissaient, elles étaient abrogées de plein droit par la nouvelle ordonnance. Mais comme celle-ci se réfère à toutes les dispositions qui ne lui sont pas contraires (art. 9), et comme elle ne prend aucune mesure nouvelle pour la plantation des dunes des particuliers, il semble qu'il faut se reporter pour la réglementation de cette matière à l'ordonnance de 1810, qui devient dès lors applicable, sur ce point du moins, aux dunes de Gascogne.

La législation réglementant la plantation des terrains des particuliers dans les dunes n'a pas été modifiée depuis cette époque ; l'ordonnance des 15 juillet 1818-8 mai 1819 sur la réglementation des dunes du Pas-de-Calais ne comprend aucune mesure relative à la plantation, elle ne s'occupe que de la conservation de la végétation sur les dunes. Cette ordonnance du reste ne fut jamais rigoureusement appliquée ; on peut même dire que l'administration ne fit rien pour la faire respecter et que les articles 42, interdisant aux propriétaires d'entretenir des lapins dans leurs dunes, et 43, ordonnant la destruction de ces derniers par les gardes

cantonniers, restèrent absolument lettre-morte. Les plantations des dunes n'étant pas protégées finirent par disparaître sous la dent des bestiaux et surtout des rongeurs, et, à l'heure actuelle, principalement dans la partie située entre l'embouchure de la Canche et celle de l'Authie, les dunes devenues de plus en plus mobiles n'offrent plus une résistance suffisante aux assauts de la mer, si bien que des territoires entiers, uniquement protégés par ce cordon de dunes, sont maintenant exposés à disparaître sous les flots. Il est donc absolument nécessaire de prendre, sans retard, des mesures énergiques pour fixer ces dunes, et, pour cela, il suffit tout simplement d'appliquer le décret de 1810. Mais pour que semis et plantations puissent réussir, il faut avant tout, comme du reste l'administration forestière le préconise, détruire radicalement leur principal ennemi : le lapin.

« Car le lapin est un véritable fléau, nous dit M. Thélou, agent forestier à Boulogne, il se multiplie avec tant de rapidité, cause tant de dommages, qu'il lui suffit de quelques semaines pour détruire des hectares entiers de semis et de plantations. Point de semis qu'il n'attaque. Il ne maraude pas seulement pour vivre, il gaspille. A peine les oyats sont-ils repiqués, il les arrache. La graine de pin est-elle semée, il la découvre et l'expose aux intempéries. Les pins sont-ils levés, il les ronge. Il faut absolument le détruire, et le meilleur,

le seul, l'unique moyen de destruction est le lacet (1). » Ici encore aucune nouvelle loi, aucun nouveau décret n'est nécessaire, l'administration a les armes suffisantes pour obliger et procéder même s'il le faut à cette destruction des lapins. Les articles 42 et 43 de l'ordonnance du 15 juillet 1818 lui donnent tout pouvoir en cette matière.

(1) La fixation des dunes, *Journal de Berck*, numéro du dimanche 24 janvier 1909.

TITRE IV

LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE A L'ÉTRANGER

CHAPITRE PREMIER

ALLEMAGNE.

Ce problème de la conservation des forêts n'est pas spécial à la France ; dans tous les pays et de tout temps on en a reconnu l'utilité : partout le besoin d'avoir des bois s'est fait sentir.

Déjà nous trouvons dans Gallou (1) : « Ce n'est pas seulement en France que cette loi est établie, elle l'est dans tous les États des souverains, et surtout en Allemagne, comme il se voit par une ordonnance de sa majesté impériale Ferdinand premier, roi des Romains, du 17 avril 1557, art. 6 et 8, qui défend à toutes communautés et à tous particuliers de couper aucun bois, de quelque qualité qu'il soit, sans permission et consentement du Maître des eaux et forêts et ordonne de

(1) Gallou, *Conférence de l'ordonnance de Louis XIV*, t. II, titre XXVI, p. 339.

laisser de jeunes chênes pour baliveaux dans l'étendue de cinq pas l'un de l'autre.

« La dégradation est si générale, que les mémoires de Trévoux du mois de janvier 1715, à l'article de Leipzig, p. 159, disent qu'on craint d'en manquer en Allemagne, qui n'était autrefois, pour ainsi dire, qu'une vaste forêt, par la licence qu'on a eue de les abattre, par l'imprudence d'en avoir changé plusieurs en labourage et par leur mauvaise culture. »

La législation forestière actuellement en vigueur en Allemagne n'est pas, comme en France, ramassée en un seul Code. Chacun des pays de la Confédération possède, en cette matière, des lois qui lui sont spéciales, lois diverses, multiples, variées dont il faut fréquemment rechercher les dispositions dans des textes qui ne sont pas exclusivement forestiers : lois rurales par exemple, ou lois pénales pour l'application des peines. C'est dire qu'il n'est pas possible de jeter un coup d'œil d'ensemble sur cette législation, un peu touffue et parfois assez disparate.

Toutefois, en ce qui a trait au sujet qui nous occupe, des restrictions apportées à la jouissance de la propriété forestière privée, il nous paraît possible de ramener à deux systèmes principaux les prescriptions contenues dans ces lois :

Le premier est celui de la main-mise de l'Etat, suivant des modalités d'ailleurs plus ou moins rigoureuses, sur l'ensemble des forêts d'un pays.

Le deuxième, dans lequel rentre la conception française de la loi de 1859, est celui de la liberté, sous réserve de prohibitions dans certains cas déterminés (1).

« Ce dernier système, » écrit M. le docteur Graner (2), « repose sur cette idée que le libre droit des propriétaires du fonds ne doit être limité qu'autant que l'impérieuse nécessité de l'intérêt général l'exige et que par suite une division doit être faite des forêts, d'après leur importance au point de vue du bien public... »

« Ce procédé repose sur le maintien législatif de l'idée de « forêts de protection » de laquelle ont été déduites les prescriptions appliquées aux propriétés forestières. »

A. — Prusse.

C'est le système de la « Souveraineté forestière » qui a été appliqué en Prusse pendant les siècles passés ; celui de la liberté la plus large y a été substitué à la fin du XVIII^e siècle. Dans l'ancienne Prusse les ordonnances étaient très rigoureuses et interdisaient aux particuliers d'abuser de leurs forêts en les traitant contrairement aux principes de la science forestière. Mais en 1811 l'édit de culture (*Landeskulturedikt*) du 14 février vint décider que l'Etat n'avait aucun droit de surveillance sur les forêts ; les conséquences déplorables de cet édit ne tardèrent pas à se faire sentir : « Combien,

(1) En ce sens : docteur Graner : *Forstgesetzgebung und Forstverwaltung*, p. 18 et suiv.

(2) Docteur Graner, *même ouvrage*.

dit M. de Hagen (1), pourrait-on citer de contrées en Prusse qui, florissantes autrefois, ont été réduites à un état misérable par les défrichements des bois. C'est grâce à la destruction des forêts dans le Nehrungen que les côtes de la Baltique sont devenues la proie des vents et des tourmentes, que le sable des dunes a couvert des territoires autrefois fertiles, que des villages où régnait le bien-être ont totalement disparu. Dans les plaines de l'Est et du Centre, on a vu surgir tantôt des montagnes de sable mouvant, tantôt des marais immenses, là où jusqu'alors la forêt avait suffi à maintenir le sol et à absorber les eaux stagnantes. En même temps l'état hygrométrique de l'atmosphère s'est altéré et les marécages engendrent en toute saison des brouillards qui détruisent toute végétation aux alentours. Ainsi c'est une loi bien établie que, lorsque le sol va s'appauvrissant, les conditions climatiques se modifient et deviennent de plus en plus mauvaises. » Le gouvernement prussien frappé des dangers considérables que la destruction des forêts entraînait avec elle dans certaines contrées, avait, dès le début de la deuxième moitié du xix^e siècle, cherché à y remédier. Un projet de loi fut soumis à la Chambre des députés, mais sa discussion fut sans cesse retardée, et seulement le 6 juillet 1875 fut enfin promulguée la nouvelle loi sur la conservation

(1) Otto von Hagen, *Les forêts en Prusse*, cité par Sée, *Revue des eaux et forêts*, années 1869 et 1870.

et la création des forêts de protection et sur la constitution des associations forestières (1).

Aux termes de cette loi : les propriétaires, les usagers et les fermiers de certains fonds, dits dangereux, peuvent être contraints d'apporter à leurs exploitations des restrictions reconnues nécessaires par la loi, et d'exécuter certains travaux de protection et certaines cultures forestières qui leur sont ordonnés. Ils doivent contribuer aux dépenses des travaux (art. 5), et cette contribution est assimilée aux charges publiques communes (art. 17). Ce n'est pas la loi qui indique ces restrictions ou les opérations à effectuer ; c'est un tribunal spécial institué par cette loi de 1875 et qui a pour titre : « Tribunal de protection des forêts ». Il est purement et simplement composé du Comité du cercle ou du bailliage. L'initiative de demander l'exécution des travaux appartient à chaque intéressé menacé ; aux autorités locales : communes, cercles, bailliages ou associations communales ; enfin aux autorités de police du pays. Cette loi, dans son titre III (2), apporte encore un remède au morcellement qui rend impossible tout aménagement en instituant les « associations forestières ». Tombent sous l'application de la loi les forêts, qui étant voisines ou enclavées les unes dans les autres

(1) V. *Annuaire de législation étrangère*, année 1875, p. 467.

(2) Les dispositions peuvent en être rapprochées de celles de la loi française du 21 juin 1865, modifiée par celle du 22 décembre 1888 sur les associations syndicales.

ne peuvent être exploitées que par l'association commune des propriétaires. L'initiative des mesures à prendre appartient aux mêmes personnes, soit personnes privées, soit personnes morales, que celles ayant le pouvoir de provoquer un règlement de travaux sur les terrains dangereux. L'autorité administrative, qui intervient, est le tribunal de protection des forêts indiqué précédemment. Toute société, constituée comme il vient d'être dit, est placée sous la surveillance de l'Etat. Cette surveillance est exercée par le tribunal de protection des forêts « avec l'attribution et l'étendue que la loi confère aux autorités chargées de la surveillance des communes ».

Les principes conservateurs, sur lesquels repose la loi du 6 juillet 1875, ont trouvé une application plus rigoureuse encore dans la loi du 14 mars 1881 sur les bois indivis. Cette loi constitue les propriétaires d'une forêt indivise en association forcée. Cette association a de grandes analogies avec celle dont la loi de 1875 nous a permis d'étudier la constitution. Elle place les associations sous la surveillance du « Tribunal de protection des forêts » qui est appelé à approuver leurs statuts (1).

Enfin une loi un peu antérieure à celle-ci (1^{er} avril 1880), sur la police rurale et forestière, contient des dispositions qui restreignent les droits des propriétaires

(1) V. Bruand, *Annuaire de législation étrangère*, publié par la Société de législation comparée, année 1882, t. II, p. 184.

forestiers, en ce qu'elle interdit l'emploi du feu dans les bois avoisinant d'autres forêts.

B. — *Bavière.*

La propriété forestière a toujours joui en Bavière d'une protection étendue. Jusqu'en 1852 il existait un grand nombre de règlements et d'ordonnances applicables aux différentes provinces. En général les propriétaires particuliers étaient tenus de faire une déclaration des bois à abattre ou des menus produits à extraire de leurs fonds et parfois d'attendre l'autorisation de l'administration pour effectuer ces opérations.

Ces multiples dispositions furent uniformisées par le législateur et remplacées, pour tout le royaume de Bavière, par la loi du 28 mars 1852. Cette loi, elle-même, a été modifiée en plusieurs de ces points, d'abord par la loi du 18 août 1879, puis par celle du 17 juin 1896 (1).

Aux termes de cette loi, les défrichements ne sont permis que si les trois conditions suivantes se trouvent réunies (art. 34) : 1° si les surfaces déboisées doivent être, de façon évidente, employées à une meilleure utilisation, principalement comme champs cultivés, jardins, vignes ou prés ; 2° si l'existence de la forêt n'est pas nécessaire à la protection contre les accidents naturels ; 3° Si les ayants droit à la forêt ont consenti au défrichement. De plus l'article 36 fait une obligation à

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1896, Bavière, p. 196.

celui qui se propose de défricher, de faire une déclaration au service forestier.

S'il a été autorisé, il ne lui est pas loisible, soit de laisser le sol en friche, soit d'y effectuer des travaux contraires à ceux qui figuraient à sa déclaration. L'article 37 porte en effet : « Celui qui a déboisé est obligé d'utiliser le sol défriché dans le sens indiqué par application de l'article 34, § 1. »

La loi bavaroise n'a pas arrêté non plus, une fois pour toutes, le classement en forêts de protection ou non. Mais elle admet que : « les propriétaires, qui sont dans le doute si leur forêt a le caractère de forêt de protection ou non, peuvent provoquer à tout moment une décision de l'administration de police sur ce point » (art. 40).

Les coupes à blanc étoc ou les coupes qui, par leur succession, aboutiraient au même résultat, sont interdites dans les forêts de protection ; sauf autorisation du service de police forestière et sous les conditions imposées par lui (art. 39). La loi fait d'ailleurs au service forestier une obligation de refuser cette autorisation si, par le fait de la coupe rase, le vent peut devenir menaçant pour les localités ou pour les forêts voisines.

L'article 42 oblige les propriétaires à reboiser tous les vides de forêts susceptibles de culture. Enfin l'article 43 interdit de faire paître les animaux dans les forêts s'ils ne sont constamment sous la garde d'un surveillant, et les articles 45 et 46 édictent les mesures que tout propriétaire doit prendre contre les incendies et les invasions d'insectes.

C. — Wurtemberg.

Les forêts privées du Wurtemberg étaient régies par l'ordonnance forestière du 1^{er} juin 1614, qui donnait à l'administration un droit de surveillance très étendu sur la propriété forestière privée. Mais en 1879 deux lois ont été promulguées, qui abrogeant l'ordonnance de 1614 et, se complétant l'une l'autre, ont doté le Wurtemberg d'un véritable Code forestier. Ce sont :

1° La loi du 2 septembre 1879 (1) relative à la répression des délits forestiers.

2° La loi du 8 septembre 1879 (2) concernant la police forestière.

Cette dernière repose sur la conception de l'existence d'un « fonds forestier », superficie forestière essentiellement réservée à la sylviculture, sur laquelle s'exerce, en conséquence et à ce titre, la souveraineté forestière (Forsthoheit) de l'Etat. Sur cette surface consacrée à l'état boisé, tout défrichement est interdit, toute surface vide doit être reboisée. C'est au service forestier qu'il appartient de fixer les parties du territoire faisant partie de ce fonds.

En dehors de ce « fonds forestier » dans toutes les forêts, le défrichement, la coupe à blanc étoc et les forêts éclaircies sont interdites, sans autorisation.

Enfin si un propriétaire administre en dehors des règles admises, s'il compromet l'état boisé, le service

(1-2) *Annuaire de lég. étrangère*, année 1879, Wurtemberg, p. 223.

forestier peut prononcer « la limitation temporaire du propriétaire dans la libre administration et l'utilisation de la forêt » (1).

D. — *Grand Duché de Bade.*

Dans le Grand-Duché de Bade la propriété forestière est régie par les lois des 15 novembre 1833, 27 avril 1854 et 25 février 1879 (2). Aux termes de ces lois : aucun défrichement ne peut avoir lieu sans l'autorisation de l'autorité forestière d'Etat. Une coupe à blanc étoc ou une coupe équivalant à une coupe rase par ses résultats, ne peuvent être entreprises sans l'autorisation du service forestier ; cette autorisation ne peut d'ailleurs être refusée s'il est évident que le repeuplement des surfaces dénudées sera effectué, tant à raison des circonstances locales que des garanties présentées par le propriétaire. Des prescriptions existent également en ce qui concerne l'exploitation. Si la forêt est administrée d'une façon désordonnée qui puisse faire craindre la destruction, ou une menace de destruction de l'Etat boisé, les procédés employés peuvent être interdits ; il en va ainsi quand les méthodes d'exploitation n'assurent pas le repeuplement ou que les produits accessoires sont enlevés de façon telle que l'avenir de la forêt en soit compromis.

(1) Dr Graner, *Forstgesetzgebung und Forstverwaltung*, p. 55.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, année 1879, Grand-Duché de Bade, p. 233.

Les surfaces forestières susceptibles de culture doivent être boisées.

Si le propriétaire forestier ne défère pas à la mise en demeure qui lui en est faite, les travaux seront exécutés, s'il y a lieu, à ses frais, sous la direction du service forestier, par l'administration du cercle. Une singularité de la loi forestière badoise rappelle celle que nous avons signalée dans la loi forestière du Wurtemberg. En cas d'opérations contraires aux prescriptions précédemment mentionnées de la loi, la forêt des propriétaires délinquants peut être placée temporairement sous le régime forestier, et il lui est fait application des dispositions qui concernent les forêts des communes (1).

E. — Saxe.

Dans le royaume de Saxe, c'est le régime de la liberté absolue qui a prévalu. La matière était réglée par une ordonnance du 8 septembre 1560. Depuis est intervenue la constitution de 1831 dont l'article 27 porte : « La liberté des personnes et la gestion de leurs propriétés ne sont soumises à aucune restriction, qui ne soit prescrite par le droit et la loi. » Il ne s'ensuit pas que les lois antérieures aient été abrogées ; mais, en fait, le défrichement est devenu libre d'une façon absolue.

(1) Dr Graner, *op. cit.* précédemment, p. 62 et suiv.

CHAPITRE II

ANGLETERRE.

En Angleterre nous ne trouvons pas de lois forestières spéciales, les forêts sont régies par les mêmes lois que les autres propriétés ; l'Etat même n'a pas d'administration forestière. La grande utilité des forêts, cependant, n'en a pas moins été reconnue ; la nécessité d'avoir des terrains boisés s'est fait sentir comme dans tous les pays, et le grand problème du reboisement, quoique indirectement, a été posé aussi devant le Parlement. Une commission royale de 19 membres a été nommée, en effet, le 31 mars 1908 pour étudier les moyens d'occuper les ouvriers sans travail. Et il lui a semblé que le meilleur était de les employer au reboisement. Elle estime à trois millions 600.000 hectares la superficie des terrains que l'on peut reboiser sans dommage appréciable pour l'agriculture. Mais comme un propriétaire hésitera souvent à sacrifier un revenu immédiat, si faible soit-il, et à immobiliser un capital en vue d'un avantage lointain, elle pense que l'Etat qui ne meurt pas, sera presque toujours mieux à même que les particuliers de mener à bien l'entreprise. En principe donc, l'Etat doit exproprier et, puisque ce sont les géné-

rations futures qui recueilleront les bénéfices, il doit demander à un emprunt les ressources nécessaires.

La commission propose deux systèmes. Le premier consisterait à planter 60.000 hectares par an pendant 80 ans ; il a l'inconvénient d'être coûteux et de diminuer de 4, 81 0/0 la production de la viande de boucherie, mais il occuperait tout de suite un grand nombre de sans-travail. Le second prévoit le reboisement de 2.400.000 hectares seulement, choisis parmi les terrains de qualité inférieure, à raison de 30.000 par an. Cette combinaison coûterait beaucoup moins cher et nuirait beaucoup moins à l'élevage. L'État débourserait 1.125.000 francs la première année, davantage les années suivantes jusqu'à la 40^e où le coût serait de 39 millions. Mais de la 40^e à la 70^e année, les revenus balanceraient les charges de l'emprunt, après 70 ans le domaine forestier aurait atteint une valeur de 8 milliards, dépassant d'un milliard et demi le total des débours et produisant un revenu de 248 millions (1).

(1) Voir : *La France automobile et aérienne*, numéro du 3 avril 1909, et l'article de M. Louis Vigouroux, rapporteur de projets de lois à la Chambre, dans les *Idées modernes*.

CHAPITRE III

AUTRICHE-HONGRIE.

L'Autriche et la Hongrie n'ont pas les mêmes lois forestières, les forêts dans l'un et l'autre pays sont soumises à un régime différent.

A. — *Autriche.*

L'Autriche a été dotée d'un Code forestier par la loi du 3 décembre 1852, mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1853. Les restrictions imposées par cette loi, au droit de propriété forestière privée, portent sur quatre points :

1° Restrictions quant au défrichement.

L'article 2 nous dit : « Sans autorisation, aucun fonds forestier ne peut être distrait de l'état boisé et transformé à d'autres fins. L'autorisation n'est donnée, pour les forêts d'empire, que par le ministère compétent....

« Pour les forêts communales et les forêts privées, l'autorisation est donnée par le Kreisbehörde (administration d'arrondissement) qui entendra sur la question, en premier lieu, le propriétaire lui-même, conjointement avec ceux qui peuvent prétendre à certains droits sur ladite forêt, et qui décidera si, à raison de considé-

rations d'ordre public, l'autorisation peut être octroyée ou non. Au cas où des objections de droit privé seraient soulevées par d'autres personnes, le Kreisbehörde renverra le pétitionnaire au juge de droit commun, pour faire valoir ses droits. Jusqu'à la décision à intervenir, aucun changement préjudiciable ne peut être apporté à l'état de la forêt. La transformation non autorisée, du fonds forestier en un autre fonds est punie d'une amende de un à cinq gulden (1) tous les 60 ares. Les parties de forêts dont il s'agit sont nécessairement reboisées au bout d'un délai raisonnable fixé par experts. Si le reboisement n'est pas effectué dans le délai fixé, la peine est double. »

D'après l'article 4, le traitement abusif de la forêt, d'où il résulte que son avenir se trouve compromis, est interdit à l'égal du défrichement et puni des mêmes peines. Si, par suite des pratiques exercées, le reboisement est devenu tout à fait impossible, la peine sera élevée à 10 gulden tous les soixante ares.

II. — *Restrictions quant aux exploitations.*

La loi prévoit quatre cas où les exploitations doivent être réglementées : 1° défense contre le vent ; le propriétaire est tenu de laisser inexploitée une bande protectrice (Windmantel) de 37 mètres de largeur (art. 5) ; 2° défense contre l'effritement du sol ; les exploitations ne doivent être faites que par bandes étroites ou par le

(1) Le gulden correspond à environ 2 fr., 40 de notre monnaie.

jardinage (art. 6) ; 3^e défense contre les éboulements et les érosions ; dans les forêts situées sur les pentes des montagnes ou sur les bords non rocheux des fleuves et rivières, l'extraction des souches ne pourra avoir lieu qu'autant que des mesures auront été prises pour que la dégradation soit localisée (art. 7) ; 4^e forêts grevées de servitudes ; les forêts particulières, sur lesquelles pèsent des servitudes forestières ne doivent pas être simplement conservées, mais aménagées de façon à pouvoir satisfaire, d'une façon continue, les ayants droit ; et au cas où il n'y a pas entente entre les propriétaires grevés et les usagers, le plan d'aménagement est arrêté par l'administration (art. 9).

Enfin, dans certaines circonstances, l'administration de forêts particulières peut échapper d'une façon complète à leurs propriétaires : c'est le cas des forêts mises au ban (art. 20). La mise au ban d'une forêt est ordonnée, par exemple, pour la protection d'une exploitation de chemins de fer, pour servir d'abri contre les avalanches, les chutes de rochers, etc., ou bien encore, en Dalmatie, pour servir de refuges aux bêtes aumailles qui ont été mises au ban. Mais si les forêts privées peuvent être mises au ban dans l'intérêt public et si des limitations très importantes peuvent être apportées à la jouissance du propriétaire, il est bon de remarquer cependant que celui-ci a un droit ouvert à l'indemnité.

III. — *Restrictions quant au pâturage.*

L'article 10 de la loi de 1852 porte interdiction, tant pour le propriétaire que pour les usagers, de mener les bêtes au parcours en forêt dans les cantons de jeunes coupes dans lesquels le bétail serait nuisible au repeuplement naturel de bois déjà existants ou aux plantations nouvelles, et dans les autres cantons d'introduire plus de bestiaux qu'il ne s'y trouve de nourriture disponible.

IV. — *Restrictions quant à l'emploi du feu
et aux dégâts causés par les insectes.*

Pour l'emploi du feu dans les bois des propriétaires particuliers, l'article 44 dit simplement : « Pour l'allumage des feux ou l'usage des matières inflammables dans les forêts, ou au bord des forêts, il y a lieu à la prudence la plus stricte.

« Si en négligeant les règles de la prudence, ou par suite de toute autre faute, des dégâts sont causés par l'incendie, le coupable devra payer une indemnité pour les dommages qui en découlent et peut, suivant les circonstances, si la loi pénale de droit commun ne peut être appliquée, être condamné à une amende en argent de 5 à 20 gulden ou à une peine d'emprisonnement de un à huit jours. »

Quant aux dégâts commis par les insectes, l'article 50 oblige les propriétaires de forêts à faire une déclaration et ensuite à se soumettre pour leur destruction aux instructions de l'administration, qui en cas de refus peut recourir aux voies de contrainte.

Enfin des lois postérieures sont venues compléter ces dispositions du Code de 1852. Ce sont : 1^o La loi du 7 juin 1883 (1) relative à la réunion au territoire forestier des enclaves étrangères et à la régularisation des limites des forêts ; 2^o la loi du 30 juin 1884 concernant les mesures pour la correction des torrents de montagnes ; 3^o la loi du 1^{er} mars 1885, spéciale à la Carinthie, qui interdit dans certaines forêts les coupes blanches de plus de 25 ares, à moins d'une déclaration préalable ; 4^o la loi du 7 août 1895 complétée par celle du 11 décembre 1899, spéciales au duché de Salzbourg, et la loi du 5 juin 1897 applicable au Tyrol, qui interdisent les coupes excédant les besoins ordinaires de la maison ou du fonds qui ne seraient pas déclarés au service forestier.

B. — Hongrie.

En Hongrie les forêts sont actuellement régies par la loi du 11 juin 1879 (2), qui a remplacé la loi de 1807, et qui fut elle-même complétée par la loi XIX de 1898 (3).

La loi de 1879 a un caractère nettement conservateur ; elle a été visiblement inspirée par les appréhensions que causait au législateur le péril grandissant de

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1884, Autriche. Notes de M. Paisant, président du tribunal de Versailles, p. 370 et suiv.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, année 1879, traduction et notes de M. Léon Bruand, inspecteur des forêts, p. 317 et suiv.

(3) Loi XIX de 1898 sur la soumission au régime forestier de l'état des forêts communales et autres forêts et surfaces dénudées, etc. Budapest, imprimerie de la Société « *Patria* », 1899.

la disparition des forêts, péril signalé avec insistance par le Congrès international agricole et forestier réuni à Vienne à l'occasion de l'exposition universelle de 1873. Arrêter le mal, là où il en est temps encore, le réparer là où il s'est propagé, et pour cela, restreindre, autant que faire se peut, les droits des propriétaires, tant publics que privés : tel est le but que s'est proposé le gouvernement hongrois en présentant son projet de loi.

Cette loi du 12 juin 1879 prévoit la détermination des « forêts de protection », c'est-à-dire de celles qui « situées sur des parties rocheuses et élevées, dans les hautes régions des Alpes, sur les versants et les plateaux, servent au maintien des terres et empêchent la formation d'éboulements, d'avalanches ou de torrents, ainsi que celles dont la disparition pourrait compromettre la fertilité des régions inférieures et la sécurité des chemins, ou donnerait accès aux vents dangereux » (art. 2). Ces forêts, une fois déterminées administrativement, jouissent d'une exemption totale ou partielle d'impôts en compensation des restrictions légales apportées à la jouissance des propriétaires.

Dans ces forêts de protection, non seulement le défrichement est interdit (art. 4), mais aussi les coupes à blanc étoc et autres exploitations abusives (art. 5), de même que l'extraction des souches (art. 6) et l'enlèvement de la litière (art. 8). Elles peuvent être mises en défens, ou tout au moins le pâturage peut y être réglementé

(art. 7). En outre des amendes (1) encourues par les propriétaires pour défrichement ou exploitation contraires aux règles prescrites, des travaux de reboisement peuvent être ordonnés et exécutés aux frais de ces propriétaires (art. 47).

La loi hongroise s'est aussi préoccupée du boisement des terrains nus où le sol a besoin d'être consolidé dans l'intérêt public. D'après l'article 165, le ministre de l'agriculture, sur la proposition de l'administration des forêts et après enquête, fait entreprendre le reboisement des terrains dont l'intérêt public exige la restauration. Les dépenses en principe sont supportées par ceux qui profitent des travaux. Le propriétaire peut faire exécuter le travail exclusivement à ses frais ; mais en cas de refus de sa part, parce que le reboisement profite plus aux propriétés voisines qu'à la sienne, les propriétaires voisins doivent former avec lui une société qui sera constituée par une décision du Comité administratif (art. 166).

Celui-ci règle les charges de chacun des intéressés, qui ont un recours devant le ministre contre les décisions du Comité (art. 167).

La société a la faculté d'exproprier (art. 174), mais

(1) 100 à 400 gulden par arpent pour défrichement des terrains désignés à l'article 2 ; 50 à 300 gulden par arpent pour défrichement de sols impropres à d'autres cultures ; 50 à 300 florins pour coupes à blanc étoc non autorisées dans les forêts de protection désignées à l'article 2.

les anciens propriétaires peuvent obtenir leur réintégration dans un délai de six ans à la charge de rembourser l'indemnité qui leur a été allouée, les frais et les intérêts à 6 0/0 (art. 175).

Enfin la loi XIX de 1898 décide dans son article 1^{er} que les surfaces dénudées dont le boisement doit être effectué par les associations mentionnées à l'article 166 de la loi XXXI de 1879, seront obligatoirement soumises au régime forestier de l'Etat.

Ainsi donc, il ressort de cet examen que la loi hongroise divise les forêts du pays en deux zones :

1° Une zone de plaine, dont les bois privés sont en terrain stable, complètement indemnes des obligations imposées par la loi aux propriétaires particuliers, avec cette exception cependant de certaines restrictions dans le cas de sable mouvant ou inaptes à d'autres cultures.

2° Une zone que nous pourrions appeler zone dangereuse, où la nécessité de la conservation de l'état boisé étant reconnue, les forêts privées sont soumises aux limitations importantes qui ont été exposées.

Le législateur hongrois a eu la hardiesse, pour couvrir celle-ci d'une protection rigoureuse, d'employer des moyens coercitifs qui ne sont pas sans gêner les propriétaires privés dans leur indépendance, mais qui, il faut le reconnaître, s'ils sont appliqués avec toute l'ampleur que leur a donnée la loi, ne peuvent manquer d'assurer, par le maintien intégral de l'état boisé, l'avenir et le salut du pays.

CHAPITRE IV

ITALIE.

La loi italienne du 20 juin 1877 (1) détermine les conditions dans lesquelles les terrains boisés des particuliers seront soumis à la servitude dite forestière, laquelle consiste uniquement dans la prohibition du défrichement. Les motifs d'application de cette servitude sont analogues à ceux de la loi française : maintien du sol dans les régions montagneuses, régime des eaux, hygiène locale (art. 1 et 2). Seulement, tandis qu'en France l'autorité administrative apprécie successivement, au fur et à mesure des demandes faites par les propriétaires, si l'opposition au défrichement doit être formulée, d'après la loi italienne, cette appréciation a lieu une fois pour toutes, au moyen d'une procédure confiée aux Comités forestiers, qui dressent, par commune, la liste des terrains soumis à la servitude. Ces listes sont publiées pour que les intéressés puissent exercer leurs recours ; elles entraînent ensuite une prohibition irrévocable (art. 6 et 8).

(1) *Annuaire de législation étrangère*, Italie, année 1877. Traduction et notes de M. Raphaël Gonse, chef de bureau au ministère de la justice, p. 388 et suiv.

Cette loi italienne, du 20 juin 1877, contenait aussi des dispositions relatives à la restauration des montagnes, mais applicables seulement jusqu'à la limite supérieure de la zone des châtaigniers (art. 37).

Ces terrains soumis à la loi de 1877 avaient été immédiatement désignés dans chaque province par le Comité forestier. Les ministres de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, les provinces et les communes pouvaient provoquer le reboisement des terrains désignés ; les travaux étaient exécutés aux frais de l'Etat, des provinces ou des communes, sous la direction du Comité forestier. On pouvait recourir à l'expropriation des parcelles, s'il y avait lieu. Le propriétaire pouvait conserver son terrain à la condition de procéder au reboisement ; il devait en faire la déclaration avant de commencer les travaux, les entreprendre lui-même dans les six mois et les achever dans le délai fixé par le Comité (art. 11 et 12). Les propriétaires pouvaient dans ce but constituer des syndicats capables d'exproprier ceux d'entre eux qui refusaient d'en faire partie si leurs terrains étaient absolument nécessaires (art. 13 et 14). La loi du budget pouvait autoriser l'administration à acquérir des terrains nus pour les reboiser ou en concéder à cette condition (art. 12 *in fine*).

Cette législation a été remaniée depuis par la loi du 1^{er} mars 1888 sur le reboisement (1) qui présente beau-

(1) *Revue des eaux et forêts*, année 1888, p. 580.

coup d'analogie avec la loi française de 1882, mais qui en simplifie les formalités préliminaires. Au lieu d'attribuer, comme le fait la loi française, au législateur seul le droit de déclarer l'utilité publique des travaux et d'exiger de nombreuses enquêtes, la loi italienne, sur l'initiative du ministre de l'agriculture (art. 1 et 2), laisse au Comité provincial, au Conseil forestier et au Conseil supérieur des travaux publics, le soin d'établir le projet, le plan et les devis (art. 3). Le ministre statue ensuite sur les réclamations des intéressés et approuve définitivement les projets. D'ailleurs, la loi italienne, comme la loi française, permet aux propriétaires d'exécuter les travaux et au besoin de se syndiquer pour les entreprendre ; elle règle du reste le fonctionnement de ces syndicats (art. 5 à 14). C'est seulement lorsque les propriétaires refusent de faire les travaux qu'il y a lieu d'exproprier (art. 15). Le rachat des terrains moyennant le remboursement de l'indemnité et des dépenses faites est possible dans un délai de cinq ans (art. 17).

CHAPITRE V

SUISSE.

Dans la législation forestière française, on s'est particulièrement attaché à une détermination à faire entre les différentes forêts, suivant la qualité du propriétaire. Le législateur suisse est parti d'un point de vue différent. La division est faite entre les forêts, suivant l'intérêt plus ou moins grand que présentent les mesures de conservation. D'une part, donc, les forêts protectrices, de l'autre les forêts non protectrices.

L'article 24 de la Constitution fédérale suisse du 24 mai 1874 disait : « La Confédération a le droit de haute surveillance sur la police des endiguements et des forêts dans les régions élevées. Elle concourt à la correction et à l'endiguement des torrents ainsi qu'au reboisement des régions où ils prennent leurs sources, elle décrète les mesures nécessaires pour assurer l'entretien de ces ouvrages et la conservation des forêts existantes. » La Constitution renvoyait donc à des dispositions postérieures.

Ces dispositions devaient se trouver dans les lois fédérales des 24 mars 1876 (1) et 22 juillet 1877 (2).

(1) *Annuaire de législation étrangère*, notes de M. Raphaël Gonse, chef de bureau au ministère de la justice, année 1876, p. 539.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1877, Suisse, p. 611. Notice de M. Raphaël Gonse.

Celle du 24 mars 1876 instituait pour la première fois sur le territoire suisse des forêts protectrices, mais dont le champ d'application était limité, par les termes mêmes de l'article 24 de la constitution, aux forêts des régions élevées. Pour celles-là les prescriptions de la loi fédérale étaient, sur certains points, rigoureuses : elles soumettaient, notamment, à la réglementation administrative l'exploitation des bois des particuliers eux-mêmes.

En ce qui concernait le reboisement, ces lois ne faisaient que le prescrire quand l'intérêt public l'exigeait, elles chargeaient les législations cantonales de régler la répartition des dépenses (loi de 1876, art. 27 et 28). La législation fédérale posait le principe de l'expropriation des terrains à restaurer, mais elle laissait aux cantons le soin d'en déterminer l'emploi (loi de 1877, art. 8).

La Confédération pouvait, par l'intermédiaire des cantons, accorder des subventions pour les travaux de défense quand la demande en était faite.

A l'usage, il fut reconnu que ces lois étaient insuffisantes et qu'il importait de rendre leurs dispositions applicables en dehors de cette zone de hautes montagnes, car des régions entières, comprenant tout ou partie de la plupart des cantons, échappaient totalement à leur action.

A la suite du vote du peuple suisse et des cantons du 11 juillet 1897, l'article 24 de la Constitution fut modifié ainsi qu'il suit :

« La Confédération a le droit de haute surveillance sur la police des endiguements et des forêts. » Il n'était plus

question de circonscrire aux seules régions élevées le rôle à jouer par la Confédération. Dès lors, un nouveau projet fut soumis par le Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale dès le 1^{er} juin 1898.

C'est de ce projet qu'est sortie « la loi fédérale concernant la haute surveillance de la Confédération sur la police des forêts » du 11 octobre 1902 (1).

L'article 1^{er} de la loi ne fait que rappeler, sous une forme différente, la disposition de la constitution : « La Confédération exerce la haute surveillance sur la police des forêts dans toute l'étendue du territoire suisse. » Ces forêts sont classées en deux catégories : les forêts protectrices, dont la conservation est indispensable à l'intérêt public, et les forêts non protectrices dont la conservation est simplement utile.

« Sont forêts protectrices celles qui se trouvent dans le bassin de réception des torrents et celles qui, par leur situation, assurent protection contre les influences climatologiques nuisibles, les avalanches, les chutes de pierres et de glaces, les éboulements, les affouillements ou contre les écarts considérables dans le régime des eaux » (art. 3).

Toutes les forêts de l'Etat, des communes et des corporations publiques sont soumises, sans exception,

(1) Voir texte de cette loi dans le rapport fait par M. F. David devant la Chambre des députés et annexé au procès-verbal de la séance du 11 juillet 1908, *Doc. parl.*, pièce n° 1993, p. 37 et suiv. et *Annuaire de législation étrangère*, année 1902, p. 476, notice de M. Pascaud.

comme bois publics, aux dispositions concernant les forêts protectrices. Quant aux forêts des particuliers, les règles à leur appliquer, en vertu de la loi du 11 octobre 1902, diffèrent suivant qu'elles ont été classées protectrices ou non protectrices.

Aux termes de l'article 26 pour toutes les forêts privées, il a paru au législateur utile de recommander la réunion parcellaire de ces forêts, en vue de leur aménagement et de leur exploitation, suivant un plan commun, la législation cantonale devant stipuler les conditions dans lesquelles se fera cette réunion. De plus, la législation fédérale a prévu un cas où cette réunion parcellaire sera obligatoire : c'est celui où « les forêts protectrices appartenant à des particuliers se trouvent dans des situations exceptionnellement exposées, notamment dans les bassins de réception des torrents et forment un ensemble ayant une étendue considérable, le gouvernement cantonal ou le Conseil fédéral pourront exiger alors une réunion parcellaire dans le sens de l'article 26 de la présente loi » (art. 28). En dehors de cette obligation possible de réunions parcellaires, les propriétaires particuliers de forêts protectrices sont encore astreints : à la délimitation et au bornage de leurs propriétés (art. 27), à l'interdiction de défricher (art. 31) et même de couper les bois à blanc étoc (art. 18) ; au maintien de la superficie des pâturages boisés (art. 20) ; au rachat des servitudes et droits nuisibles (l'article 27 assimile ici les forêts protectrices privées aux forêts publiques en ce

qui concerne ce rachat, et leur fait application des articles 21 et 24) ; au reboisement (art. 36) si les terrains se trouvent dans les conditions par lesquelles l'article 3 a caractérisé les forêts protectrices ou si ces mesures contribuent à la protection de forêts existantes ou à créer ; et enfin à observer les modes de coupes et d'exploitations ordonnés par la loi (art. 29). Cet article 29 prescrit aux cantons de veiller non seulement à ce qu'il ne soit pas fait de coupe rase, mais aussi à ce qu'il ne soit pas pratiqué, dans les hautes futaies d'exploitations considérables destinées à la vente ou à une industrie du propriétaire dans laquelle le bois serait principalement employé.

C'est là une limitation très importante du droit du propriétaire en ce qui concerne la libre disposition des produits de sa forêt. Quand les forêts sont reconnues non protectrices, leurs propriétaires ne sont pas pour cela affranchis de toute obligation, certaines restrictions sont encore apportées à leur droit de propriété (art. 30), telles que : interdiction de défricher sans autorisation et sans boisement d'une étendue équivalente à celle défrichée (art. 31), obligation de repeupler les coupes et de reboiser les vides (art. 32) et enfin maintien de la superficie des pâturages boisés.

En compensation des charges qui leur sont imposées, la loi fédérale de 1902 accorde aux propriétaires particuliers des subventions dont l'importance varie avec celle des restrictions imposées et surtout avec celle

des intérêts à sauvegarder. Ces subventions sont de trois sortes : 1° subventions de 50 à 80 0/0 des dépenses pour les travaux relatifs à la création de nouvelles forêts protectrices ; 2° subventions pouvant aller jusqu'à 50 0/0 des dépenses, pour les autres travaux de défense et pour l'établissement de clôtures reconnues nécessaires ; 3° enfin la loi ajoute : « La Confédération paie de plus, aux propriétaires du sol, une indemnité de trois à cinq fois la valeur du rendement annuel, calculé sur la moyenne des dix dernières années » (art. 42).

La nouvelle loi fédérale du 11 octobre 1902 n'est entrée en vigueur que le 1^{er} avril 1903 et fut complétée, peu de temps après, par l'ordonnance d'exécution sur la police des forêts du 13 mars 1903.

Aussitôt, les cantons se mirent à modifier, conformément aux dispositions de la nouvelle loi fédérale, leurs lois et ordonnances sur les forêts, et nous pouvons relever dans la loi forestière du canton de Vaud du 23 novembre 1904 (1), un certain nombre de réformes et d'améliorations d'une très grande importance. Ainsi, d'après l'article 13 de cette loi : « Les coupes rases ne peuvent se faire qu'avec l'autorisation préalable du département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. » Et l'art. 14 ajoute : « Sont en outre soumises à l'autorisation préalable de l'inspecteur forestier de l'arrondissement :

(1) *Annuaire de la législation étrangère*, année 1904, Suisse, p. 301.

« 1° Toutes les exploitations dont le montant total excéderait 20 mètres cubes à prendre pendant l'année en une ou plusieurs coupes sur une même propriété.

« 2° Toute coupe interrompant le massif, au point d'exposer les bois restant sur pied et les forêts avoisinantes aux dégâts causés par les vents.

« 3° Toute coupe découvrant le sol à tel point que l'accroissement de la forêt et son rajeunissement seraient compromis (1). »

Cette loi de 1904 réglemente même les époques d'exploitation : « Il ne peut être fait aucune coupe, exploitation ou façonnage de bois dans les forêts de plaine du 1^{er} mai au 15 septembre et dans les forêts de montagne du 16 juin au 15 août », nous dit l'article 18. Pour les chênes destinés à être écorcés, ce terme peut être reporté au 1^{er} juin dans les forêts de plaine. Quant aux résineux abattus, « ils devront être écorcés pour le 1^{er} mai dans les forêts de plaine, et pour le 15 juin dans les forêts de montagne » (art. 22).

Bien plus, si une invasion de bostryches est à redouter, plus de délai pour le propriétaire, le département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce peut ordonner en tout temps l'écorçage et l'enlèvement immédiat hors de la forêt de tous les bois exploités ; il peut même, dans ce cas, ordonner l'écorçage immédiat des bois pour lesquels cette opération n'est pas obliga-

(1) Ces deux articles 13 et 14 ne s'appliquent pas aux forêts traitées en taillis simple (art. 15)

toire en temps ordinaire, ainsi que la destruction par le feu des écorces, menus bois et débris de coupes (art. 24).

Enfin, si la forêt a été déclarée protectrice, « aucune exploitation ne peut se faire si elle n'a été préalablement autorisée par l'inspecteur forestier d'arrondissement, qui décidera en même temps si le façonnage des bois en forêt peut être toléré et quels sont les emplacements où il pourra se faire » (art. 56).

CHAPITRE VI

AUTRES PAYS.

A. — Roumanie, Serbie et Grèce.

La loi roumaine du 24 juin 1881 (1) ressemble beaucoup à la loi italienne. Elle organise le régime forestier, c'est-à-dire prohibe le défrichement sans autorisation donnée par décret royal, pour les forêts des particuliers situées « sur les cimes et les côtes des montagnes, sur les collines des contrées de montagne, ainsi que pour les forêts qui pourraient servir, dans ces régions, comme défenses nécessaires aux chaussées et aux chemins de fer » (art. 11).

D'après l'article 13, « est également défendu le défrichement des forêts jugées nécessaires :

« a) Pour la protection des digues, des bords de rivières, des ravins et pour empêcher des éboulements de terres ou de sables.

« b) Pour le maintien des cours d'eaux et la conservation des sources.

« c) Pour la défense du territoire du côté des frontières ainsi que pour celles des villes déterminées par un

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1881, Roumanie, p. 709 et suiv., traduction par M. Grégoire Petroni.

règlement d'administration publique, conformément à l'avis du ministre de la guerre. C'est le Conseil technique des forêts qui dresse le tableau des forêts soumises à ce régime (art. 15). L'inscription au tableau peut motiver de la part du propriétaire, dans les six mois de sa publication, un recours qui est vidé par le conseil des ministres » (art. 16).

Le Code forestier roumain prévoit aussi le reboisement des terrains nus, et soumet au régime forestier les forêts situées sur les sommets et sur les pentes des montagnes, quels qu'en soient les propriétaires. Les reboisements en montagne effectués en application de cette loi sont dispensés de tout impôt pendant trente ans (art. 18).

Les lois serbes des 30 mars 1891, 16 mai 1902 et 23 mars 1904, ainsi que la loi grecque du 28 décembre 1893, contiennent aussi des dispositions relatives au reboisement et à la conservation des forêts.

B. — *Espagne.*

En Espagne, une loi du 11 juillet 1877 a réglé également la protection des terrains de montagne et ordonné le reboisement des clairières vides, landes et friches des forêts administrées par l'Etat. En même temps elle a imposé aux communes une contribution de 10 pour 100 de tous les produits forestiers, afin de consacrer ces ressources au repeuplement et à l'amélioration des forêts communales. La même loi favorise la formation

de sociétés, protégées par l'Etat dans le but de créer, repeupler et améliorer les forêts de toute nature.

C. — *Belgique et Hollande.*

Le Code forestier belge est la reproduction à peu près intégrale du Code forestier français. Comme chez nous il n'existe pas de lois interdisant la coupe blanche, mais pour éviter toute déforestation et sauver les massifs en péril, l'Etat belge achète le plus possible de forêts menacées de la hache : ainsi en 1907, 1.935.000 francs furent dépensés pour l'achat de 1.400 hectares de forêts (forêts de Chimay et de Colfontaine).

Quant aux dunes, en Belgique et en Hollande, où elles sont cependant nombreuses, aucune mesure législative n'a été prise en vue de leur plantation. Il est vrai que dans ces contrées les dunes sont moins mobiles et plus faciles à fertiliser que dans le golfe de Gascogne. Si dans ces deux pays le boisement a été entrepris par l'Etat, ce fut toujours sur des terrains lui appartenant et dans le but de les mettre en valeur.

D. — *Russie.*

En Russie, nous trouvons tout d'abord la loi du 7 février 1876 (1) spéciale au royaume de Pologne. D'après cette loi, tout propriétaire, qui exploite une forêt dans un but commercial et industriel, n'a le droit de faire des coupes qu'après en avoir soumis le plan d'ex-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1876, Russie, p. 624.

exploitation à la sanction de l'autorité compétente. Même les propriétaires qui ne font pas de coupes dans leurs forêts, peuvent être astreints à certaines règles d'exploitation, si des personnes tierces, intéressées à la conservation de ces forêts, réclament contre un mode d'exploitation qui paraît nuisible à leur conservation.

Dans les autres provinces russes, les propriétaires étaient entièrement libres, mais cette absence de toute restriction, à l'exploitation par les particuliers de leurs bois, constituait une lacune regrettable dans la législation russe et a entraîné les conséquences les plus graves. Dans plusieurs contrées, des terrains naguère fertiles se desséchaient ou étaient envahis par les sables. D'autre part, les sources tarissaient, les rivières se comblaient et la navigation, surtout dans le bassin du Volga, dont le lit devenait de moins en moins profond, offrait tous les ans plus de difficulté ; il était donc urgent de prendre des mesures énergiques ; c'est ce que fit la loi de 1888.

Depuis l'avis du Conseil approuvé par l'empereur le 4 avril 1888 (1), il est procédé à un classement des forêts protectrices, dont la conservation est jugée indispensable pour garantir contre l'envahissement des sables, les éboulements, les érosions, les inondations et les dangers causés par la marche des glaces (art. 4). Ce classement est fait par des comités spéciaux institués

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1888, Russie, p. 776 et suiv.

dans chaque province. Dans les forêts protectrices, il peut être imposé aux propriétaires un aménagement portant interdiction temporaire des coupes et du parcours des bestiaux. Des travaux peuvent être ainsi imposés aux propriétaires, et si ceux-ci refusent de s'en charger, l'Etat les exécute après expropriation. Les propriétaires peuvent d'ailleurs pendant dix ans racheter leurs terrains en remboursant à l'Etat les dépenses effectuées. En échange de ces sacrifices, « toutes les forêts déclarées protectrices sont affranchies de tout impôt de l'Etat ou local.

Les terrains forestiers occupés par des plantations artificielles jouissent du même privilège pendant trente ans, si par compensation on n'a pas défriché » (art. 11).

E. — *Norvège.*

De même en Norvège fut votée une loi (loi du 20 juillet 1893) (1) sur la conservation des forêts de défense et contre la destruction des forêts. Cette loi est une première tentative de réaction contre la destruction des forêts, qui a pris des proportions inquiétantes ces temps derniers, et qu'il est d'autant plus difficile d'arrêter que la presque totalité des bois appartient à des particuliers, trop souvent tentés de réaliser un bénéfice immédiat et de sacrifier l'avenir au présent en vendant leurs forêts sur pied aux marchands de bois. La nou-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1893, Norvège, p. 578.

velle loi autorise, d'abord, la confection de règlements locaux pour les forêts de défense. Ce mot est pris dans un sens très large et s'entend de toute forêt, qui sert de protection contre la neige, la chute des pierres, les inondations, les sables, ou à une autre forêt ou à un autre terrain cultivé, et même de toute forêt dont l'exposition est assez défavorable pour que toute coupe l'expose à disparaître entièrement, De plus les communes sont autorisées, avec l'approbation du roi, à faire des règlements contre la destruction des forêts.

F. — *Etats-Unis.*

Dans les Etats-Unis d'Amérique, eux-mêmes, les dangers du déboisement se sont fait sentir et, bien qu'aucune obligation ne fût imposée à la propriété privée, le gouvernement n'en a pas moins été obligé de prendre des mesures énergiques.

C'est ainsi que ces Etats, dans le but d'empêcher le défrichement exagéré et de maintenir le régime des eaux, ont été contraints de constituer, dans les régions montagneuses, des réserves appartenant à la Confédération et administrées par elle. Ces réserves sont surtout importantes dans la région des Montagnes Rocheuses (1).

(1) En 1894, l'étendue des réserves fédérales était de 17.500.000 acres; en 1897, le gouvernement se disposait à y ajouter encore plus de 21.000.000 d'acres et en 1905 les réserves atteignaient une contenance d'environ 50.000.000 d'acres (environ vingt millions d'hectares). *Répertoire général alphabétique du droit français*, Carpentier, t. XXXV, p. 609.

Ces dernières années certains Etats durent même prendre des mesures spéciales. L'Etat de Louisiane alla jusqu'à créer, par la loi du 14 juillet 1904 (1), un ministère des forêts, afin d'assurer la conservation des forêts existantes et le reboisement.

Enfin, dans l'Etat de Pensylvanie, depuis la loi du 8 avril 1905 (2), les propriétaires de forêts sont exonérés de la majeure partie des impôts annuels, dont leurs terres plantées sont grevées (80 0/0) tant qu'ils conserveront leurs arbres en bon état. [Les terres plantées devront avoir une certaine étendue et les arbres les garnissant devront avoir des dimensions déterminées par cette loi.]

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1904. Louisiane, p. 445.

(2) *Ibid.*, 1905. Pensylvanie, p. 622.

TITRE V

LA DÉFORESTATION ET LES LACUNES DE LA LOI

CHAPITRE PREMIER

COUPE A BLANC ÉTOC.

Nous abordons maintenant dans notre dernier titre une question brûlante entre toutes, qui depuis quelques années a déjà fait couler des flots d'encre, mais que, jusqu'à présent, malgré l'exemple de notre législation ancienne et d'un grand nombre de lois étrangères, nos législateurs n'ont pas encore cru devoir réglementer. Nous voulons parler de la *coupe à blanc étoc*.

On appelle *coupe à blanc étoc* celle dans laquelle tous les arbres d'une forêt, sans exception, sont coupés dans leur tronc, leur souche à peu près à niveau du sol sans conservation d'aucun baliveau (1). Aucune loi spéciale en France n'interdit ce mode d'exploitation, et comme

(1) On appelle « baliveaux » les jeunes arbres choisis et réservés lors de la coupe d'un bois et que l'on destine à croître en haute futaie.

il ne constitue pas nécessairement un défrichement prohibé, la coupe blanche ne tombe sous l'application de l'article 219 que dans le cas où elle aboutit à un défrichement indirect, à l'anéantissement du bois (1).

Donc, si à la suite de ces coupes, aucun acte émanant du propriétaire ou de ses représentants ne vient empêcher la reproduction naturelle, ce fait ne saurait être considéré comme un délit. Par contre il a été jugé (2) qu'un propriétaire n'a pas la faculté de couper à blanc étoc une forêt d'arbres feuillus et de faire dévorer les jeunes pousses par les bestiaux au fur et à mesure de leur production, ce serait là un défrichement indirect. Il en est de même pour l'essartage qui ne tombe sous le coup de la loi que si par sa fréquence il constitue un défrichement indirect. Somme toute, ce sont là chez nous des questions de fait à trancher par les tribunaux. La coupe blanche a même ses partisans acharnés qui allèguent en sa faveur les considérations suivantes :

1° L'exploitation sur les versants escarpés, qui sont en montagne le cas ordinaire, est beaucoup plus facile, moins onéreuse et partant d'un rendement plus avantageux (10 à 20 0/0) en coupe rase, aucun obstacle n'arrêtant la descente des arbres abattus suivant les lignes de plus grande pente ou par glissoires ou encore par câbles aériens.

(1) Dans ce sens : Pierre Buffault, inspecteur des eaux et forêts à Bordeaux, *Insuffisance de notre législation en matière de conservation et de restauration des forêts* (1902), p. 151 et suiv.

(2) Riom, 11 février 1846, D. P. 46.2.79.

2° L'observation des faits tant dans les Alpes françaises qu'en Suisse, en Autriche, etc., permet de constater que, en ce qui concerne l'épicéa, le mélèze et les pins, la régénération par semis naturel s'accomplit parfaitement sur coupe blanche, moyennant qu'on leur donne une forme allongée et étroite comme l'avait prescrit la célèbre ordonnance préparée par Colbert et rendue par Louis XIV le 13 août 1669 à laquelle nous devons les plus belles futaies de France.

« D'un autre côté, parmi les maîtres de la science en matière forestière, les uns comme Lorentz et Parade, Puton, M. Boppe et Jolyet, admettent la coupe à blanc étoc au nombre de celles que l'on peut appliquer aux essences à graines légères et ailées, comme mélèzes, épicéas, pins de montagne ; d'autres, comme Karle Gayer, l'éminent professeur de Munich, comme M. Charles Prouvé, préconisent la coupe blanche le premier sur de petites étendues, le second dans tous les cas (1). »

Les prétendus avantages de ce mode d'exploitation sont faciles à réfuter. Tout d'abord l'exemple de l'ordonnance de 1669 paraît peu applicable au temps présent, et d'ailleurs elle ne paraît pas avoir été rédigée en vue des forêts de montagne, mais plutôt en vue des futaies de chêne et autres essences feuillues des pays de plaine ou de coteaux. D'autre part il se peut, il est même

(1) M. G. de Kirwan, *Faut-il interdire la coupe blanche en montagne*, 1908, p. 2.

vraisemblable, que, quelquefois, dans les régions montagneuses où mélèzes, pins et épicéas sont plus particulièrement dans leur aire naturelle et spontanée, leur voisinage de bandes exploitées à blanc étoc suffise à procurer l'ensemencement naturel de celle-ci. Mais n'est-ce point se hasarder beaucoup que de généraliser ce fait particulier et en faire une règle absolue ?

Le cas n'est que trop fréquent d'envahissement rapide par les morts bois et les bois blancs d'anciens peuplements résineux exploités en une seule fois ; sous le développement rapide de ces végétaux inférieurs les semis naturels, que le vent aurait pu apporter des peuplements voisins, périssent étouffés.

Que dans telles ou telles conditions locales, il y ait profit ou avantage à exploiter à blanc tout ou partie d'une forêt résineuse, pour la repeupler artificiellement ensuite, soit immédiatement après l'enlèvement des produits, soit à la suite d'une ou deux récoltes de céréales, c'est là un fait particulier, qui peut être justifiable dans certains cas donnés, mais qui, selon toute probabilité, ne saurait être appliqué à des versants rapides et exposés aux rafales des orages (1). Car les exemples sont nombreux de forêts de montagne, qui exploitées sans ménagement par des industriels n'ayant d'autre but que d'en tirer tout le parti possible en coupant tout, n'ont jamais pu être reconstituées et sont deve-

(1) M. G. de Kirvan, *op. cit.*, p. 7.

nues des landes incultes, incapables de nourrir désormais les habitants de la contrée. Telle cette belle forêt du Devoluy, qui, exploitée sans réserve, a rendu si tristement célèbre Chaudun, ce village de l'arrondissement de Gap. « Tout manquait à la fois dans le désert de pierres inexprimablement désolé, dont le déboisement avait fait une immonde traînée de blocs et de cailloux aux flancs des monts stérilisés (1). » Le pays était devenu inhabitable. Les Chaudunois réduits au nombre de cent douze, vendirent leurs terres incultes à l'Etat et allèrent s'installer en Algérie. Blanqui lui-même disait déjà, en parlant des régions alpines déboisées : « Il m'est arrivé de ne plus rencontrer un seul être vivant dans les localités où, il y a trente ans, je me rappelle avoir goûté une agréable hospitalité. » Du reste, même en plaine, le déboisement ne doit jamais se faire qu'avec beaucoup de circonspection, et la vue de ces pays si florissants dans l'antiquité et que la disparition des forêts a complètement ruinés, devrait nous rendre prudents pour l'avenir.

Que l'on cherche aujourd'hui dans les steppes et les marécages, qui s'étendent du bassin de l'Indus à la Méditerranée, les contrées prototypes de la fécondité et de la richesse qui furent le berceau de l'humanité : la Mésopotamie, l'Asie Mineure, la Palestine, « toutes ces régions, dit Becquerel, si renommées par la dou-

(1) O. Reclus, *Revue du Touring Club*, juin 1905.

ceur de leur climat, privées de leurs forêts, ont vu disparaître l'eau, la végétation et la population ».

La dernière surtout, la Palestine, nous fournit un exemple typique d'une grande nation morte pour n'avoir point respecté les forêts. D'après Moïse, en effet, « c'était un pays de sources, de ruisseaux et de lacs, un pays de froment, d'orge, de vignes, de figes où l'homme n'avait que faire d'entasser des provisions pour se mettre à l'abri du besoin ». « Au temps de la prospérité d'Israël, sur ce coin de terre vivaient des multitudes pressées. Quand David fit le dénombrement de ses sujets, il trouva en Israël 1.400.000 adultes, sans compter les femmes et 470.000 dans Juda ; encore Lévi et Benjamin ne furent-ils pas recensés (1) ».

Qu'est devenue la verte Palestine et son vaillant peuple ? « Montagnes sans ombre, vallées sans eau, terre sans verdure », dit Lamartine, des environs de Jérusalem, les arbres s'en sont allés et les hommes aussi.

Plus près de nous, Colomb, Léonard de Vinci, Bernard Palissy ont aussi signalé les dangers du déboisement. « Je suis tout émerveillé, disait ce dernier, de la grande ignorance des hommes, lesquels, il semble qu'aujourd'hui ils s'étudient qu'à rompre, couper, déchirer les belles forêts que leurs prédécesseurs avaient si précieusement gardées. Je ne puis assez détester une telle chose et ne la puis appeler faute, mais une malé-

(1) Dr Félix Regnault, *Déboisement et décadence*, p. 8.

diction et un malheur à toute la France, parce qu'après que tous les bois seront coupés, il faut que tous les arts cessent. »

Buffon lui-même a éloquentement écrit sur ce sujet.

Mais il n'est pas nécessaire d'aller chercher si haut dans l'histoire des arguments que nous trouvons à chaque pas de la civilisation, et même — hélas ! de la civilisation contemporaine.

« MM. de Montrichard, Dehérain, Leroy-Beaulieu, de Colbert, de Humbolt, Bouquet de la Grye, Levasseur, Surrel et un grand nombre d'autres agronomes et hydrologues nous diront que ces mêmes causes ont produit partout les mêmes effets et que c'est ainsi que le Khanat de Boukhara, le Turkestan, l'île de Chypre, la plupart des îles Méditerranéennes, les Canaries, les Açores, l'Algérie sont devenus dénudés, privés en partie ou totalement de population (1). »

« Les forêts précèdent les peuples, les déserts les suivent », a dit un grand penseur.

Et pourtant il se trouve encore des savants (2) pour nier les bienfaits de la forêt, certains assurent même que les bois n'influent pas sur l'accumulation des eaux de désastre, pas plus que sur la rapidité de leur descente : « Leur influence sur les débordements, nous

(1) S. Guénot, *Le fléau du déboisement*, *Revue du Touring Club de France*, mars 1908.

(2) M. Wolfsschütz et M. Lauda, directeur du bureau central hydrologique d'Autriche.

disent-ils, est nulle ou si faible qu'on peut la considérer comme négligeable ; les grandes crues sont provoquées par des pluies extraordinaires. La preuve c'est que jadis, au temps des grandes forêts, les rivières ravageaient leur vallée comme aujourd'hui. »

Comment l'ignorer après les légendes de presque tous les peuples sur les antiques déluges ; après l'« ouverture des fontaines du grand abîme », dont parle la Genèse ; après Deucalion et Pyrrha ; après Virgile, après Horace. « L'Eridan, roi des fleuves, s'avance en tourbillons insensés ; il tord les forêts, il roule à travers les champs le bétail et les étables », ainsi parle Virgile à propos des désastres qui présagèrent la mort de César. « Nous avons vu le Tibre jaune heurter violemment de ses flots le rivage étrusque, renverser les monuments des rois et le temple de Vesta », ainsi parle Horace.

« Mais ne sommes-nous pas en droit de penser que ces crues furent atténuées par les forêts ? Pour le débordement de l'Eridan, c'est-à-dire du Pô, c'était assez de quelques jours d'un long vent chaud, d'une longue pluie tiède sur les glaciers des Alpes italiennes, pour le Tibre, d'un de ces orages extraordinaires qui font sur-sauter les fleuves. Puis, que savons-nous des ravages antérieurs de la chèvre et du mouton dans la montagne des Apennins ? De la chèvre décrétee l'ennemie du genre humain, parce qu'elle broute « le cytise en fleur et les saules amers » ; et du mouton, si funeste aux pâturages des hauteurs comme aux estuaires des fleuves,

qu'on s'inquiète de la « lutte qui se poursuit dans le monde entre les moutons et les dragues (1) ».

Et du reste que peuvent valoir ces prétendues preuves que nous fournissent les poètes antiques, quand si près de nous les désastres succèdent aux désastres, les ruines s'accumulent sur les ruines ! Comment ne pas se rendre à l'évidence ! Comment nier encore l'influence des forêts sur le régime des eaux, leur pouvoir modérateur sur les avalanches, sur les inondations quand, à chaque instant, on voit les crues dévastatrices suivre immédiatement la déforestation ? Veut-on des faits ?

« C'est en décembre 1906 le village d'Ouzous, dans les Hautes-Pyrénées, emporté par une avalanche avec neuf de ses habitants. Ce village, dont la population s'élevait à environ 200 âmes, est situé à quatre kilomètres d'Argelès, sur un dépôt glaciaire de la vallée de Lucet, il est exposé au midi et *dominé par une montagne querecouvrait autrefois une immense forêt*. Les cartes mentionnent bien encore les « bois de Ségus », mais hélas ! Ces bois n'existent plus ; ils ont été détruits par des coupes irraisonnées, sans méthode, qui se sont continuées pendant des années, en dépit de toutes les lamentations et de toutes les exhortations. Résultat : l'avalanche, formée au sommet de la montagne, a pu, sans rencontrer le moindre obstacle, rouler brutalement d'abord sur les roches glissantes, puis acquérir une vi-

(1) Onésime Reclus, « Des arbres, toujours plus d'arbres », *Revue du Touring Club de France*, mars 1908.

tesse de plus en plus grande, et finalement se précipiter sur le village dont elle a fait un chaos !

Mêmes catastrophes à Cazarilh, dans la Haute-Garonne et dans l'Ariège à Orlu. Ces deux villages ont été en partie détruits par des avalanches *dans l'année même qui suivit la coupe rase* des massifs boisés qui les avaient protégés jusque-là.

Dans les mêmes moments, les journaux publiaient le dramatique récit de l'irruption subite des eaux dans la petite ville d'Aubenas (Ardèche), et des émouvants sauvetages, auxquels il avait fallu procéder, pour recueillir les malheureux habitants réfugiés à la hâte sur les toits de leurs maisons submergées. Pareille invasion à Saint-Péray avec répétition des mêmes scènes. Levez les yeux et contemplez les monts d'alentour : tous veufs de plantations forestières, avec des pentes abruptes favorables aux ruissellements torrentiels !

Des localités isolées passons à un ensemble. Prenons le département de l'Hérault, un des plus éprouvés, sans contredit, par les dernières inondations. Cette région de la France présente l'aspect d'un vaste plan incliné, qui, de son point le plus bas, c'est-à-dire du littoral méditerranéen, à son point culminant, représenté par les massifs montagneux du Sommais, de l'Escandorgue et du Larzac ne mesure pas plus de 90 kilomètres de longueur, avec des altitudes allant de 0 dans le voisinage de la mer à près de 1.000 mètres pour les derniers contreforts. Sur ces versants, nulles plantations, le roc à vif formant glis-

sière par où les eaux se précipitent, et plus on remonte dans les vallées, dans celle de l'Hérault par exemple, vers l'observatoire de l'Aigoual, plus on remarque la dénudation systématique des pentes. Viennent des pluies torrentielles, rien n'arrête ou ne modère l'écoulement des eaux sur le sol ; tout au contraire, l'inclinaison des versants et leur nudité contribuent à en accélérer la course jusqu'à la plaine qu'elles ravagent et aux villes qu'elles inondent...

Et il en a été ainsi partout, dans toutes les vallées déboisées de la France. La Saône, l'Allier, la Loire, le Rhône, le Gard, l'Ardèche, le Tarn, rivières et fleuves ont, à qui mieux mieux, précipité leurs flots torrentueux dans une course folle, balayant sur leur passage les ponts, les villages, les récoltes, les animaux et quelquefois aussi leurs infortunés propriétaires. Rien que pour les vignobles de l'Hérault, les pertes sont évaluées à 2 millions d'hectolitres au moins, peut-être trois ; soit une vingtaine de millions de francs au bas mot !

Dure leçon pour ceux qu'elle atteint directement ; leçon éloquente pour les autres, appelés par devoir de solidarité nationale à venir au secours des victimes de tant de désastres et à subir ainsi le contre-coup du funeste aveuglement qui a causé toutes ces ruines. (1)»

Les citations pourraient être multipliées à l'infini.

(1) Nous avons puisé tous ces renseignements dans l'article très documenté de M. Henry Defert : *Leçon de choses*, paru dans la *Revue du T. C. F.*, numéro de novembre 1907.

Tous les économistes, les agronomes, les hydrographes, les forestiers, qui ont écrit sur la matière, sont unanimes à signaler les dangers du déboisement et la gravité de la situation actuelle.

Mais à qui la faute ? Qui a préparé ce « chef-d'œuvre d'épouvante » ? Quels sont les esprits malins ainsi venus perturber un des dons les plus utiles de la nature ? Ne cherchez pas : ce sont les propriétaires eux-mêmes. Car il fut toujours très difficile de garantir la forêt de ses ennemis, notamment de celui qu'a si bien défini l'âne de La Fontaine : « Notre ennemi c'est notre maître ».

Presque toujours, en effet, cette exploitation abusive des forêts, est provoquée par les offres alléchantes faites aux propriétaires qui ne savent résister à l'appât d'un gain immédiat et souvent inespéré, d'autant plus que la plupart du temps, ils trouvent un double profit à pratiquer la coupe blanche ; c'est-à-dire à réaliser du même coup leur capital forestier et à se soustraire ainsi aux charges excessives qui grèvent le revenu normal de leurs bois, au point de l'absorber parfois tout entier.

« Le danger est d'autant plus grand que les offres tentatrices vont se multipliant chaque jour. Jadis les coupes de bois étaient en quelque sorte réglées par les besoins de la consommation indigène, sinon même de la consommation locale. Le propriétaire de forêt n'avait affaire qu'à des marchands dont la faculté d'achat ne pouvait s'exercer que dans la proportion et dans la

mesure où ils étaient assurés de trouver l'écoulement des produits de leur commerce. La facilité des transports, leur rapidité relative, la rarefaction croissante des bois d'œuvre (1), leur utilisation toujours plus étendue dans tous les pays du monde ont changé tout cela.

« Des associations plus ou moins internationales se sont constituées en vue de l'exploitation industrielle des forêts, considérées non plus comme des usines naturelles productrices de matières premières, dont l'exploitation doit être subordonnée à la productivité, mais comme des richesses minières taillables et exploitables à merci, pour en tirer tout le profit immédiat possible (2). »

Telles, ces belles châtaigneraies de la Corse dont bientôt il ne restera plus que le souvenir. Les progrès de la science ont, en effet, découvert que le châtaignier produit l'acide gallique, très employé en tannerie. Des usines se sont installées aussitôt sur le territoire de l'île (3) et

(1) « Plus de la moitié de la population de l'Europe a un déficit dans sa production. Il ne reste que trois réserves forestières d'un certain avenir : la Suède, le Canada et la Finlande. » A. Mélard, *Insuffisance de la production du bois d'œuvre dans le monde*. Paris, 1900. Imprimerie nationale.

(2) Henry Defert, « Forêts particulières, tactique nouvelle », *Revue du Touring Club*, avril 1908.

(3) Actuellement, il y a quatre usines établies : les usines de Folelli en pleine Catagniccia, de Barchotta et de Casomozza, aux portes de la Casinca. Elles consomment une moyenne de 30 à 35.000 châtaigniers par an et produisent près de 20.000 tonnes d'acide gallique. Leurs bénéfices s'élèvent chaque année à près de 11 millions.

Pour plus de détails, voir : Pierre Guitet-Vauquelin, « Le déboisement de la Corse », *Nouvelle Revue*, n° du 1^{er} décembre 1905 ; Henry Defert, « Les châtaigneraies de la Corse », *Revue du Touring Club de*

les Corses éblouis par l'appât d'un gain immédiat quoique dérisoire, n'hésitent pas à offrir à la dent du monstre dévorant les beaux arbres qui assuraient leur existence.

Avec verve, M. Onésime Reclus signale les gros consommateurs de la forêt, en dehors des fabriques d'acide gallique, ce sont : la tonnellerie, les télégraphes, les bateaux, les chemins de fer et surtout la papeterie : « Il faut la pulpe extraite de tout un grand bois pour le papier d'un seul numéro d'un journal tirant à un million d'exemplaires, surtout si c'est l'une de ces feuilles modernes, la plupart américaines ou anglaises, de seize, vingt, vingt-quatre, trente-deux grandes pages à six, huit, dix colonnes... Imaginons dix quotidiens de l'envergure du *Times* de Londres, du *New York Herald*, du *Jornal do Commercio* de Rio de Janeiro, de la *Presse* de Montréal, imprimés tous les dix sur du papier de bois seulement, il ne faudrait pas croire qu'une forêt de Fontainebleau, d'Orléans, de Compiègne leur résistât pendant des siècles ; des années en auraient raison (1). »

Il suit de là que, si l'on n'y prend garde, on marche à grands pas à la ruine de tous les massifs forestiers privés : aujourd'hui des massifs de la plaine, d'une exploitation facile et peu coûteuse, demain des massifs de

France, n° de juin 1906 ; et Henry Spont, « Pour la Corse, l'île verte », *Le Petit Journal*, n° du 31 mars 1909.

(1) Onésime Reclus, « A l'œuvre », *Revue du Touring Club*, novembre 1903.

la montagne, auxquels on appliquera les procédés expéditifs et les perfectionnements variés suggérés par l'expérience acquise dans les premières opérations.

Il serait « pourtant temps », comme dit la chanson, de songer sérieusement à la sauver cette terre bienfaitrice, qui ne saurait périr sans que périsse avec elle la population d'un pays.

Que faut-il pour cela ?

Un peu de courage et de la décision de la part du législateur et pour lui donner la foi, qui fait triompher, une énergique pression de l'opinion publique dominant la coalition des intérêts particuliers. Il faut qu'on se décide enfin à constituer dans nos massifs montagneux un réseau intangible de forêts protectrices : la forêt de salut public, comme on l'a si justement dénommée. Mais pour y arriver, il faut que les Français se convainquent bien du proverbe serbe : « Qui tue un arbre, tue un homme », car alors seulement il pourra y avoir unanimité pour réclamer des lois aussi rigoureuses que celles qui ont été édictées, avec tant de succès, en Suisse et en Autriche-Hongrie.

CHAPITRE II

UNE NOUVELLE LOI S'IMPOSE.

Jusqu'ici qu'a-t-on fait pour arrêter cette déforestation à outrance ? pour protéger la sylve ? Rien ou à peu près.

Depuis quelques années de nombreuses propositions de lois ont vu le jour, mais elles n'aboutirent pas ; des commissions furent réunies, mais il n'en sortit rien. Bien au contraire, on a donné l'éveil aux syndicats d'exploitation, dévastateurs de nos forêts ; aux propriétaires désireux d'augmenter leurs revenus actuels, même en sacrifiant l'avenir au présent, et tous, dans la crainte de voir bientôt surgir une loi conservatrice du sol boisé se mirent à exploiter à qui mieux mieux : jamais on n'avait vu autant de coupes blanches qu'à l'heure actuelle. Si bien que si l'on tarde encore un peu, cette loi tant réclamée, qui doit sauver de l'anéantissement très proche nos richesses forestières, ces richesses qui comme l'a proclamé le ministre de l'agriculture du haut de la tribune, « intéressent l'économie politique du pays en même temps que la sécurité et la santé publique », arrivera quand les dernières forêts particulières seront tombées sous les coups de la hache. Et nous

aurons ainsi assisté, témoins avertis, mais impuissants, à la ruine successive de nos plus beaux massifs boisés de la plaine et de la montagne.

Dès 1888, M. Viette, ministre de l'agriculture, avait déposé sur le bureau du Sénat un projet général de refonte du Code forestier. Déjà on avait dû s'apercevoir que, si la loi de 1882 réglait d'une façon fort opportune le problème de la conservation et de la restauration des terrains de montagne, il n'importait pas tant cependant de rétablir les forêts que d'en empêcher la destruction. Malgré tout, à cette époque, le mouvement d'idées contre le déboisement était loin de présenter l'intensité qu'il a prise depuis, et le ministre de l'agriculture proposa simplement de donner, sur quelques points, plus de latitude à l'administration.

Ces propositions, d'ailleurs opportunes, ne portaient que sur des points de détail. Elles ne furent pas plus votées que le projet général dans lequel elles étaient comprises.

Depuis lors, le Parlement s'est souvent occupé de la question du déboisement à propos de la discussion du budget de l'agriculture ou du vote des lois relatives à la création de nouveaux périmètres ; mais c'est à la suite du récent mouvement d'opinion, soulevé par les forestiers, qu'il a envisagé la question au point de vue d'une réforme législative, et ce n'est que ces toutes dernières années, que cette idée donna lieu à des propositions précises.

Le 6 novembre 1905, M. Cazeaux-Cazalet présentait à la Chambre des députés une vaste proposition de loi dans laquelle les articles 1 à 3 étaient consacrés au défrichement et à la conservation des bois (1).

L'auteur de la proposition s'occupait d'abord des défrichements commis par les particuliers. Il distinguait entre les forêts de protection qui, pour lui, étaient exclusivement des forêts de montagne, et les forêts ordinaires. Mais cette distinction était pour lui accessoire, avant tout il voulait assurer la conservation de toutes les forêts quelles qu'elles fussent.

Pour y arriver il s'occupait d'élargir la notion de défrichement (2) en énumérant les actes qui seraient assimilés à des défrichements et tomberaient sous le coup des articles 221 et 222 du Code forestier. Ce seraient : « les exploitations abusives, l'exercice du parcours après exploitation, recépage ou incendie, et tous faits quelconques qui auraient pour conséquence d'entraîner la destruction ou d'empêcher la reconstitution pendant plus de deux ans de tout ou partie de la forêt dans laquelle il serait pratiqué. » En outre, les propriétaires eux-mêmes ne pourraient pas introduire des animaux

(1) Chambre, annexe III, p. 406 et suiv., n° 2718.

(2) La Cour de Bourges s'est basée sur le même principe pour condamner un propriétaire du Morvan qui avait substitué au régime du furetage, pratiqué jusqu'alors comme mode d'exploitation d'une forêt de 50 hectares par quatre révolutions de huit années chacune, la coupe à blanc étoc de tous les sujets, sans aucune réserve pour la reconstitution du taillis par semis directs de la graine lourde des hêtres, suivie du pacage des bestiaux.

dans leurs bois âgés de moins de 8 ans à moins des peines prévues dans l'article 199, alinéa 2.

Un peu auparavant, le ministre de l'agriculture, sur les instances réitérées de plusieurs sénateurs et députés, avait fait rendre le décret du 31 mars 1905 instituant une commission extraparlamentaire pour la révision du Code forestier.

Les travaux de cette commission aboutirent à la rédaction de quatre projets déposés par M. Ruau, ministre de l'agriculture, le 14 février 1906 (1).

Les trois premiers réformaient l'article 90 du Code forestier, réglaient le pâturage dans les forêts soumises au régime forestier et abaissaient certaines pénalités forestières. Ils furent transformés en loi le 18 juillet 1906.

Le quatrième « portant modification de l'article 159 et du titre XXV du Code forestier », beaucoup plus important, était dirigé contre le déboisement des forêts appartenant aux particuliers. Il lui était réservé le même sort qu'à la proposition antérieure de M. Cazeaux Cazalet : après un rapport de M. Bonnevey, sa discussion fut ajournée sous le prétexte qu'il ne fallait pas voter à la légère une réforme aussi importante (2).

Aux termes de ce projet, le nouvel article 219 du Code forestier indique que les questions de défrichement seront de la compétence du ministre de l'agriculture, pour

(1) Chambre, *Doc. parlam.*, 1906, n^{os} 2292, 2295.

(2) Chambre, *Doc. parlam.*, 1906, n^o 3111.

la décision à prendre, et de la section de l'agriculture du Conseil d'Etat, pour l'avis qui doit intervenir, et non du ministre des finances et de la section des finances.

L'article 220 est augmenté d'un septième alinéa. Le ministre, frappé de l'enchérissement et de la rareté des bois d'œuvre, voudrait permettre à l'administration de s'opposer au défrichement dans le cas où la conservation des bois est nécessaire « au maintien des conditions économiques existantes relatives à l'approvisionnement en bois d'œuvre ». « Cette disposition n'est pas sans gravité. Elle donne, en effet, à l'administration le droit de s'opposer à n'importe quel défrichement, car on ne peut, en cette matière, imaginer aucun critérium un peu précis. A partir de quel chiffre peut-on dire que le prix des bois d'œuvre est assez élevé pour que le défrichement doive être interdit ? Aucun technicien n'est à même de le décider. Aucune jurisprudence ferme n'est à même de s'établir. Voilà pourquoi cette réforme nous paraît dangereuse. Nous croyons aussi qu'il importe de renforcer encore les mesures de prohibition, lorsque la sécurité publique est en jeu ; mais on doit faire preuve de la plus grande modération s'il s'agit simplement de maintenir à un certain taux le prix de telle ou telle marchandise. Ce n'est pas en empiétant sur le droit des propriétaires que l'on développera chez eux l'amour des forêts (1). »

(1) Augustin Michel, *La question de la conservation et de la restauration des terrains en montagne*, 1908, p. 119.

L'article 221 assimile au défrichement l'exercice du parcours après exploitation, recépage ou incendie, qui aurait pour conséquence d'entraîner la destruction de tout ou partie de la forêt dans laquelle il serait pratiqué. Un second paragraphe permet au ministre d'imposer aux propriétaires le rétablissement des lieux, sans reproduire la limitation du délai de trois ans.

Le projet assimile aux bois situés en montagne, pour les protéger même lorsqu'ils sont inférieurs à dix hectares, les bois situés sur la pente d'une colline ou qui peuvent intéresser l'existence ou la régularité d'une source (art. 224).

Le Code forestier ne prévoit que les actes de défrichement ; le projet veut empêcher en outre « les excès de jouissance des propriétaires portant non sur le fonds, mais sur la superficie, les méthodes d'exploitation à outrance ». Il oblige les propriétaires à remplir les formalités exigées pour le défrichement, lorsqu'ils veulent faire exécuter des coupes qui sont hors de proportion avec les ressources normales de la forêt. En conséquence, les articles 219 à 222 sont applicables « aux coupes rases ou aux coupes qui, par leur étendue et l'importance de leurs produits, dépassent cinq fois la possibilité moyenne de la forêt suivant les usages de l'exploitation (art. 223) (1).

Ce projet, déposé par M. Ruau, donne sujet à une

(1) Cet article 223 du projet ne vise que les forêts traitées autrement qu'en taillis simples.

grave critique : « C'est que, si jamais le Parlement le vote, il ne changera rien à la situation actuelle ; il n'atténuera aucun des dangers qui menacent l'existence des forêts particulières, par la raison fort simple mais péremptoire qu'il soulèvera dans l'application des difficultés inextricables, qui rendront son exécution impossible.

Difficulté inextricable, en effet, la détermination de la possibilité moyenne de chaque forêt aménagée ou non. Cela implique, tout d'abord, l'ingérence de l'administration forestière pour procéder à cette opération toujours très délicate, qui exige de multiples calculs, la possibilité, c'est-à-dire le rapport de la coupe avec la production ligneuse, n'étant pas seulement chose variable d'une forêt à une autre, mais d'un canton à l'autre d'une même forêt, sans compter que, tous calculs faits, il y a les plus grandes chances pour que propriétaires et administration ne soient pas d'accord ; d'où une source de conflits incessants dont on peut être sûr qu'en définitive, sous l'action des influences diverses que les intéressés ne manqueront pas de mettre en jeu, la forêt fera tous les frais.

Ingérence ensuite pour la surveillance des coupes à l'effet de constater si elles ne dépassent pas le maximum fixé par la loi.

Ingérence encore pour les opérations de balivage indispensables pour la reconstitution de la forêt !

Et tout cela, pour quoi ? Pour un résultat nul ou peu

s'en faut ; car l'application, d'ailleurs purement hypothétique de la loi, ne fera guère que retarder la disparition de nos forêts.

Supposons, en effet — simple conjecture — que l'on réussisse à imposer aux propriétaires l'obligation de ne jamais couper d'un seul coup au delà de cinq possibilités annuelles. Qu'il s'agisse de forêts exploitées en taillis sous futaie à la révolution de 30 ans ou à une révolution plus courte, qu'il s'agisse de forêts traitées en futaie à la révolution de 120 ans, par exemple, le propriétaire pourra, dans les premières, exploiter d'un coup cinq coupes, dans les secondes, couper cinq fois $1/120$ soit de la contenance totale de la forêt, soit du volume total des arbres, selon que la possibilité aura été établie par contenance ou par volume. Il ne lui sera pas permis de dépasser cette proportion.

Fort bien ! Mais on oublie de dire s'il lui sera interdit de recommencer la même opération l'année suivante ? Et puis, qui ne voit la facilité avec laquelle le propriétaire pourra éluder la restriction dans laquelle on se flatte de le renfermer ? Il lui suffira de couper bon an, mal an, une quantité ou un volume de bois équivalent à un peu moins de cinq fois la possibilité moyenne de sa forêt, pour qu'on cesse d'avoir prise sur lui, et l'on s'acheminera ainsi, un peu plus lentement peut-être, mais non moins sûrement vers l'appauvrissement progressif des forêts particulières, la production ligneuse et l'exploitation se trouvant ainsi dans un rapport constant de 1 à 5 ou presque 5 (1).

(1) H. Defert, « Forêts particulières », *Revue du T. C. F.*, mars 1908.

Le projet de loi « ayant pour but de mettre fin au déboisement du sol de la France », déposé le 15 mars 1907 à la Chambre des députés par M. Fernand David, diffère considérablement de celui-ci et part d'un autre principe. Son auteur s'est inspiré beaucoup de la loi fédérale suisse et divise les forêts en trois catégories : 1° forêts ordinaires ; 2° forêts protectrices de plaines ; 3° forêts protectrices de montagnes.

« Nous n'hésiterons pas à conclure que la surface boisée de notre pays doit désormais être déclarée irréductible », trouvons-nous dans l'exposé des motifs.

« Les forêts seront classées en forêts protectrices et en forêts ordinaires. Dans les forêts privées ordinaires, le propriétaire pourra suivre le mode d'exploitation qui lui paraîtra le plus convenable ; il pourra même procéder à la destruction de sa forêt, mais sous la condition qu'il aura reboisé au préalable un terrain de superficie au moins égale.

« Les forêts protectrices seront celles dont le maintien aura été reconnu nécessaire à l'intérêt public. L'interdiction de les défricher est absolue. Leur propriétaire pourra les exploiter librement sous la condition toutefois de ne pas procéder à des coupes de nature à diminuer le rôle protecteur de la forêt ou à compromettre son existence.

« Toutes les forêts de montagne situées à plus de 800 mètres d'altitude seront déclarées par la loi forêts protectrices. Elles ne pourront être l'objet de coupes rases

même partielles; l'exploitation des résineux ayant moins de quatre décimètres de tour sera interdite, excepté dans le cas dûment constaté et autorisé où il sera nécessaire de pratiquer des éclaircies permettant à l'air et au soleil de pénétrer au cœur du massif pour le vivifier.

« Dans la zone inférieure, le ministre de l'agriculture, soit d'office, soit sur la demande des intéressés, pourra déclarer forêts protectrices celles dont la conservation, après enquête, aura été reconnue nécessaire à la protection des terrains, au maintien des conditions climatologiques ou hygiéniques existantes, ainsi que des conditions économiques relatives aux besoins des populations bûcheronnes et industrielles, qui vivent de l'exploitation régulière de la forêt. Dans chaque cas particulier, le décret déclaratif de protection, sans apporter des restrictions tracassières à la liberté du propriétaire exploitant, déterminera cependant limitativement les opérations qui seront interdites comme étant de nature à compromettre l'utilité ou l'existence de la forêt. Il pourra fixer notamment la surface maxima, qui, au cours d'une année, pourra être l'objet d'une coupe à blanc, ainsi que les précautions à prendre pour assurer la régénération du massif.

« Les contrevenants seront punis conformément aux lois en vigueur. Mais, en outre, les communes, collectivités ou particuliers, propriétaires de fonds situés au-dessous des forêts protectrices ou vivant de leur exploitation, pourront exercer toutes actions en réparation

des dommages résultant des coupes illicites ou de leurs conséquences (1). »

On reproche à ce projet de se montrer trop sévère en ce qui concerne les forêts ordinaires (2) et d'aggraver considérablement les dispositions des articles 219 et suivants, qui ne permettent à l'administration de s'opposer au défrichement que dans des cas limitativement énumérés.

Evidemment ce projet de M. David apporterait une diminution notable du droit des propriétaires et ne serait sans doute pas voté sans d'énergiques protestations. Mais par contre il a le grand avantage de s'inspirer d'une loi qui a déjà fait ses preuves et donné en Suisse des résultats inespérés. Avec lui on ne va pas à l'aveuglette dans un dédale de réformes, dont les résultats, qu'on peut en espérer, sont moins qu'incertains et les moyens à employer souvent vexatoires.

De plus, il a le mérite de s'occuper le premier du

(1) Rapport fait par M. [F. David au nom de la commission de l'agriculture chargée d'examiner la proposition de loi de M. F. David, ayant pour but de mettre fin au déboisement du sol de la France. Chambre des députés : séance du 11 juillet 1908. *Chambre, Doc. parlem.*, 1908, n° 1993, p. 13 et 14.

(2) En principe, dit M. David, tout défrichement est interdit dans toutes les forêts sans aucune exception, et si un propriétaire obtient l'autorisation ministérielle de défricher un bois, il devra justifier qu'il a reboisé un terrain d'une contenance égale. Sont en dehors, cependant : 1° les parcs ou jardins clos ou attenants aux habitations ; 2° les bouquets de bois d'une étendue de moins de deux hectares lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de deux hectares.

sort réservé aux populations bûcheronnes et industrielles qui ne vivent que de l'exploitation régulière de la forêt. Que deviendront ces malheureux bûcherons si l'on rase leur gagne-pain ? M. Fernand David propose, pour les sauver de la ruine et de la misère, de leur permettre de poursuivre en dommages-intérêts, les propriétaires qui voudront exploiter à blanc leur forêt. Moyen indirect, mais sûr, de rendre impossible la plupart des coupes à blanc étoc !

Le 31 mars 1905, nous l'avons vu précédemment, M. Ruau, ministre de l'agriculture, avait présenté un projet de loi contre le déboisement des forêts appartenant aux particuliers, mais la commission de l'agriculture ne l'avait pas alors adopté. Après lui avoir fait subir quelques modifications et adjonctions, le dépôt en a été effectué à nouveau le 20 février 1908.

D'après ce projet modifié (1) la situation des particuliers propriétaires de bois sera la suivante :

« On ne leur interdira ni de défricher ni d'exploiter par la méthode des coupes rases, mais les défrichements et les coupes rases importantes (2) seront précédés d'une

(1) Voir texte : Chambre des députés, *Doc. parlam.*, n° 1993, année 1908.

(2) Dans le cas où les coupes, par leur étendue et l'importance de leurs produits, dépasseraient $\frac{1}{10}$ du matériel sur pied et en terrain de montagne lorsque les coupes laisseraient sur pied par hectare moins de quatre-vingts mètres cubes de matériel quand il s'agit de futaies ou moins de quatre-vingts arbres de réserve dans les taillis sous futaie (art. 223).

déclaration faite à l'administration qui devra y faire opposition si l'intérêt public exige que ces opérations ne soient pas effectuées. C'est là ce qui résulte des dispositions combinées des nouveaux articles 219, 223 et 225. On arrivera ainsi à créer une réglementation à la fois serrée et souple qui, tout en légiférant pour l'ensemble du territoire, pourra se plier aux exigences légitimes de cultures variées comme aux physionomies diverses des différentes régions du pays.

« L'administration l'a d'ailleurs formellement déclaré : ce qu'elle veut, c'est avoir en main une sorte d'épée de Damoclès dont elle usera uniquement contre les inconscients ou les vandales devant lesquels elle est impuissante aujourd'hui (1). »

Ce nouveau projet modifié contient bien quelques améliorations, mais, en fait, son application serait tout aussi difficile que celle du premier, et les graves défauts, que nous avons signalés en examinant la première proposition Ruau, malgré quelques perfectionnements, n'en subsistent pas moins.

« Les cinq possibilités ont disparu, il est vrai, le bon sens en a fait justice. Mais par quoi propose-t-on de les remplacer ? Il s'agit, comme on sait, de mettre un frein aux coupes rases ou abusives des propriétaires forestiers, et c'est pourquoi l'on avait eu d'abord l'idée de limiter

(1) Rapport de M. Fernand David à la Chambre, *Doc. parlem.*, n° 1993, année 1908, p. 16.

les coupes à cinq possibilités d'un seul coup, soit à cinq fois la production ligneuse annuelle de la forêt.

On propose aujourd'hui d'interdire, sans distinguer entre les essences forestières, les coupes qui, par leur étendue ou l'importance de leurs produits, dépassent $1/10$ du matériel sur pied existant dans la forêt.

La formule seule diffère, le fond est le même. Pas plus que celui des cinq possibilités, le nouveau projet n'est susceptible d'application, et, s'il est jamais voté, ce sera une loi mort-née. La cause de la conservation forestière n'y aura rien gagné.

Comment s'assurer, en effet, que, dans une coupe, on n'a pas dépassé le $1/10$ du matériel sur pied ?

Il faut pour cela compter les arbres, cuber le bois, procéder, en un mot, à un véritable aménagement de la forêt. Grosse affaire ! si l'on songe que les opérations de comptage, de cubage et d'aménagement devront s'étendre à près de 6 millions d'hectares de bois particuliers !

Comment le personnel forestier actuel, dont le service est déjà fort chargé, suffira-t-il à la tâche, même dans les régions où ce personnel est le plus dense, comme dans la moitié orientale de la France, à plus forte raison dans la partie occidentale où il n'y a qu'un personnel restreint ? On risque fort de n'arriver à rien.... qu'à vexer les propriétaires de bois par une immixtion importune du service forestier dans la gestion de leurs domaines, sans profit pour la collectivité.

Joignez à cela que, les vérifications légales fussent-elles par impossible menées à bien, l'interdiction prononcée ne sera jamais qu'un leurre au point de vue conservation des forêts. Elle pourra retarder la destruction des massifs ; elle ne l'empêchera pas !

La première année, le propriétaire coupera
 $1/10$ de la surface boisée. 0,10
 L'année suivante il coupera $1/10$ du reste, soit
 à blanc $1/10 \times 9/10$ 0,09
 La troisième année. 0,081
 La dixième année 0,38
 Si bien qu'au bout de 40 années il aura exploité à
 blanc 65 0/0 environ de sa forêt !

Si ce n'est pas la ruine immédiate des massifs attaqués, c'est leur ruine différée, et tout au moins leur amoindrissement progressif ! Ce n'est pas ainsi que l'on conservera l'aire forestière actuelle de la France.

Si l'on veut arrêter la destruction des forêts particulières, spécialement des futaies, par une intervention de la puissance publique dans leur exploitation, il serait infiniment plus pratique et plus simple d'obliger les propriétaires, soit à réensemencer après la coupe rase de certains résineux, par semis ou plantations, sous la surveillance de l'administration forestière, soit, pour les autres essences, à constituer des réserves, en exigeant d'eux qu'ils laissent debout par hectare un minimum de 100 arbres, par exemple, d'un diamètre déterminé (0 m. 20) à hauteur d'homme. C'est du reste

ce qu'avait fait Colbert, nous l'avons vu antérieurement, dans la célèbre ordonnance de 1669.

Rien ne serait plus facile alors que de vérifier l'existence des réserves réglementaires. N'importe quel garde aurait tôt fait de procéder à la vérification. Il suffirait pour cela de créer des brigades volantes de contrôle. Et cette surveillance peu coûteuse aurait l'immense avantage de n'être pas vexatoire, de laisser le propriétaire libre d'exploiter ses bois à sa guise, sous la seule condition de maintenir dans ses coupes les réserves nécessaires à la reconstitution de la forêt » (1).

Enfin il nous reste à parler (2) d'une proposition de loi due à l'initiative du Touring Club de France et déposée sur le bureau de la Chambre des députés par MM. Fernand David et Pierre Baudin le 2 décembre 1907 (3). Elle a fait depuis l'objet d'un rapport à la

(1) Henry Defert, « La conservation des forêts », *Revue du Touring Club de France*, février 1909.

(2) Il existe un certain nombre d'autres propositions de lois tant parlementaires qu'extra-parlementaires (Projets présentés à Bordeaux les 28 et 29 juillet 1905 au Congrès de l'association pour l'aménagement des montagnes, par M. Reynard, *Des forêts d'utilité publique*, et par M. Guyot, *Des forêts de protection et du régime des bois particuliers*. Projet présenté par la Société des agriculteurs de France, 27 mai 1907, etc.). Mais comme il nous était impossible d'être complet et de les examiner toutes, nous nous sommes contentés d'étudier les plus récentes et les plus importantes, celles qui intéressaient particulièrement notre sujet et qui avaient fait l'objet d'un rapport aux Chambres. Pour les autres, nous renvoyons au *Journal officiel* et à l'excellente thèse de M. Augustin Michel, *La question de la conservation et de la restauration des terrains en montagne*, Paris, 1908.

(3) Chambre des députés, *Doc. parlam.*, n° 1351 ; année 1907, et *Revue du Touring Club*, novembre 1907, p. 485.

Chambre par M. Fernand David dans la séance du 11 juillet 1908 (1).

L'idée dominante de cette proposition de loi est contenue dans son article premier ainsi conçu : « Seront déclarés d'utilité publique, les bois, forêts et terrains dont la conservation à l'état boisé ou à l'état de pâturage ou le reboisement et la restauration comme forêt ou pâturage seront reconnus nécessaires : 1° au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ; 2° à la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières, torrents ; 3° à l'existence des sources et cours d'eau ; 4° à la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ; 5° à la défense du territoire dans la partie de la zone frontière déterminée par un règlement d'administration publique ; 6° à la salubrité publique.

« La déclaration aura lieu par décret et dans la forme déterminée par un règlement d'administration publique. »

Les articles suivants soumettent à un régime spécial, dit « régime de protection », les bois, forêts et terrains déclarés d'utilité publique. Leur aménagement devra être approuvé par le conservateur des eaux et forêts, on ne pourra y faire aucun défrichement, aucune extraction de pierres, terres, mort-bois, gazons sans autorisation de l'administration. Cette autorisation sera également nécessaire pour le pâturage. Les travaux de

(1) Chambre des députés, *Doc. parlam.*, n° 1993, année 1908.

repeuplement et de défense contre les érosions pourront y être ordonnés dans des conditions déterminées. En compensation, *les terrains intéressés seront dégrévés de moitié du montant de l'impôt foncier* et l'Etat devra subventionner dans une proportion, qui varie d'un tiers à trois quarts, les travaux reconnus nécessaires. Enfin une disposition, qui paraît s'inspirer de l'esprit de la loi du 4 avril 1882, par raisonnement *a contrario*, permet au propriétaire de requérir l'expropriation de sa parcelle, si l'intervention de l'Etat dans son domaine venait à réduire son revenu de moitié.

Entre autres mérites, ce projet a surtout celui très important de se préoccuper de la situation fiscale du propriétaire forestier et de proposer un dégrèvement d'impôts pour les forêts dites de protection.

Il est certain, en effet, que l'impôt joue un grand rôle dans la disparition des bois particuliers. Il est des propriétaires qui paient jusqu'à 45 0/0 du revenu de leurs bois et même quelquefois plus encore, tant pour le foncier que pour la taxe vicinale ; beaucoup paient 25 0/0, et, sur ce qui leur reste, il leur faut encore défalquer les frais de garderie, d'entretien de lignes et chemins de balivage, de récolement, d'assurances.

« C'est ainsi, par exemple, qu'un propriétaire d'une forêt de 575 hectares, dans la Nièvre, paie 3.116 fr. 20 d'impôts pour un revenu de 7.250 fr. 15, soit 45 0/0 du produit brut de ses coupes normales, dont il faut encore défalquer tous les frais d'exploitation, de

garderie, d'assurance contre l'incendie, d'entretien des lignes et chemins. « Tel autre, pour 270 hectares de bois exploités à 20 ans, encaisse comme produit 2.700 francs et décaisse comme impôt 1.418 fr. 74, comme frais 540 francs ; ce qui lui laisse un revenu plutôt mince de 2 fr. 70 par hectare et par an, alors qu'il paie au fisc 5 fr. 25 par an et par hectare.

« Tel autre encore, pour une forêt de 210 hectares représentant un capital d'acquisition de 150.000 francs, paie 1.330 francs d'impôts sur un revenu brut de 2.079 francs, soit près de 65 0/0 de ce revenu et des 749 francs, que l'impôt ne lui prend pas, il faut encore déduire 420 francs pour les frais ; ce qui abaisse son revenu net à 0 fr. 22 0/0 pour le capital engagé ! « Tel autre enfin, dont la forêt de 1.468 hectares rapporte annuellement 8.500 francs, est imposé pour la somme de 9.121 fr. 51 : ce qui l'accule à la dure nécessité d'emprunter chaque année pour répondre à l'appel du percepteur ou de raser ses bois pour s'affranchir de l'impôt et trouver du même coup un revenu dans le placement du capital réalisé » (1).

On conçoit que beaucoup se lassent d'une exploitation où ils se considèrent comme les premiers exploités et suppriment des plantations qui les grugent. Il y a là une situation à modifier. Il ne suffit pas d'exonérer d'impôt pendant trente ans les plantations nouvelles, si

(1) Henry Defert, « Forêts particulières », *Revue du T. C. F.*, mars 1908.

la loi doit, au bout de ce temps, frapper outre mesure la propriété forestière et dégoûter les propriétaires d'entretenir et de conserver les bois qu'ils ont planté. Si l'on veut sérieusement conjurer le péril des déboisements particuliers en étendant l'interdiction de défricher, il faut, par une juste compensation des servitudes imposées, alléger les charges du propriétaire et, après l'avoir intéressé à reboiser, l'intéresser à conserver les terres à l'état boisé.

S'il ne paraît pas possible d'asseoir l'impôt sur la coupe et de ne le percevoir qu'à ce moment, au moins qu'on se hâte de reviser les évaluations budgétaires, de modifier le classement des terres et d'y faire figurer dans les classes inférieures les terrains en nature de bois. Ce serait un premier acte de justice à l'égard des propriétaires.

Il y en aurait un autre à faire : ce serait de leur offrir la protection du régime forestier (1), avec, comme co-

(1) Cette idée a fait l'objet d'une proposition de loi déposée par MM. F. Bougère et F. David le 7 mars 1907 (Ch., *Doc. parl.*, n° 813). Seront soumis au régime forestier : 1° les bois et les forêts dont les propriétaires ou locataires formuleront auprès du ministre de l'agriculture une demande en vue de leur assimilation aux établissements publics pour une période d'au moins 10 ans renouvelable par tacite reconduction ; 2° les terrains que les propriétaires ou locataires s'engageront à faire boiser. Voir sur ce sujet le rapport de M. Vigouroux déposé le 26 juin 1908, Chambre des députés, *Doc. parlem.*, n° 1835.

Ce projet fut voté par la Chambre des députés dans sa séance du 12 mars 1909, mais jusqu'à présent le Sénat ne l'a pas encore adopté.

rollaire indispensable, la garantie d'une sérieuse organisation de la surveillance et de la défense de leurs bois, pour en prévenir et, le cas échéant, en réprimer rigoureusement le pillage.

Cela ne pourrait se faire, il est vrai, qu'au prix d'une augmentation du personnel forestier et, par suite, de nouvelles dépenses. Mais en matière de création d'emplois, l'Etat n'est pas d'ordinaire très regardant, et de ces emplois là au moins on aurait la satisfaction de se dire qu'ils serviraient à quelque chose en contribuant utilement à la sauvegarde des forêts particulières.

Et encore, avec ces procédés, on n'arrivera pas à empêcher d'une façon absolue l'exploitation abusive des forêts ; car bien souvent l'intérêt particulier du propriétaire sera en opposition avec l'intérêt général et l'attrait d'un gain inespéré lui fera fréquemment renoncer à exploiter en bon père de famille.

Un seul moyen se présente alors à nous pour conserver intact le domaine forestier de la France, pour sauver les forêts particulières et même en accroître l'importance : c'est d'ouvrir l'accès de la propriété forestière, au fur et à mesure de la mise en vente des massifs intéressants ou des menaces de destruction dont ils peuvent être l'objet, à celles de ces personnes impérissables qui ne sont pas encore armées du droit d'acquérir ou de posséder des forêts, et pour cela, modifier en conséquence la législation en vigueur. Ce n'est le cas ni de l'Etat, ni des départements, ni des communes, ni

des établissements publics : hospices, hôpitaux, etc., qui jouissent d'ores et déjà de cette faculté ; mais c'est le cas de quantité d'autres groupements de personnes et de capitaux : Caisse nationale des retraites, caisses d'épargne, mutualités, associations de tous ordres reconnues d'utilité publique ou simplement déclarées.

Dans ce but un projet de loi élaboré par la commission des pelouses et forêts du Touring Club de France fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 2 décembre 1907 par MM. Fernand David et Pierre Baudin (1).

En voici les dispositions principales :

ART. 1^{er}. — Les articles un et onze de la loi du 1^{er} juillet 1901 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. I. — Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes :

1^o.

4^o Des bois, forêts ou terrains qu'elle s'engage soit à reboiser à ses frais, avec ou sans le concours de subventions, soit à utiliser pour le reboisement.

Art. XI. — Ces associations peuvent faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts, mais elles ne peuvent posséder ou acquérir

(1) Chambre des députés, *Doc. parlam.* n° 1352, année 1907.

d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent, ou des bois, forêts ou terrains qu'elles s'engagent soit à reboiser à leurs frais, avec ou sans le concours de subventions, soit à utiliser pour le reboisement...

ART. 2. — Les articles premier, dix et onze de la loi du 20 juillet 1893 sur les caisses d'épargne sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

Art. I. — Les caisses d'épargne ordinaires sont tenues de verser à la Caisse des dépôts et consignations toutes les sommes qu'elles reçoivent des déposants ; ces sommes sont employées par la Caisse des dépôts, sous la réserve des fonds jugés nécessaires pour assurer le service des remboursements :

1°

3° En acquisitions de forêts ou terrains à boiser jusqu'à concurrence de x millions par an.

Art. X. — Les caisses d'épargne sont autorisées à employer leur fortune personnelle :

1°

5° En acquisitions de forêts ou terrains à boiser jusqu'à concurrence de 1/50.

Art. XI, *in fine*. — Les projets d'acquisitions de forêts ou terrains à boiser prévus par les articles 1 et 10 ci-dessus sont examinés par la commission qui statue sur la valeur des immeubles à acquérir, les frais d'exploitation ou du reboisement, les revenus probables et généralement sur les charges et avantages éventuels de l'opération.

ART. 3. — L'article 22 de la loi du 20 juillet 1886 sur la Caisse nationale de retraites est modifié ainsi qu'il suit :

« Les fonds de la Caisse nationale des retraites sont employés en rente sur l'État, en valeur du Trésor, ou sur la proposition de la commission supérieure et avec l'autorisation du ministre des finances, soit en valeurs garanties par le Trésor, soit en obligations départementales et communales, soit en acquisitions de forêts ou terrains à boiser.

.
« Les projets d'acquisition de forêts ou terrains à boiser sont examinés par la commission supérieure, qui statue sur la valeur des immeubles à acquérir, les frais d'exploitation ou de reboisement, les revenus probables, et généralement sur les charges et avantages éventuels de l'opération (1) ».

C'est, au surplus, le système pratiqué en Suisse, où, selon le vœu de la loi de 1902 sur la police des forêts, « la Confédération helvétique et les cantons doivent faire tout leur possible pour que les forêts privées passent aux mains d'administrations publiques auxquelles on im-

(1) Les articles I et II de cette proposition ont bien été adoptés par la Chambre des députés dans la séance du 12 mars 1909, c'est évidemment un sérieux pas de fait, mais tant qu'à son tour le Sénat ne les aura pas votés, ils n'en resteront pas moins de simples projets sans aucun effet possible. Quant à l'article III, il faut espérer que le Sénat consentira à l'insérer dans la loi des retraites ouvrières.

pose un aménagement normal et qui peuvent mieux y pourvoir que les propriétaires privés. »

Ainsi apparaîtrait, sur le marché des bois et forêts à vendre, une nouvelle catégorie d'acheteurs pour conserver, qui pourrait faire, à l'occasion, aux acheteurs pour détruire une utile concurrence. Qu'on ne dise pas que ces derniers seront toujours préférés par les vendeurs parce qu'ils paient plus cher. Cela pourra être vrai quelquefois ; cela ne le sera pas toujours. L'acheteur, qui, ayant pour lui la durée, peut faire entrer en compte la plus-value des bois d'œuvre, est à même de soutenir la lutte contre le spéculateur qui ne cherche qu'un profit immédiat.

C'est là et non ailleurs qu'il faut chercher la solution du problème de la conservation certaine de nos richesses forestières ; mais pour obtenir le vote de ces lois protectrices de nos forêts, il faut, avant tout, intéresser le public à la cause forestière, lui faire comprendre les dangers de la déforestation et, en un mot, créer un mouvement d'opinions en faveur de la sylve. Car, comme le disait fort à propos M. Onésime Reclus, « on n'arrivera que par une croisade à sauvegarder d'abord, à augmenter ensuite le patrimoine forestier du monde ».

Cette croisade, la presse l'a commencée et la continue avec ardeur on pourrait même dire avec acharnement (1). Ses efforts, du reste, furent aussitôt couronnés

(1) Voir : *L'Indépendant Savoyard* du 14 octobre 1905 : *La Déforestation* ; *Le Petit Parisien* du 29 octobre 1905 : *La Haine de l'Arbre*,

de succès et dès que par l'intermédiaire des journaux « on a su et bien su, que c'est à la déforestation qu'il faut attribuer la ruine des monts, les folies des fleuves, la pénurie des eaux, l'envasement des estuaires, aussitôt les amis des bois, des rivières, les négociants des grands ports fluviaux, d'abord Nantes, avec son *Comité de la Loire navigable*, puis Bordeaux, avec son *Sud-Ouest navigable*, les mariniers, les économistes, les bons patriotes et tous ceux qui réfléchissent se sont émus ; de leurs réunions, de leurs discussions, de leurs écrits, de leurs travaux est née l'aurore d'un rajeunissement. Par une bienheureuse coïncidence, la pratique a succédé immédiatement à la théorie. L'*Association pour l'aménagement des montagnes*, société absolument désintéressée, s'est fondée : elle a loué les communaux de deux communes de la vallée d'Aure, autour d'un pic des Pyrénées, elle en a aussitôt commencé le gazonnement ra-

par L. Vrilly ; *Le Journal* des 4 et 10 novembre 1905 : *L'Envers de l'Idylle et Sauvons les forêts*, par Pierre Baudin.

La Nouvelle Revue du 1^{er} décembre 1905 : *Le déboisement de la Corse*, par Pierre Guitet-Vauquelin.

Le Journal des Débats du 10 décembre 1905 : *Les forêts en France*, par Onésime Reclus ; *Le Petit Parisien* du 11 décembre 1905 : *La terre de la Patrie*, par Paul Grez ; *L'Aurore* du 14 décembre 1905 : *Défendons les forêts*, par Adrien Souberbieille ; *Le Journal* du 15 décembre 1905 : *Arbres coupés, pays coupable*, par Pierre Baudin ; *Le Journal de Montluçon* du 17 décembre 1905 : *La montagne et la forêt s'en vont*.

Le Petit Journal du 31 mars 1909 : *Pour la Corse*, par Henry Spont ; et enfin la *Revue du Touring Club*, années 1905-1906-1907-1908-1909 : nombreux articles sous les signatures de MM. Onésime Reclus, S. Guénot, et Henry Defert.

tionnel et le reboisement suivant les préceptes les plus rigoureux de la science forestière, et déjà l'état de conservation de la montagne, ainsi que l'excellent aspect du pâturage ont attiré l'attention de quelques autres communes. Puis est venu le *Touring Club* (commission des pelouses et forêts), qui a mis sa bonne volonté puissante, agissante au service de la « grande idée ». Des fêtes de l'Arbre furent organisées. Bref, de partout arrive la lumière, partout s'agitent et combattent les partisans de la bonne cause.

Il était temps de réagir, car le moment n'est plus aux déclarations d'amour purement platoniques. Tout convie le Parlement à ne plus se borner sur la question forestière à des discussions éloquentes sans doute, mais dépourvues de sanction pratique ; tout invite les pouvoirs publics à ne plus se contenter d'un geste, mais à entrer résolument dans l'action, à faire en un mot quelque chose. L'opinion publique réclame l'intervention du législateur ; les manifestations du réveil de l'idée forestière se multiplient sous toutes les formes et de tous les côtés. Mais il ne s'agit pas ici d'un vain mouvement d'opinion avec quelques petits essais d'amélioration, ça et là, au petit bonheur. Il faut d'abord un plan défini, portant sur toute la France et attribuant à notre grande forêt future tout ce qui doit lui revenir en vérité géologique, géographique, économique ; pas un hectare de plus, mais pas un hectare de moins.

Après quoi ce sera l'union de tous les bons vouloirs

y compris celui de l'État (1) » qui nous dotera enfin d'une loi de protection.

A ce moment alors, mais alors seulement, nos forêts seront sauvées et l'on pourra dire comme le poète Théodore de Banville.

« Et toute créature a le cœur plein d'ivresse,
« Excepté les pervers et les marchands de bois. »

Encore ces derniers sont en général gens d'esprit, et beaucoup parmi eux seront, nous n'en doutons pas, les premiers à se réjouir de cette mesure évidemment restrictive du droit de propriété et gênante pour l'exercice de leur commerce, mais qui en somme n'a qu'un but, bien suffisant pour l'expliquer : « Sauver la terre de la patrie. »

(1) Onésime-Reclus, « L'œuvre de l'arbre », *Revue du Touring Club de France*, octobre 1907.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcé, dans cette étude, de retracer, aussi fidèlement que possible, l'évolution de la législation forestière en France et de montrer les nombreuses atteintes, qu'aux différents âges de notre histoire, le législateur a été contraint d'apporter aux droits des propriétaires.

Partant de la plus haute antiquité, c'est-à-dire de l'ère de la liberté la plus complète, nous avons passé en revue les nombreux règlements forestiers, qui, peu à peu, sont venus restreindre l'exercice du droit de propriété.

Ces édits, ces ordonnances, ces lois n'étaient unis par aucun lien, ne formaient qu'un ensemble disparate ; Colbert entreprit de les coordonner, de les refondre en un seul tout : de son génie sortit l'ordonnance de 1669, qui, pendant près de 150 ans, devait régir la propriété forestière et doter la France de ses célèbres forêts.

Mais, après 1789, les législateurs de la Révolution, animés d'un désir de liberté absolue, crurent que le droit de propriété ne devait plus subir aucune entrave, que les propriétaires forestiers ne devaient trouver aucune barrière dressée devant eux : ils proclamèrent

l'affranchissement des citoyens de toutes les restrictions apportées à leurs droits. Nous avons vu que les conséquences de ce nouveau régime ne tardèrent pas à se montrer désastreuses au point de vue forestier, et que bientôt on dut à nouveau réglementer l'exploitation des bois.

Ne pouvant remettre en vigueur l'ordonnance de 1669, en opposition sur bien des points avec la nouvelle législation, on prépara un nouveau monument législatif : Ce devait être le Code forestier du 19 mai 1827.

Ce nouveau Code marquait un progrès appréciable, mais contenait cependant d'importantes lacunes que l'on dut combler par la suite à l'aide des lois du 3 mai 1844 sur la chasse, du 18 juin 1859 sur les défrichements et enfin du 4 avril 1882 sur le reboisement.

A l'heure actuelle, un dernier pas reste encore à faire : arrêter la déforestation, qui depuis quelques années, désole la France. De nombreux moyens furent proposés, la question fut portée à la Chambre et au Sénat, mais jusqu'à présent aucune décision n'a été prise. Les projets, les rapports s'accumulent sans qu'on prenne la peine de les examiner jusqu'au bout, de voter les meilleurs, et cependant le temps presse ! Il est grand temps, en effet, que l'on pense à conjurer le mal, à arracher nos dernières forêts des mains des spéculateurs et à sauver la sylve de la cognée du bûcheron.

Encore une fois nous nous sommes laissés devancer par les lois étrangères.

Nous avons mentionné dans notre Titre V les moyens employés par la plupart des nations : Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie, Russie, Suisse, Norvège, États-Unis, etc., pour interdire ou rendre impossibles les coupes à blanc étoc, soit par la création de forêts de protection et de périmètres de conservation, soit par l'assimilation au défrichement des exploitations abusives (1).

Nous avons montré aussi comment la Prusse avait cherché dans l'association forestière, un moyen de restaurer un domaine autrefois célèbre par la richesse de son bien forestier.

Nous avons cité également l'article 26 de la loi Suisse, qui encourage la réunion des parcelles forestières éparées, pour une administration commune : moyen très appréciable pour assurer une bonne administration d'un domaine forestier ! Car, pour être bien géré, pour donner un rapport annuel soutenu, il faut que le fonds ne soit pas restreint aux limites d'une garenne et d'un boqueteau, mais qu'il soit, sur un seul tenant, d'une étendue suffisante pour une coupe annuelle.

Unité de gestion, unité de personnel, améliorations d'ensemble, diminution de frais généraux, possibilité d'assurer la répression d'une façon plus active : tels seraient les avantages du groupement. Facultatif ou non, il devrait avoir pour conséquence d'entraîner, d'une

(1) Système introduit avec plein succès dans la loi forestière algérienne du 21 février 1903 (art. 104).

part, la soumission au régime forestier, avec la plus large coopération de l'association à l'approbation de l'aménagement et à la délivrance des coupes, et, d'autre part, comme compensation, l'administration gratuite par les agents des eaux et forêts de l'Etat. Dans un même ordre d'idées, nous avons montré encore tous les avantages qu'il y aurait à autoriser et à encourager certaines sociétés à placer leurs fonds en acquisitions de forêts. Les caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuel, les caisses de secours, etc., propriétaires de forêts, ce serait autant de surfaces boisées sauvées à jamais des mains des spéculateurs ! une exploitation rationnelle assurée pour toujours !

Mais avant tout, si l'on veut encore restreindre les droits du propriétaire forestier, comme il devient absolument urgent de le faire, il serait bon d'examiner la situation économique de celui-ci et de le décharger un peu des lourds impôts qui l'écrasent.

Le propriétaire d'une forêt de protection, par exemple, dont le défrichement est prohibé, paye déjà à la société un impôt, à raison de la moins-value qui résulte pour son fonds de cette interdiction. Il serait absolument équitable qu'il n'ait pas à supporter deux fois l'impôt, et, cependant, loin d'améliorer son sort, loin de le dégrever, des mesures législatives récentes ont plutôt aggravé la situation des biens forestiers (1).

(1) Il convient de signaler tout particulièrement le surcroît de charges imposées au propriétaire privé par la loi de finances du 31 mars 1903

Par contre, qu'on ne vienne pas nous dire, comme certains le proclament, le plus souvent sous l'inspiration intéressée des spéculateurs eux-mêmes, dévastateurs de nos forêts, qu'interdire la coupe blanche ce serait porter une atteinte trop grave au droit de propriété ; que les lois forestières ont atteint les dernières limites possibles des restrictions que l'on puisse imposer aux propriétaires et que restreindre encore leur droit d'exploiter ce serait annihiler la propriété elle-même. Mais ne voit-on pas à chaque instant des propriétaires entravés dans l'exercice de leurs droits ? Le propriétaire d'un monument historique peut-il user librement de sa chose ? Les servitudes de voisinage ne nous offrent-elles pas assez d'exemples de restrictions imposées au droit de propriété ? Et tant d'autres encore ! A tel point qu'on a pu dire, que si le législateur modifiait aujourd'hui l'article 544, il ne définirait plus le droit de propriété « le droit de jouir et de disposer des choses *de la manière la plus absolue* ».

(art. 5). Les conseils municipaux sont autorisés par cette disposition à remplacer par une taxe vicinale le produit des journées de prestations que les communes sont tenues de voter pour les chemins vicinaux. La taxe vicinale est représentée par des centimes additionnels aux quatre contributions directes. C'est faire peser sur la grande propriété terrienne un impôt nouveau et exorbitant ; car là où cette grande propriété existe, notamment en nature de bois, il est possible d'affirmer que les communes, profitant de la faculté qui leur est offerte, dégrèveront les habitants pour faire passer l'impôt au compte des propriétaires forestiers. La propriété forestière privée qui rémunère déjà si peu son détenteur, est placée ainsi sous un régime d'exception qu'il serait urgent de modifier dans un sens favorable à la production ligneuse.

De plus on interdit bien le faible d'esprit, incapable de gérer son patrimoine ! On donne bien un conseil judiciaire au prodigue de ses biens ! Pourquoi n'organiserait-on pas une sorte de tutelle administrative, à laquelle seraient soumis ceux qui dilapident la richesse nationale ?

Les forêts sont trop nécessaires à la vie de tous pour que l'on puisse laisser impunément quelques propriétaires raser leurs bois, ruiner des contrées entières !

Aussi nous souhaitons que le législateur ne se laisse pas leurrer par les considérations de ces défenseurs acharnés de la liberté, bien souvent intéressés pécuniairement eux-mêmes à ces exploitations abusives, et qui n'ont qu'un but : faire retarder le plus possible le vote de toute loi contre la déforestation et profiter longtemps encore des énormes bénéfices que leur procure la coupe à blanc étoc.

Et avant que le dernier arbre ne soit tombé sous les coups de la hache, nous espérons qu'il se trouvera, dans notre Parlement, un nouveau Colbert pour nous doter d'une loi capable de sauver nos forêts. Loi qui sera comme le couronnement de notre réglementation forestière, la clef de voûte, pourrait-on dire, de notre monument législatif forestier. Car, à quoi bon avoir un Code et des lois, si on laisse anéantir nos forêts par des moyens détournés.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

TITRE PREMIER

Historique de la propriété forestière dans le droit ancien.

CHAPITRE PREMIER. — Période primitive.	7
CHAPITRE II. — Ordonnance de 1669.	20
CHAPITRE III. — Périodes révolutionnaire et intermédiaire jusqu'au Code forestier	29

TITRE II

Le Code forestier et les atteintes qu'il porte au droit de propriété.

CHAPITRE PREMIER. — Restrictions apportées aux droits des propriétaires forestiers.	37
CHAPITRE II. — Servitudes imposées aux propriétaires riverains d'une forêt.	52

TITRE III

Lois postérieures au Code forestier portant de nouvelles atteintes au droit de propriété.

CHAPITRE PREMIER. — Le droit de chasse et les restrictions que sa réglementation entraîne vis-à-vis des droits du propriétaire forestier (Arrêté du 19 pluviôse an V, ordonnance du 20 août 1814, lois des 3 mai 1844 et 5 avril 1884)	71
CHAPITRE II. — Du défrichement (Lois des 9 floréal an XI ; 21 mai, 31 juillet 1827 et 18 juin 1859). . .	91

CHAPITRE III. — Le reboisement (Lois des 28 juillet et 7 août 1860 ; 8 juin 1864 et 4 avril 1882),	115
APPENDICE. — Fixation des dunes.	136

TITRE IV

La propriété forestière à l'étranger.

CHAPITRE PREMIER. — Allemagne	143
CHAPITRE II. — Angleterre	154
CHAPITRE III. — Autriche-Hongrie.	156
CHAPITRE IV. — Italie	164
CHAPITRE V. — Suisse.	167
CHAPITRE VI. — Autres pays.	175

TITRE V

La déforestation et les lacunes de la loi.

CHAPITRE PREMIER. — Coupe à blanc étoc	183
CHAPITRE II. — Une nouvelle loi s'impose.	198
CONCLUSION	227

Vu :

Le Président de la thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).

Imp. J Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)